



Revenu agricole, situation financière et aide gouvernementale

Recueil de données



mars 2001

**Revenu agricole,
situation financière
et
aide gouvernementale**

Recueil de données

Direction des politiques sur le revenu agricole et l'adaptation
Direction générale des politiques stratégiques

Mars 2001

Revenu agricole, situation financière et aide gouvernementale

Recueil de données

Mars 2001

Direction des politiques sur le revenu agricole et l'adaptation
Direction générale des politiques stratégiques

Tout point de vue exprimé, qu'il soit énoncé clairement, sous-entendu ou interprété à partir du contenu de la présente publication, ne reflète pas nécessairement la politique d'Agriculture et Agroalimentaire Canada.

Pour se procurer des exemplaires supplémentaires, s'adresser à la :

Section de la production de l'information et de la promotion
Direction de la recherche et de l'analyse
Direction générale des politiques stratégiques
Agriculture et Agroalimentaire Canada
Édifice 74, Ferme expérimentale centrale
Ottawa (Ontario)
K1A 0C6
Tél. : (613) 759-1865
Télec. : (613) 759-7090
Courriel : ipp@em.agr.ca

La version électronique de cette publication est disponible sur l'Internet à: www.agr.ca/policy/epad.

Publication n° 2077/B
ISSN n° 1482-9770
Catalogue n° A21-44/2001
Projet n° 01-018rp

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	1
SOMMAIRE	3
SECTION A	
Revenu agricole	7
Méthodologie sur le revenu agricole	29
SECTION B	
Situation financière des exploitations agricoles	33
Méthodologie sur la situation financière des exploitations agricoles	47
SECTION C	
Dépenses publiques de soutien au secteur agroalimentaire	49
Méthodologie des dépenses publiques	67
SECTION D	
Transferts gouvernementaux aux producteurs agricoles	73
Méthodologie des transferts gouvernementaux	89

LISTE DES TABLEAUX

SECTION A : Revenu agricole

Tableau A.1 :	Recettes, dépenses et revenus agricoles, prévisions, Canada et provinces, 1999-2001	9
Tableau A.2 :	Prévisions du CSRN, Canada et provinces, 2000 et 2001	12
Tableau A.3 :	Exploitation repère de pommes de terre du Nord-Ouest du Nouveau-Brunswick	17
Tableau A.4 :	Exploitation repère porcine du Sud-Est du Québec	18
Tableau A.5 :	Exploitation repère de céréales et d'oléagineux du Sud de l'Ontario	19
Tableau A.6 :	Exploitation repère de céréales et d'oléagineux de la zone des sols bruns de la Saskatchewan	20
Tableau A.7 :	Exploitation repère laitière du Sud-Ouest de la Colombie-Britannique	21
Tableau A.8 :	Paiements directs bruts des programmes et primes des producteurs, Canada et provinces, 1994-1999	22
Tableau A.9 :	Recettes, dépenses et revenus agricoles, Canada et provinces, 1991-1999	24
Tableau A.10 :	Recettes agricoles, dépenses et revenu net comptant, moyenne par ferme, Canada et provinces, 1997-1999	26
Tableau A.11 :	Recettes agricoles, dépenses et revenu net comptant, moyenne par ferme et par type de ferme, Canada, 1997-1999	27
Tableau A.12 :	Revenu agricole familial moyen selon la source et la tranche de revenu, fermes non constituées en société, Canada, 1997	28

SECTION B : Situation financière des exploitations agricoles

Tableau B.1 :	Dette agricole, Canada et provinces, 1981-1999	35
Tableau B.2 :	Nombre de faillites agricoles par province, 1986-2000	36
Tableau B.3 :	Portefeuille de prêts de la Société du crédit agricole (SCA), 1994-1995 à 1999-2000	37
Tableau B.4 :	Nouveaux prêts enregistrés selon la Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles et à la commercialisation selon la formule coopérative (LPAACFC), 1992-1993 à 1999-2000	38
Tableau B.5 :	Actif, passif, avoir net et nouveaux investissements, moyenne par ferme et par type de ferme, Canada et provinces, 1995, 1997 et 1999	39
Tableau B.6 :	Comparaison entre le Manitoba et Minnesota/Dakota du Nord du prix moyen des engrais et des carburants sélectionnés, 2000	44
Tableau B.7 :	Comparaison entre l'Ontario et Michigan/Ohio/Indiana du prix moyen des engrais et des carburants sélectionnés, 2000	44
Tableau B.8 :	Salaires horaires versés à la main-d'oeuvre agricole active, Canada et provinces, 1997	45
Tableau B.9 :	Intrants agricoles, Canada, 1995-1999	45
Tableau B.10 :	Valeur des acquisitions d'équipement neuf et usagé, moyenne pour toutes les fermes, selon la catégorie de revenu, 1999	46

SECTION C : Dépenses publiques de soutien au secteur agroalimentaire

Tableau C.1 :	Dépenses publiques fédérales et provinciales de soutien au secteur agroalimentaire, Canada et provinces, 1993-1994 à 2000-2001	51
Tableau C.2 :	Dépenses publiques de soutien au secteur agroalimentaire, par catégorie, Canada et provinces, 1997-1998 à 2000-2001	53
Tableau C.3 :	Recherche et inspection au soutien du secteur agroalimentaire, Canada et provinces, 1997-1998 à 2000-2001	59
Tableau C.4 :	Dépenses publiques du secteur agroalimentaire en pourcentage des PIB agricole et agroalimentaire, Canada et provinces, 1997-1998 à 2000-2001	63
Tableau C.5 :	PIB total et dépenses publiques totales, Canada et provinces, 1997-1998 à 2000-2001	65

SECTION D : Transferts gouvernementaux aux producteurs agricoles

Tableau D.1 : Transferts gouvernementaux par province, source de transferts, objectif de programmes et type de transferts, 1998-1999 et 1999-200077

LISTE DES GRAPHIQUES

SECTION A : Revenu agricole

Graphique A.1(a) : Revenu agricole au Canada (dollars courants)	16
Graphique A.1(b) : Revenu agricole au Canada (en dollars de 1992)	16
Graphique A.2 : Exploitation repère de pommes de terre du Nord-Ouest du Nouveau-Brunswick . .	17
Graphique A.3 : Exploitation repère porcine du Sud-Est du Québec	18
Graphique A.4 : Exploitation repère de céréales et d'oléagineux du Sud de l'Ontario	19
Graphique A.5 : Exploitation repère de céréales et d'oléagineux de la zone des sols bruns de la Saskatchewan	20
Graphique A.6 : Exploitation repère laitière du Sud-Ouest de la Colombie-Britannique	21

SECTION B : Situation financière des exploitations agricoles

Graphique B.1 : Pourcentage de la dette agricole par type de prêteurs, Canada, au 31 décembre, 1995-1999	35
Graphique B.2 : Répartition des faillites agricoles par province, 1999	36
Graphique B.3 : Répartition provinciale du montant du portefeuille de prêts de la SCA, au 31 mars 2000	37
Graphique B.4 : Répartition provinciale du montant des nouveaux prêts enregistrés selon la LPAACFC, 1999-2000	38
Graphique B.5 : Taux hypothécaire de la SCA et taux d'intérêt préférentiel, 1988-2001	43

SECTION C : Dépenses publiques de soutien au secteur agroalimentaire

Graphique C.1 : Dépenses publiques fédérales et provinciales de soutien au secteur agroalimentaire, Canada, 1993-1994 to 2000-2001	51
Graphique C.2 : Dépenses publiques fédérales et provinciales par catégorie principale	52
Graphique C.3 : Dépenses publiques du secteur agroalimentaire en pourcentage des PIB agricole et agroalimentaire	64

SECTION D : Transferts gouvernementaux aux producteurs agricoles

Graphique D.1 : Transferts gouvernementaux par source de transferts, Canada et provinces, 1999-2000	75
Graphique D.2 : Transferts gouvernementaux par objectif de programmes, Canada et provinces, 1999-2000	75
Graphique D.3 : Transferts gouvernementaux par type de transferts, Canada et provinces, 1999-2000	76
Graphique D.4 : Transferts gouvernementaux, Canada, 1995-1996 à 1999-2000	76

ABRÉVIATIONS

ACDI	Agence canadienne de développement international	LTGO	Loi sur le transport du grain de l'Ouest
ACRA	Aide en cas de catastrophe liée au revenu agricole	LTTMPM	Loi sur les taux de transport des marchandises dans les provinces maritimes
CCB	Commission canadienne du blé	LVCPA	Loi sur la vente coopérative des produits agricoles
CSRN	Compte de stabilisation du revenu net	MSAA	Mesures de soutien et d'ajustement en agriculture
GREPA	Groupe de recherche en économie et politique agricoles	PCRA	Programme canadien du revenu agricole
LPAACFC	Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles et à la commercialisation selon la formule coopérative	PDF	Programme de données fiscales
LPAGP	Loi sur les paiements anticipés pour le grain des Prairies	PIB	Produit intérieur brut
LPAR	Loi sur les paiements anticipés des récoltes	PNTS	Programme national tripartite de stabilisation
LPCA	Loi sur les programmes de commercialisation agricole	PPTGO	Programme de paiements de transition pour les grains de l'Ouest
LSGO	Loi sur la stabilisation concernant le grain de l'Ouest	RARB	Régime d'assurance du revenu brut
LSPA	Loi sur la stabilisation des prix agricoles	SCA	Société du crédit agricole
LSTMRA	Loi sur les subventions au transport des marchandises dans la région de l'Atlantique	SEE	Société pour l'expansion des exportations

SIGNES CONVENTIONNELS

- .. nombres indisponibles
- ... nombres n'ayant pas lieu de figurer
- x confidentiel

INTRODUCTION

Le but du présent recueil de données est de faciliter l'accès aux principaux indicateurs économiques et financiers du secteur agricole, de même qu'à l'information sur l'aide gouvernementale accordée au secteur agricole et agroalimentaire. Les renseignements sont préparés en collaboration avec les ministères provinciaux de l'agriculture. D'autres membres d'Agriculture et Agroalimentaire Canada et des fonctionnaires d'autres ministères provinciaux et fédéraux ont également participé à sa préparation.

Ce recueil de données se divise en quatre sections : La section A renferme de l'information relative au revenu agricole, la section B traite de la situation financière des exploitations agricoles, la section C renferme des données sur les dépenses publiques pour le secteur agroalimentaire, et la section D renferme de l'information sur les transferts gouvernementaux aux producteurs agricoles. Des notes sur la méthodologie empruntée sont fournies à la fin de chaque section.

La présente édition renferme les données les plus récentes concernant les principaux indicateurs économiques et financiers, y compris les données prévisionnelles du revenu agricole pour 2000 et 2001. Pendant l'année en cours, certaines parties du recueil de données seront mises à jour sur le site Web d'Agriculture et Agroalimentaire Canada, à l'adresse suivante : www.agr.ca/policy/epad. Le calendrier provisoire de ces mises à jour figure ci-dessous. La prochaine édition sera publiée en mars 2002 et sera également accessible à partir du site Web du Ministère.

MISES À JOUR ÉLECTRONIQUES POUR 2001

Section A	Revenu agricole • Niveau agrégé • Niveau de la ferme	Juillet Juillet et octobre
Section B	Situation financière des entreprises agricoles	Juin et octobre
Section C	Dépenses publiques	Juin et octobre
Section D	Transferts gouvernementaux	Juin

PERSONNES-RESSOURCES

Revenu agricole et aide gouvernementale

Lambert Gauthier

Tél. : 613-759-7414

Télé. : 613-759-7236

Internet : gauthil@em.agr.ca

Situation financière des exploitations agricoles

Gordon Andrusiak

Tél. : 613-759-7286

Télé. : 613-759-7139

Internet : andrusg@em.agr.ca

Vous pouvez également communiquer avec les personnes suivantes :

Revenu agricole—Niveau agrégé

Rodney Myer (759-7409)

Internet : myerrod@em.agr.ca

Situation financière des entreprises agricoles

Mark Spearin (759-7283)

Internet : spearim@em.agr.ca

Revenu agricole—Niveau de la ferme

Robert Koroluk (759-1889)

Internet : korolur@em.agr.ca

Dépenses publiques

Sylvie Derome (759-7465)

Internet : deromes@em.agr.ca

Revenu des familles agricoles

Dave Culver (759-1894)

Internet : culverd@em.agr.ca

Transferts gouvernementaux

Troy Hennigar (759-7412)

Internet : hennigt@em.agr.ca

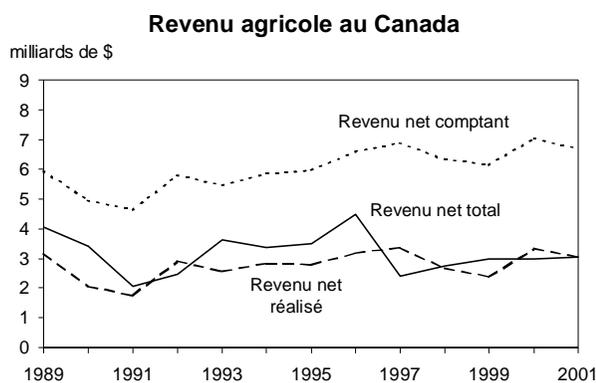
SOMMAIRE

A. Revenu agricole

Revenu agricole—Niveau agrégé

•Le revenu net comptant et le revenu net réalisé (RNR) devraient augmenter en 2000 et se chiffrer au-dessus de la moyenne de 1995-1999 dans l'ensemble du Canada sous l'effet des recettes tirées du bétail et des paiements de programmes qui ont plus que compensé la baisse des recettes des récoltes et l'accroissement des dépenses d'exploitation. On s'attend à ce que le RNR soit moins élevé en 2001 que l'année précédente en raison des réductions des paiements de programmes, mais il devrait tout de même se maintenir au dessus de la moyenne quinquennale.

•En 2000, toutes les provinces devraient enregistrer des hausses du RNR par rapport à la moyenne de 1995-1999, sauf l'Île-du-Prince-Édouard, le Manitoba et la Saskatchewan. Alors que la situation devrait s'aggraver en 2001 pour l'Île-du-Prince-Édouard et la Saskatchewan par rapport à la moyenne quinquennale, on s'attend à ce que le Manitoba dépasse la moyenne grâce à l'augmentation des recettes des récoltes. On prévoit que le RNR de l'Alberta descendra sous la moyenne en 2001, principalement en raison de la baisse des paiements de programmes et de l'augmentation des dépenses.



•À l'échelle provinciale, en 2000 et en 2001, les recettes tirées des récoltes pour les Prairies devraient se maintenir sous la moyenne quinquennale. Les recettes tirées du bétail devraient excéder la moyenne dans toutes les provinces, témoignant de la hausse des prix de la

viande rouge. Les paiements de programmes dans les provinces de l'Ontario et des Prairies devraient excéder fortement la moyenne.

Les principaux éléments des perspectives du revenu agricole pour 2000 et 2001 sont les suivants :

•Le faible revenu affiché par les Prairies en 2000 témoigne de la faiblesse constante du secteur des céréales et des oléagineux. Les cours sont bas en raison de l'offre excédentaire de ces denrées attribuable à des récoltes abondantes consécutives à l'échelle mondiale. Alors que le prix des céréales semble vouloir augmenter à mesure que les réserves mondiales diminuent, celui des oléagineux reste faible. Les recettes tirées des récoltes devraient augmenter en 2001, mais se maintenir légèrement en deçà de la moyenne quinquennale. Les recettes de la production animale devraient augmenter à un rythme plus lent en 2001, principalement en raison de la baisse du prix du porc qui devrait être compensé partiellement par l'augmentation des ventes.

•Les dépenses d'exploitation devraient augmenter en 2000 en raison principalement de la hausse du prix du carburant et des engrais, ainsi que des charges d'intérêts. L'augmentation de la superficie des cultures dans l'Ouest du Canada a concouru à cette tendance. Les achats de bétail devraient augmenter en 2000 principalement en raison de la hausse des prix des bovins et des veaux d'engraissement, ainsi que de l'augmentation des importations internationales. Les dépenses devraient continuer d'augmenter en 2001 à mesure que les prix, l'utilisation des provendes commerciales et les coûts des intérêts augmentent. On s'attend à ce que les dépenses en carburant diminuent en 2001 témoignant d'une baisse du prix du pétrole brut. L'amortissement devrait commencer à décroître en 2000 en raison de la baisse, ces dernières années, des ventes de nouvelle machinerie et de nouveaux équipements.

•Après avoir connu une forte hausse en 2000, les paiements des programmes devraient diminuer en 2001. La hausse est essentiellement attribuable à l'augmentation des retraits des Comptes de stabilisation du revenu net (CSRN), des paiements d'assurance-récolte, des paiements de l'Aide en cas de catastrophe liée au revenu agricole (ACRA), des paiements en vertu de l'Accord Canada-Manitoba et Canada-Saskatchewan

concernant le programme relatif à l'ajustement, et du Programme de soutien du revenu agricole de l'Alberta.

Revenu agricole—Niveau de la ferme

Les exploitations repères sont fondées sur les données fiscales antérieures et les prévisions reposent principalement sur les résultats des prévisions sur le revenu agricole agrégé. Par conséquent, l'évolution du revenu transposée dans les prévisions sur les exploitations repères de 2001 suppose que les exploitants adaptent leur production aux changements d'orientation et de grandeur qui se traduisent dans les estimations agrégées des provinces. Le rendement moyen des cultures et les niveaux de production du bétail sont inclus dans les périodes de prévisions. En outre, les exploitations sont conçues pour pouvoir prendre de l'ampleur avec le temps sous l'effet de l'adoption des nouvelles technologies et des gains d'efficacité.

- On prévoit que l'exploitation repère de pommes de terre du Nord-Ouest du Nouveau-Brunswick connaîtra un accroissement du revenu net comptant de 33 p. 100 en 2001. Alors que les ventes de pommes de terre diminuent de 6 p. 100 en raison de la baisse prévue du prix de la pomme de terre et de la production, les dépenses augmentent de 2 p. 100, fondamentalement à cause de l'augmentation prévue des coûts des engrais et des intérêts. Par contre, l'augmentation des retraits du CSRN vient largement contrebalancer la perte de revenu.

- L'exploitation repère de porcs dans la région de Québec a constamment pris de l'expansion aux cours des dernières années, soutenue par de forts paiements de programmes. Après un très haut revenu en 2000, le revenu net comptant devrait décroître de 28 p. 100 en 2001. Bien qu'on prévoit une légère hausse de la production de porcs, on s'attend à une baisse des prix d'environ 7 p. 100 par rapport à 2000. Alors que la production s'accroît, les coûts des aliments du bétail et des intérêts font grimper les dépenses totales de 7 p. 100.

- En 2001, une exploitation repère de céréales et d'oléagineux du Sud de l'Ontario devrait connaître un revenu net comptant légèrement supérieur avec une hausse de 1 p. 100. Les recettes monétaires totales sont en hausse de 3 p. 100, principalement en raison d'un meilleur rendement des autres recettes monétaires, bien que les paiements de programmes et les revenus

tirés des récoltes soient également en hausse. Le prix du blé devrait être beaucoup plus ferme, et le prix du maïs progresse également. Par contre, le prix du soja devrait diminuer. La combinaison des augmentations des coûts des intérêts, des semences et des engrais se traduit par une augmentation de 3 p. 100 des dépenses totales d'exploitation.

- Les recettes engendrées par les céréales et les oléagineux de l'exploitation repère de la Saskatchewan devraient augmenter de 8 p. 100 en 2001, si l'on se fie à l'augmentation du prix du blé de printemps, de l'orge et des pois secs. Les coûts des intérêts, des engrais et du bétail augmentent, faisant croître les dépenses d'exploitation totales de 2 p. 100. Toutefois, dans l'ensemble, le revenu net comptant est en baisse de 20 p. 100 parce que les paiements de programmes sont de moitié inférieurs aux niveaux élevés de 2000.

- Le revenu net comptant d'une exploitation repère laitière du Sud-Ouest de la Colombie-Britannique connaîtra peu de variation en 2001 par rapport à 2000. Les ventes de lait seront en hausse de 4 p. 100. Cependant, les dépenses d'exploitation totales seront elles aussi en hausse de 6 p. 100 en raison de l'augmentation des dépenses liées à l'alimentation des animaux, à l'achat de bétail et aux frais d'intérêts.

B. Situation financière des entreprises agricoles

- En 1999, la dette agricole au Canada a augmenté de 8,3 p. 100. Le Québec et le Manitoba ont connu les plus fortes hausses.

- De 1997 à 1999, le nombre de faillites agricoles annuel est demeuré pratiquement le même. En 1999, il y a eu 243 faillites agricoles contre 244 en 1998.

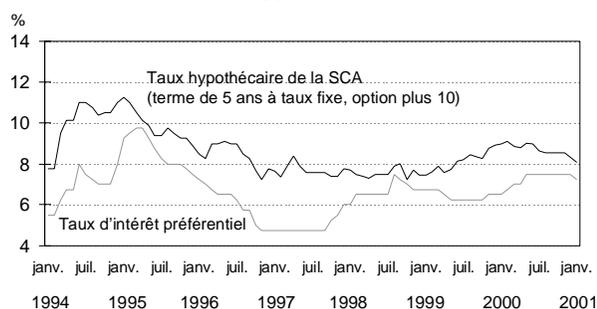
- De 1998-1999 à 1999-2000, la Société du crédit agricole a vu augmenter le nombre total de prêts non remboursés de 1,9 p. 100, et le montant total des prêts a progressé de 7,9 p. 100. Bien que le nombre de prêts approuvés ait légèrement diminué en 1999-2000 par rapport à l'année précédente, le montant moyen des prêts approuvés a augmenté de 4,4 p. 100.

- La valeur des nouveaux prêts enregistrés en vertu de la Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles et à la commercialisation selon la formule coopérative (LPAACFC) a diminué de 16,6 p. 100 entre 1998-1999 et 1999-2000.

- L'actif moyen et la valeur nette des exploitations agricoles canadiennes ont connu une hausse entre 1997 et 1999.

- Le prix du diesel a augmenté constamment au Canada au cours de l'année 2000. En se fondant sur les données disponibles, on estime l'augmentation à environ 20 p. 100 au cours de l'année, poursuivant la tendance à la hausse enclenchée depuis janvier 1999. De la même façon, le prix des engrais azotés suit une tendance à la hausse depuis janvier 2000, même si les prix sont encore inférieurs à ceux de la période de 1995 à 1997. En 2000, le prix moyen de l'ammoniac (46-0-0) a augmenté de 7 p. 100 par rapport à 1999.

Taux d'intérêt hypothécaire de la SCA



C. Dépenses gouvernementales

- Les dépenses publiques englobent tous les frais liés au secteur agroalimentaire calculés dans le déficit ou le surplus annuel des gouvernements fédéral et provinciaux. Elles englobent les frais d'exploitation et d'investissement ainsi que les versements et les contributions nécessaires dans le cadre de divers programmes gouvernementaux.

- Les dépenses fédérales pour 1999-2000 représentent des données réelles extraites principalement des comptes publics. Les dépenses provinciales pour la même période sont également constituées de données réelles, à l'exception de l'Île-du-Prince-Édouard, du Nouveau-Brunswick et de la Nouvelle-Écosse. Pour 2000-2001, les dépenses publiques proviennent surtout des documents relatifs aux budgets fédéral et provinciaux de 2000.

- Les dépenses fédérales ont augmenté de 30,6 p. 100 (661 millions de dollars) par rapport à l'année précédente pour atteindre 2,82 milliards de dollars en 1999-2000. Cette augmentation a porté le soutien au secteur de l'agroalimentaire un peu au-delà de la moyenne quinquennale précédente (1994-1998) de 2,81 milliards de dollars. La plus

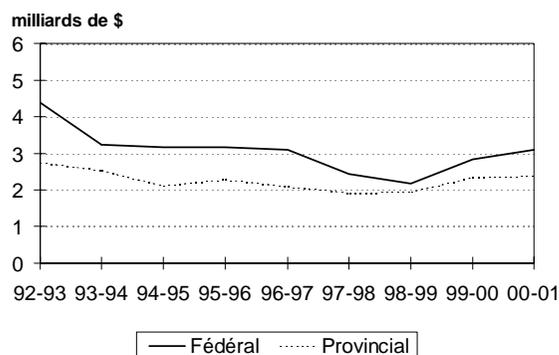
grande part de cette augmentation a été causée principalement par le soutien du revenu accordé dans le cadre du Programme d'aide en cas de catastrophe liée au revenu agricole. Le soutien fédéral devrait augmenter de 9,8 p. 100 en 2000-2001, pour atteindre 3,1 milliards de dollars.

- En 1999-2000 et 2000-2001, les paiements de programmes, constitués en grande partie par des versements directs aux producteurs, représentent respectivement 41 p. 100 et 55 p. 100 de l'aide fédérale totale accordée au secteur agroalimentaire. La recherche et l'inspection se classent au deuxième rang, avec respectivement 24 p. 100 et 20 p. 100. Les catégories Aide alimentaire, Aide internationale, Développement régional et commercial représentent ensemble 20 p. 100 du soutien fédéral annuel.

- Les dépenses provinciales ont augmenté de 19,1 p. 100 (374 millions de dollars) en 1999-2000, atteignant 2,33 milliards de dollars. Des augmentations ont été enregistrées à l'Île-du-Prince-Édouard, au Nouveau-Brunswick, au Québec, en Ontario, au Manitoba et en Alberta. Les paiements de programmes constituent la plus importante catégorie de soutien, totalisant 47,5 p. 100 des dépenses.

- Les dépenses provinciales devraient augmenter de 2,9 p. 100 en 2000-2001, pour atteindre 2,4 milliards de dollars. Terre-Neuve, le Québec, l'Ontario et la Colombie-Britannique prévoient une augmentation des dépenses, alors que les autres provinces anticipent une baisse. Les paiements de programmes devraient représenter 45,4 p. 100 de l'aide provinciale accordée en 2000-2001 au secteur agroalimentaire.

Dépenses agroalimentaires



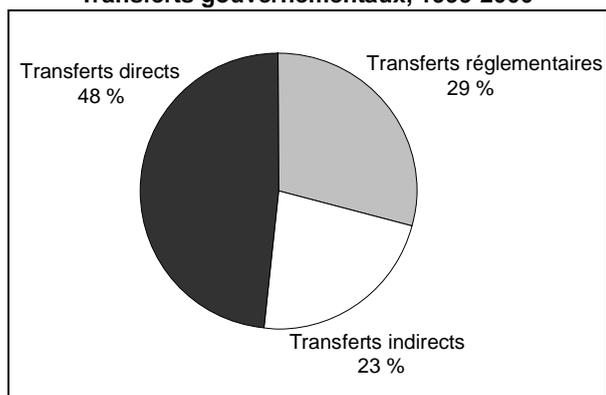
- Le gouvernement fédéral adopte la méthode de comptabilité d'exercice pour toutes ses opérations, dont la mise en place devrait être complétée pour l'exercice 2001-2002. Ce changement touchera le calcul des dépenses

publiques, principalement par son effet sur la capitalisation des immobilisations. Selon la méthode de la comptabilité d'exercice modifiée, le montant total des acquisitions d'immobilisations est comptabilisé dans l'exercice au cours duquel l'achat a été fait, alors que selon la comptabilité d'exercice pour toutes les opérations, les dépenses d'immobilisations reflètent les charges d'amortissement des immobilisations réparties sur la durée de vie de ces dernières. La majorité des gouvernements provinciaux ont adopté cette méthode ou ont l'intention de s'y convertir.

D. Transferts gouvernementaux

• Les transferts gouvernementaux aux producteurs tiennent compte des transferts directs (des contribuables aux producteurs), des transferts indirects (des contribuables au secteur agricole, mais non directement aux producteurs) et des règlements gouvernementaux qui offrent un soutien indirect en garantissant un taux de rendement du marché plus élevé (transferts des consommateurs aux producteurs).

Transferts gouvernementaux, 1999-2000



• Les transferts gouvernementaux en valeur et en pourcentage, accordés aux producteurs pour les exercices 1998-1999 et 1999-2000, sont présentés dans le tableau qui suit. Les principaux résultats sont les suivants :

- La valeur de l'aide gouvernementale apportée aux producteurs canadiens en 1999-2000 s'est chiffrée à 4,23 milliards de dollars, soit 769 millions de dollars de plus que l'année précédente.
- La valeur en dollars des transferts gouvernementaux a augmenté en 1999-2000 pour toutes les provinces sauf Terre-Neuve. La plus forte hausse a été enregistrée en Saskatchewan (+251 millions), suivie de l'Ontario (+232 millions) et du Manitoba (+169 millions).
- En pourcentage de la valeur de production ajustée (VPA), les transferts gouvernementaux se sont chiffrés à 13,1 p. 100 en 1999-2000, soit une hausse par rapport aux 10,7 p. 100 de 1998-1999. À l'échelle provinciale, c'est le Manitoba qui a connu la plus forte hausse, puisque les transferts ont augmenté de 4,72 p. 100 en VPA.

Transferts gouvernementaux, Canada et provinces

	1998-1999		1999-2000	
	millions de \$	\$/100 \$ VPA ⁽¹⁾	millions de \$	\$/100 \$ VPA
Terre-Neuve	16	23,2	15	21,6
Île-du-Prince-Édouard	35	9,1	42	10,2
Nouvelle-Écosse	62	16,1	72	19,1
Nouveau-Brunswick	41	11,1	44	12,4
Québec	1 012	18,6	1 079	19,9
Ontario	825	12,1	1 057	15,2
Manitoba	230	6,7	399	11,4
Saskatchewan	472	6,8	723	10,5
Alberta	580	8,0	598	8,6
Colombie-Britannique	190	14,2	203	14,4
Canada	3 464	10,7	4 233	13,1

NOTE :

(1) La valeur de production ajustée (VPA) est la somme de la moyenne triennale de la valeur de la production des années les plus récentes et du total des transferts directs aux producteurs de l'année en cours. Par exemple, la VPA pour les calculs de 1990-2000 est la somme de la valeur de la production moyenne établie pour les exercices 1997-1998 à 1999-2000 et des transferts directs aux producteurs pour 1999-2000.

SECTION A
Revenu agricole

Tableau A.1 : Recettes, dépenses et revenus agricoles, prévisions, Canada et provinces, 1999-2001

	1999	Moyenne	2000	Variation		2001	Variation	
		95-99		00/99	00/95-99		01/00	01/95-99
	millions \$	millions \$	millions \$	%	%	millions \$	%	%
CANADA								
Recettes des cultures	13 292	13 764	12 940	-3	-6	13 726	6	0
Recettes du bétail	15 206	14 170	16 932	11	19	17 280	2	22
Recettes totales du marché	28 499	27 935	29 872	5	7	31 006	4	11
Paiements des programmes	1 964	1 422	2 841	45	100	2 340	-18	65
Recettes monétaires totales	30 462	29 357	32 713	7	11	33 346	2	14
Dépenses d'exploitation nettes	24 333	22 986	25 660	5	12	26 684	4	16
Revenu net comptant	6 129	6 372	7 053	15	11	6 662	-6	5
Revenu net réalisé	2 391	2 879	3 346	40	16	3 053	-9	6
Revenu net total	2 991	3 228	2 991	0	-7	3 032	1	-6
TERRE-NEUVE								
Recettes des cultures	14	13	15	11	13	15	1	14
Recettes du bétail	64	58	62	-3	7	65	4	11
Recettes totales du marché	78	72	77	-1	8	80	4	12
Paiements des programmes	0	3	0	19	-87	0	18	-85
Recettes monétaires totales	78	75	78	-1	4	80	4	7
Dépenses d'exploitation nettes	56	58	57	2	-2	59	2	0
Revenu net comptant	22	17	20	-7	23	22	7	32
Revenu net réalisé	19	13	17	-7	30	19	10	43
Revenu net total	20	13	17	-13	29	19	10	42
ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD								
Recettes des cultures	227	185	200	-12	8	188	-6	2
Recettes du bétail	106	111	118	11	6	119	1	7
Recettes totales du marché	334	296	318	-5	7	307	-3	4
Paiements des programmes	19	15	21	12	36	21	-1	35
Recettes monétaires totales	352	312	339	-4	9	328	-3	5
Dépenses d'exploitation nettes	263	250	275	4	10	285	3	14
Revenu net comptant	89	61	64	-28	4	43	-32	-29
Revenu net réalisé	60	34	33	-44	-1	13	-60	-60
Revenu net total	55	42	43	-23	1	3	-94	-94
NOUVELLE-ÉCOSSE								
Recettes des cultures	140	120	141	1	18	143	2	20
Recettes du bétail	239	240	268	12	11	275	3	14
Recettes totales du marché	378	360	409	8	13	418	2	16
Paiements des programmes	15	11	12	-20	3	11	-4	-1
Recettes monétaires totales	393	372	420	7	13	429	2	15
Dépenses d'exploitation nettes	309	297	321	4	8	333	4	12
Revenu net comptant	83	74	100	20	35	97	-3	30
Revenu net réalisé	47	40	62	31	55	58	-6	47
Revenu net total	44	39	63	44	61	58	-8	48

Source : Données historiques (1999), Statistique Canada, n° 21-603 au catalogue, *Statistiques économiques agricoles*. Données prévisionnelles de 2000 et 2001, Agriculture et Agroalimentaire Canada.

Tableau A.1 : Recettes, dépenses et revenus agricoles, prévisions, Canada et provinces, 1999-2001 (suite)

	1999	Moyenne	2000	Variation		2001	Variation	
		95-99		00/99	00/95-99		01/00	01/95-99
	millions \$	millions \$	millions \$	%	%	millions \$	%	%
NOUVEAU-BRUNSWICK								
Recettes des cultures	184	144	177	-4	23	175	-1	21
Recettes du bétail	182	173	205	13	19	213	4	24
Recettes totales du marché	367	317	382	4	21	388	2	23
Paiements des programmes	6	10	6	9	-39	12	96	19
Recettes monétaires totales	372	327	388	4	19	401	3	23
Dépenses d'exploitation nettes	287	269	301	5	12	315	5	17
Revenu net comptant	86	58	87	2	49	85	-2	46
Revenu net réalisé	57	31	57	1	83	55	-4	76
Revenu net total	44	33	58	33	78	57	-2	74
QUÉBEC								
Recettes des cultures	1 270	1 167	1 308	3	12	1 303	0	12
Recettes du bétail	3 236	3 122	3 636	12	16	3 649	0	17
Recettes totales du marché	4 507	4 289	4 944	10	15	4 952	0	15
Paiements des programmes	630	487	559	-11	15	447	-20	-8
Recettes monétaires totales	5 137	4 776	5 503	7	15	5 399	-2	13
Dépenses d'exploitation nettes	3 885	3 664	4 017	3	10	4 207	5	15
Revenu net comptant	1 252	1 112	1 487	19	34	1 192	-20	7
Revenu net réalisé	843	738	1 079	28	46	788	-27	7
Revenu net total	837	763	976	17	28	857	-12	12
ONTARIO								
Recettes des cultures	3 159	3 004	3 177	1	6	3 255	2	8
Recettes du bétail	3 741	3 654	4 158	11	14	4 204	1	15
Recettes totales du marché	6 900	6 658	7 335	6	10	7 459	2	12
Paiements des programmes	342	185	404	18	118	476	18	157
Recettes monétaires totales	7 242	6 843	7 739	7	13	7 935	3	16
Dépenses d'exploitation nettes	5 933	5 570	6 199	4	11	6 440	4	16
Revenu net comptant	1 309	1 273	1 541	18	21	1 496	-3	18
Revenu net réalisé	479	473	734	53	55	716	-2	51
Revenu net total	476	507	579	22	14	762	32	50
MANITOBA								
Recettes des cultures	1 428	1 577	1 232	-14	-22	1 459	18	-8
Recettes du bétail	1 333	1 170	1 604	20	37	1 640	2	40
Recettes totales du marché	2 761	2 747	2 835	3	3	3 099	9	13
Paiements des programmes	212	124	285	34	129	269	-5	117
Recettes monétaires totales	2 972	2 872	3 120	5	9	3 368	8	17
Dépenses d'exploitation nettes	2 353	2 272	2 552	8	12	2 686	5	18
Revenu net comptant	620	600	568	-8	-5	682	20	14
Revenu net réalisé	269	273	221	-18	-19	347	57	27
Revenu net total	226	316	304	35	-4	287	-6	-9

Source : Données historiques (1999), Statistique Canada, n° 21-603 au catalogue, *Statistiques économiques agricoles*.
Données prévisionnelles de 2000 et 2001, Agriculture et Agroalimentaire Canada.

Tableau A.1 : Recettes, dépenses et revenus agricoles, prévisions, Canada et provinces, 1999-2001 (suite)

	1999	Moyenne	2000	Variation		2001	Variation	
		95-99		00/99	00/95-99		01/00	01/95-99
	millions \$	millions \$	millions \$	%	%	millions \$	%	%
SASKATCHEWAN								
Recettes des cultures	3 655	4 122	3 537	-3	-14	3 759	6	-9
Recettes du bétail	1 335	1 169	1 377	3	18	1 342	-3	15
Recettes totales du marché	4 991	5 291	4 913	-2	-7	5 101	4	-4
Paiements des programmes	467	349	796	70	128	621	-22	78
Recettes monétaires totales	5 458	5 640	5 709	5	1	5 722	0	1
Dépenses d'exploitation nettes	4 271	4 206	4 558	7	8	4 647	2	10
Revenu net comptant	1 187	1 434	1 152	-3	-20	1 076	-7	-25
Revenu net réalisé	307	611	271	-12	-56	224	-17	-63
Revenu net total	605	720	251	-59	-65	141	-44	-80
ALBERTA								
Recettes des cultures	2 335	2 639	2 196	-6	-17	2 435	11	-8
Recettes du bétail	3 948	3 531	4 429	12	25	4 617	4	31
Recettes totales du marché	6 283	6 169	6 624	5	7	7 052	6	14
Paiements des programmes	232	203	716	209	253	439	-39	117
Recettes monétaires totales	6 515	6 372	7 341	13	15	7 492	2	18
Dépenses d'exploitation nettes	5 469	4 970	5 803	6	17	6 067	5	22
Revenu net comptant	1 046	1 402	1 538	47	10	1 425	-7	2
Revenu net réalisé	71	509	561	686	10	469	-16	-8
Revenu net total	446	639	381	-15	-40	496	30	-22
COLOMBIE-BRITANNIQUE								
Recettes des cultures	879	794	958	9	21	994	4	25
Recettes du bétail	1 022	942	1 076	5	14	1 157	7	23
Recettes totales du marché	1 901	1 736	2 034	7	17	2 151	6	24
Paiements des programmes	41	33	41	1	24	41	-1	24
Recettes monétaires totales	1 942	1 769	2 075	7	17	2 192	6	24
Dépenses d'exploitation nettes	1 506	1 428	1 578	5	11	1 647	4	15
Revenu net comptant	436	341	497	14	46	545	10	60
Revenu net réalisé	240	157	310	30	98	362	17	131
Revenu net total	238	156	319	34	105	354	11	127

Source : Données historiques (1999), Statistique Canada, n° 21-603 au catalogue, *Statistiques économiques agricoles*. Données prévisionnelles de 2000 et 2001, Agriculture et Agroalimentaire Canada.

Tableau A.2 : Prévisions du CSRN, Canada et provinces, 2000 et 2001

	2000	2001
	(\$)	
CANADA		
Retraits totaux prévus		
Fonds 1	227 248 939	130 106 089
Fonds 2	457 831 350	364 986 701
Total	685 080 289	495 092 790
Dépôts totaux prévus		
Fonds 1	343 902 810	332 784 961
Fonds 2	342 021 295	331 326 958
Total	685 924 105	664 111 919
Solde de fin d'année prévu		
Fonds 1	1 619 856 638	1 814 622 615
Fonds 2	1 489 052 720	1 661 621 314
Total	3 108 909 358	3 476 243 929
Retraits potentiels		
Fonds 1	414 374 845	430 345 099
Fonds 2	736 833 884	763 631 218
Total	1 151 208 729	1 193 976 317
TERRE-NEUVE		
Retraits totaux prévus		
Fonds 1	51 790	3 595
Fonds 2	102 486	83 992
Total	154 276	87 586
Dépôts totaux prévus		
Fonds 1	129 432	82 215
Fonds 2	166 964	137 025
Total	296 397	219 240
Solde de fin d'année prévu		
Fonds 1	573 315	624 565
Fonds 2	779 331	837 728
Total	1 352 645	1 462 293
Retraits potentiels		
Fonds 1	215 795	248 660
Fonds 2	502 673	419 639
Total	718 468	668 299
ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD		
Retraits totaux prévus		
Fonds 1	3 578 384	2 459 975
Fonds 2	5 678 117	7 150 530
Total	9 256 500	9 610 505
Dépôts totaux prévus		
Fonds 1	7 064 436	6 819 476
Fonds 2	7 064 436	6 819 476
Total	14 128 873	13 638 953
Solde de fin d'année prévu		
Fonds 1	24 394 411	28 796 695
Fonds 2	21 415 253	24 259 022
Total	45 809 664	53 055 717
Retraits potentiels		
Fonds 1	4 198 601	9 566 447
Fonds 2	5 654 543	15 330 775
Total	9 853 144	24 897 223

Tableau A.2 : Prévisions du CSRN, Canada et provinces, 2000 et 2001 (suite)

	2000	2001
	(\$)	
NOUVELLE-ÉCOSSE		
Retraits totaux prévus		
Fonds 1	1 002 181	1 008 945
Fonds 2	1 873 790	974 027
Total	2 875 971	1 982 972
Dépôts totaux prévus		
Fonds 1	2 817 152	2 926 847
Fonds 2	2 817 152	2 926 847
Total	5 634 304	5 853 693
Solde de fin d'année prévu		
Fonds 1	10 439 807	12 503 590
Fonds 2	8 990 558	11 645 572
Total	19 430 365	24 149 163
Retraits potentiels		
Fonds 1	2 910 840	1 771 230
Fonds 2	3 770 514	3 107 966
Total	6 681 354	4 879 196
NOUVEAU BRUNSWICK		
Retraits totaux prévus		
Fonds 1	774 529	1 565 049
Fonds 2	1 597 594	3 940 846
Total	2 372 123	5 505 896
Dépôts totaux prévus		
Fonds 1	1 781 054	1 756 476
Fonds 2	1 781 054	1 756 476
Total	3 562 107	3 512 952
Solde de fin d'année prévu		
Fonds 1	8 861 236	9 388 472
Fonds 2	8 714 755	8 317 249
Total	17 575 992	17 705 720
Retraits potentiels		
Fonds 1	1 729 135	4 032 483
Fonds 2	3 132 371	6 325 054
Total	4 861 506	10 357 537
QUÉBEC		
Retraits totaux prévus		
Fonds 1	3 760 425	941 003
Fonds 2	6 774 503	2 461 451
Total	10 534 928	3 402 454
Dépôts totaux prévus		
Fonds 1	8 599 673	8 300 109
Fonds 2	8 599 673	8 300 109
Total	17 199 345	16 600 218
Solde de fin d'année prévu		
Fonds 1	27 089 521	32 906 624
Fonds 2	22 121 414	28 671 732
Total	49 210 935	61 578 355
Retraits potentiels		
Fonds 1	6 162 976	3 866 921
Fonds 2	8 428 890	5 009 538
Total	14 591 866	8 876 459

Tableau A.2 : Prévisions du CSRN, Canada et provinces, 2000 et 2001 (suite)

	2000	2001
	(\$)	
ONTARIO		
Retraits totaux prévus		
Fonds 1	56 795 340	26 549 623
Fonds 2	106 399 104	66 002 225
Total	163 194 444	92 551 847
Dépôts totaux prévus		
Fonds 1	104 208 152	104 370 501
Fonds 2	102 289 105	102 857 689
Total	206 497 256	207 228 190
Solde de fin d'année prévu		
Fonds 1	395 411 477	464 780 394
Fonds 2	321 678 791	392 036 084
Total	717 090 269	856 816 478
Retraits potentiels		
Fonds 1	92 198 876	86 457 431
Fonds 2	143 736 578	144 227 985
Total	235 935 454	230 685 416
MANITOBA		
Retraits totaux prévus		
Fonds 1	33 297 543	19 532 114
Fonds 2	58 643 641	57 995 454
Total	91 941 184	77 527 567
Dépôts totaux prévus		
Fonds 1	47 072 499	44 977 913
Fonds 2	47 072 499	44 977 913
Total	94 144 999	89 955 826
Solde de fin d'année prévu		
Fonds 1	222 319 920	247 913 407
Fonds 2	199 091 053	217 659 044
Total	421 410 972	465 572 451
Retraits potentiels		
Fonds 1	59 253 755	71 478 820
Fonds 2	93 243 258	121 741 107
Total	152 497 013	193 219 928
SASKATCHEWAN		
Retraits totaux prévus		
Fonds 1	81 438 203	51 166 090
Fonds 2	185 851 398	143 892 294
Total	267 289 600	195 058 384
Dépôts totaux prévus		
Fonds 1	105 013 376	99 761 051
Fonds 2	105 013 376	99 761 051
Total	210 026 751	199 522 102
Solde de fin d'année prévu		
Fonds 1	564 621 480	614 526 154
Fonds 2	588 932 905	626 461 522
Total	1 153 554 385	1 240 987 675
Retraits potentiels		
Fonds 1	148 696 472	156 733 988
Fonds 2	318 659 338	306 448 934
Total	467 355 810	463 182 922

Tableau A.2 : Prévisions du CSRN, Canada et provinces, 2000 et 2001 (suite)

	2000	2001
	(\$)	
ALBERTA		
Retraits totaux prévus		
Fonds 1	40 940 754	24 331 271
Fonds 2	81 432 598	74 362 304
Total	122 373 352	98 693 574
Dépôts totaux prévus		
Fonds 1	58 960 861	55 775 409
Fonds 2	58 960 861	55 775 409
Total	117 921 722	111 550 818
Solde de fin d'année prévu		
Fonds 1	331 025 821	363 813 343
Fonds 2	288 091 612	317 754 837
Total	619 117 434	681 568 180
Retraits potentiels		
Fonds 1	89 334 318	86 323 963
Fonds 2	145 519 014	146 749 361
Total	234 853 332	233 073 324
COLOMBIE-BRITANNIQUE		
Retraits totaux prévus		
Fonds 1	5 609 791	2 548 426
Fonds 2	9 478 121	8 123 578
Total	15 087 912	10 672 005
Dépôts totaux prévus		
Fonds 1	8 256 175	8 014 964
Fonds 2	8 256 175	8 014 964
Total	16 512 351	16 029 927
Solde de fin d'année prévu		
Fonds 1	35 119 649	39 369 372
Fonds 2	29 237 048	33 978 524
Total	64 356 697	73 347 896
Retraits potentiels		
Fonds 1	9 674 078	9 865 156
Fonds 2	14 186 703	14 270 859
Total	23 860 781	24 136 015

NOTES :

Compte de stabilisation du revenu net (CSRN) : Programme volontaire mis au point conjointement par les producteurs, le gouvernement du Canada et les provinces participantes. Le CSRN, qui fait partie des programmes de protection du revenu agricole du Canada, est conçu pour aider chaque producteur à stabiliser son revenu agricole à long terme. Les producteurs déposent tous les ans une somme d'argent dans leur compte CSRN et les gouvernements versent une contribution de contrepartie. (Pour de plus amples renseignements, visitez le CSRN sur Internet à l'adresse suivante: <http://www.agr.ca/nisa/>).

Retraits totaux : Total des fonds réels retirés par les producteurs dans le cadre du programme CSRN pour l'année donnée.

Fonds 1 : Fonds dans lequel se trouvent les dépôts donnant droit à la contribution de contrepartie et ceux n'y donnant pas droit au titre du programme CSRN.

Fonds 2 : Fonds qui contiennent les contributions gouvernementales (fédérales et provinciales) et tous les intérêts sur les deux fonds, y compris les bonis d'intérêts. Les retraits sont d'abord effectués du Fonds 2. Une fois ce fonds épuisé, les retraits sont effectués du Fonds 1.

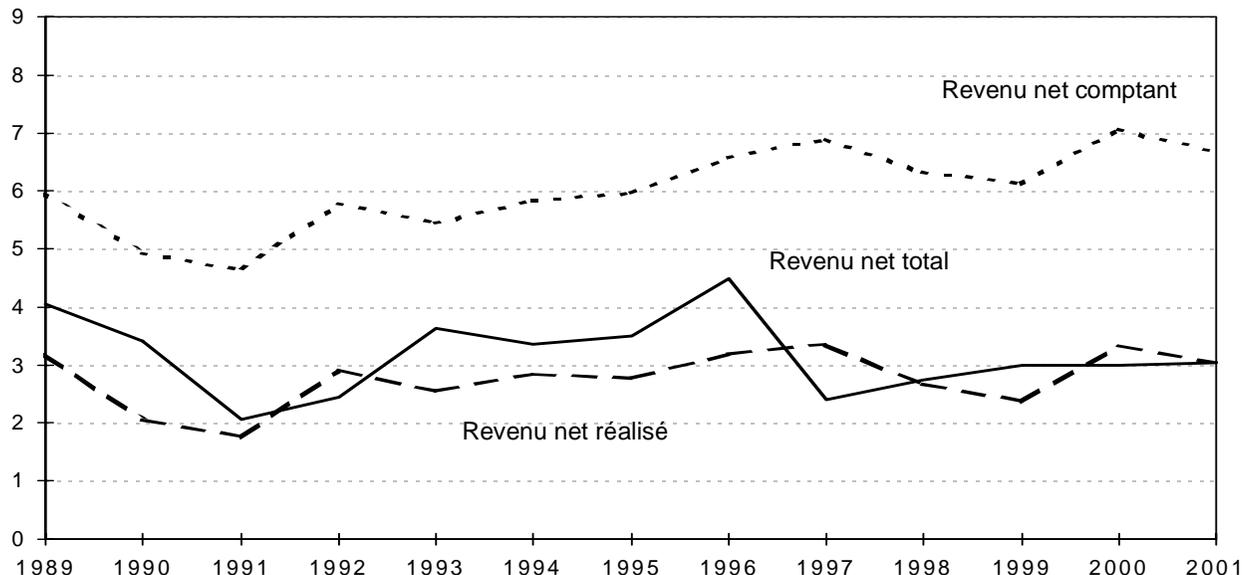
Dépôts totaux : Total des dépôts des participants et des contributions gouvernementales. Les dépôts des participants et les contributions des gouvernements ne sont pas égaux en raison des taux de contribution différents pour l'autogestion du risque en Ontario.

Soldes en fin d'exercice : Les soldes totaux du Fonds 1 et du Fonds 2 après avoir tenu compte des dépôts, des intérêts accumulés et des retraits pour l'année donnée.

Retraits potentiels : Total des fonds disponibles pouvant être retirés annuellement, en tenant compte des soldes des fonds et des indemnités versées dans le cadre du programme.

Graphique A.1(a) : Revenu agricole au Canada (dollars courants)

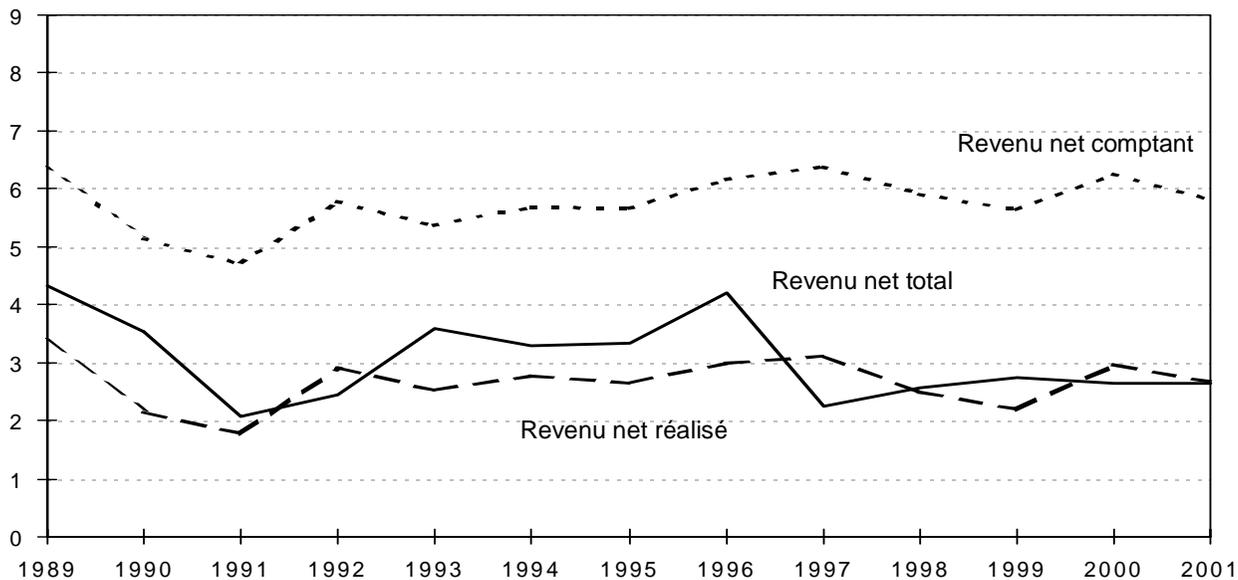
Milliards de \$



Source : Données historiques, Statistique Canada, n° 21-603, *Statistiques économiques agricoles*.
Données prévisionnelles de 2000 et 2001, Agriculture et Agroalimentaire Canada.

Graphique A.1(b) : Revenu agricole au Canada (en dollars de 1992)

Milliards de \$



Source : Calculs d'Agriculture et Agroalimentaire Canada, à partir des données de Statistique Canada et de celles du Conference Board du Canada pour le déflateur du PIB. Données prévisionnelles d'Agriculture et Agroalimentaire Canada.

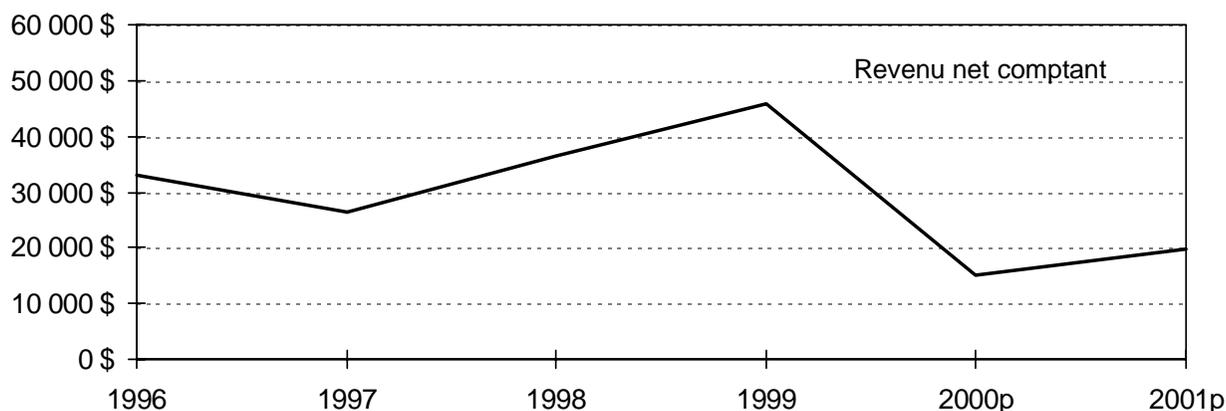
Tableau A.3 : Exploitation repère de pommes de terre du Nord-Ouest du Nouveau-Brunswick

Comptabilité de caisse (\$)	1996	1997	1998	1999	2000p	2001p
Ventes de pommes de terre	163 786	146 571	144 898	170 717	152 650	143 323
Paiements des programmes (1)	23 391	16 911	25 345	13 028	5 780	22 183
Autres recettes monétaires	20 004	24 264	18 333	19 385	19 943	21 332
Recettes monétaires totales	207 181	187 746	188 576	203 130	178 373	186 838
Dépenses totales en espèces	174 082	161 311	152 258	157 115	163 440	166 963
Revenu net comptant	33 098	26 435	36 319	46 015	14 933	19 875

Source : Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction des politiques sur le revenu agricole et l'adaptation.

(1) Les paiements des programmes sont exprimés en recettes brutes. Les primes des producteurs sont incluses dans le calcul des dépenses totales en espèces.

p Les valeurs pour 2000 et 2001 sont des prévisions.

Graphique A.2 : Exploitation repère de pommes de terre du Nord-Ouest du Nouveau-Brunswick**Points d'importance**

- Les ventes de pommes de terre devraient diminuer de 6 p. 100 en 2001, à la suite d'une baisse de 2 p. 100 du prix des pommes de terre et d'une réduction de 4 p. 100 de la production de la pomme de terre. Le prix des pommes de terre est en baisse depuis 1999.
- Les paiements de programmes sont demeurés élevés tout au long de la période 1996-2001. L'exploitation est admissible aux retraits du CSRN au début de la période puisque les marges bénéficiaires brutes sur cinq ans demeurent élevées en raison de revenus annuels intéressants au début des années 1990. Un retrait important du CSRN est effectué en 2001 pour compenser les faibles revenus de 2000.
- On prévoit une hausse des dépenses totales en espèces de 2 p. 100 en 2001, principalement en raison de l'augmentation des coûts des engrais et des intérêts.
- Le revenu net comptant, en hausse de 33 p. 100 par rapport à 2000, est encore bien en deçà de la moyenne quinquennale précédente de 31 300 \$. La remontée de 2001 est attribuable à des paiements de programmes plus élevés.

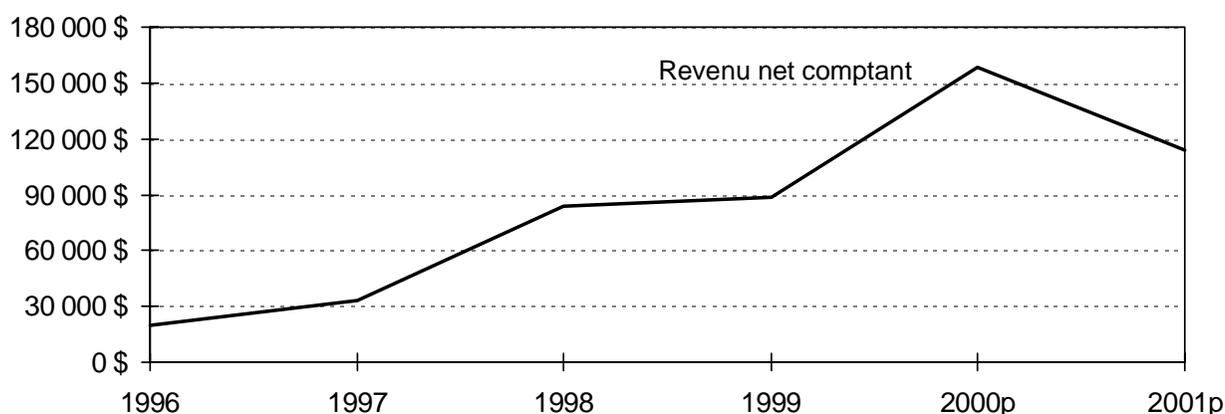
Tableau A.4 : Exploitation repère porcine du Sud-Est du Québec

Comptabilité de caisse (\$)	1996	1997	1998	1999	2000p	2001p
Ventes de porcs	271 104	312 121	275 745	303 068	414 214	388 967
Paiements des programmes (1)	33 134	13 154	76 428	56 085	14 425	15 298
Autres recettes monétaires	20 031	20 234	37 619	38 424	43 841	44 877
Recettes monétaires totales	324 269	345 509	389 792	397 577	472 479	449 142
Dépenses totales en espèces	304 662	312 322	306 204	309 186	313 980	334 730
Revenu net comptant	19 607	33 188	83 588	88 391	158 500	114 412

Source : Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction des politiques sur le revenu agricole et l'adaptation.

(1) Les paiements des programmes sont exprimés en recettes brutes. Les primes des producteurs sont incluses dans le calcul des dépenses totales en espèces.

p Les valeurs pour 2000 et 2001 sont des prévisions.

Graphique A.3 : Exploitation repère porcine du Sud-Est du Québec

Points d'importance

- L'exploitation agricole du Québec augmente sa production de porcs de 1 p. 100 en 2001. Cependant on s'attend à ce que les ventes connaissent une baisse de 6 p. 100 en 2001, alors que le prix des porcs a fléchi de 7 p. 100 par rapport à l'année précédente. Cette baisse survient après une hausse des prix de 37 p. 100 en 2000. Le prix des porcs a connu d'importantes fluctuations au cours de la récente période, atteignant des sommets relativement élevés en 1996-1997 et des creux relativement bas en 1998-1999.
- Les paiements de programmes ont été augmentés en 1998 et en 1999 dans une tentative de compenser les prix peu élevés du marché. On s'attend à ce qu'ils soient encore moins élevés au cours des dernières années de la période en raison du relèvement du prix des porcs.
- Les dépenses totales en espèces devraient augmenter de 7 p. 100 en 2001 sous l'effet de l'augmentation des coûts des aliments du bétail et des intérêts.
- Le revenu net comptant, en baisse de 28 p. 100 par rapport à 2000, est encore bien au-delà de la moyenne quinquennale précédente de 76 700 \$. L'exploitation a pris de l'expansion au cours de cette période et les paiements de programmes ont permis de soutenir les revenus au cours des années de fléchissement des prix.

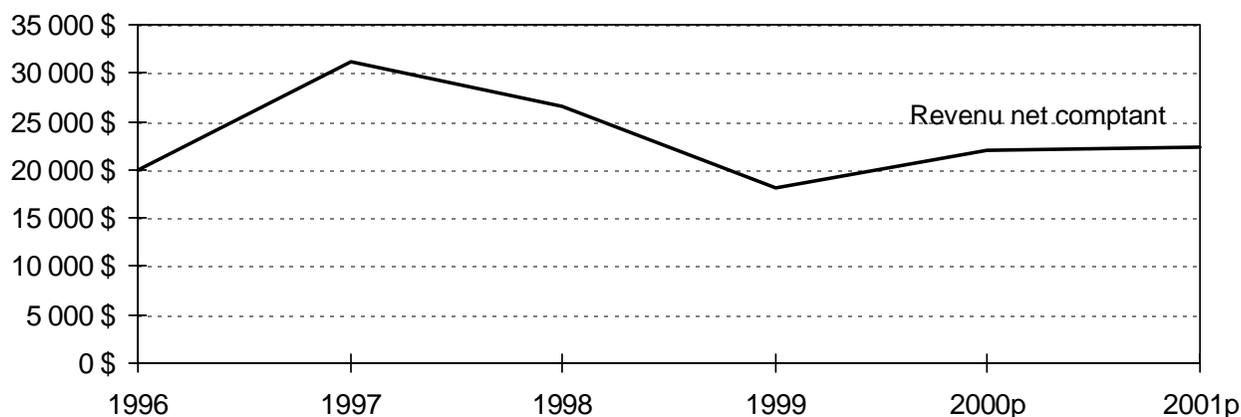
Tableau A.5 : Exploitation repère de céréales et d'oléagineux du Sud de l'Ontario

Comptabilité de caisse (\$)	1996	1997	1998	1999	2000p	2001p
Recettes pour céréales et oléagineux	116 586	118 024	122 325	112 652	111 618	112 199
Paiements des programmes (1)	5 681	6 976	3 568	9 213	15 596	16 942
Autres recettes monétaires	22 026	19 327	21 060	19 948	23 754	26 019
Recettes monétaires totales	144 293	144 327	146 953	141 813	150 968	155 160
Dépenses totales en espèces	124 322	113 157	120 375	123 745	128 889	132 825
Revenu net comptant	19 971	31 170	26 579	18 068	22 079	22 335

Source : Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction des politiques sur le revenu agricole et l'adaptation.

(1) Les paiements des programmes sont exprimés en recettes brutes. Les primes des producteurs sont incluses dans le calcul des dépenses totales en espèces.

p Les valeurs pour 2000 et 2001 sont des prévisions

Graphique A.4 : Exploitation repère de céréales et d'oléagineux du Sud de l'Ontario

Points d'importance

- On s'attend à ce que les volumes de blé d'hiver, de maïs et de soja mis en marché en Ontario diminuent en 2001. Cependant, le prix des céréales et des oléagineux devrait se rétablir. On prévoit une augmentation substantielle du prix du blé et du maïs, mais le prix du soja devrait connaître une légère diminution. Dans l'ensemble, les recettes tirées des céréales et des oléagineux devraient connaître une légère hausse en 2001.
- Les paiements de programmes devraient être plus élevés en 2000 et en 2001 en raison des retraits du CSRN et des paiements du Programme d'assurance-revenu du marché de l'Ontario. Les autres sources de revenu, tels que le travail à forfait et la location, sont relativement importantes dans les exploitations agricoles de céréales et d'oléagineux en Ontario, représentant environ de 15 à 20 p. 100 des recettes monétaires totales.
- On s'attend à ce que les dépenses totales en espèces augmentent de 3 p. 100 en 2001, principalement à cause de l'augmentation des coûts des semences, des engrais et des intérêts, qui représentent les trois principaux postes de dépenses dans une exploitation de céréales et d'oléagineux en Ontario.
- À 22 300 \$ en 2001, le revenu net comptant demeure pratiquement inchangé par rapport à 2000. À ce niveau, le revenu net se situe légèrement sous la moyenne quinquennale de 23 600 \$.

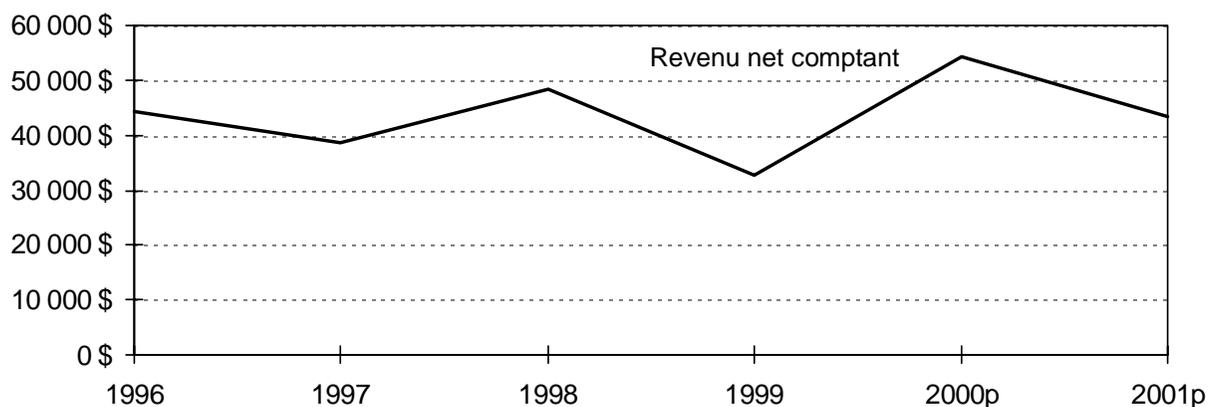
Tableau A.6 : Exploitation repère de céréales et d'oléagineux de la zone des sols bruns de la Saskatchewan

Comptabilité de caisse (\$)	1996	1997	1998	1999	2000p	2001p
Recettes pour céréales et oléagineux	107 706	114 493	119 491	103 649	108 417	116 875
Paiements des programmes (1)	13 662	1 860	2 079	5 848	29 151	13 413
Autres recettes monétaires	28 444	21 145	29 309	26 668	27 474	26 213
Recettes monétaires totales	149 812	137 499	150 879	136 165	165 041	156 501
Dépenses totales en espèces	105 509	98 809	102 582	103 400	110 686	113 011
Revenu net comptant	44 304	38 690	48 297	32 766	54 355	43 491

Source : Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction des politiques sur le revenu agricole et l'adaptation.

(1) Les paiements des programmes sont exprimés en recettes brutes. Les primes des producteurs sont incluses dans le calcul des dépenses totales en espèces.

p Les valeurs pour 2000 et 2001 sont des prévisions.

Graphique A.5 : Exploitation repère de céréales et d'oléagineux de la zone des sols bruns de la Saskatchewan

Points d'importance

- Les ventes de blé, incluant le blé de printemps et le blé dur, représentent environ les trois quarts des recettes des céréales et des oléagineux de l'exploitation en zone de sols bruns. Grâce à l'augmentation des prix du blé, de l'orge et des pois secs, les recettes tirées des céréales et des oléagineux devraient augmenter de 8 p. 100 en 2001.
- Les paiements de programmes seront plus élevés que la moyenne en 2001 à cause d'un retrait de 6 900 \$ du CSRN, mais moindres qu'en 2000. Ils avaient été plus élevés que la normale en 2000 en raison d'une combinaison de gros retraits du CSRN, pour compenser le faible revenu de 1999, et des paiements en vertu de l'Accord Canada-Saskatchewan concernant le programme relatif à l'ajustement.
- Les dépenses totales en espèces devraient augmenter de 2 p. 100 en 2001, principalement en raison de l'augmentation des coûts des engrais et des coûts liés à l'exploitation d'une petite entreprise de bovins.
- Le revenu net comptant se chiffrant à 43 500 \$ en 2001 représente une baisse de 20 p. 100 par rapport à l'année précédente et est pratiquement égal à la moyenne quinquennale de 43 700 \$.

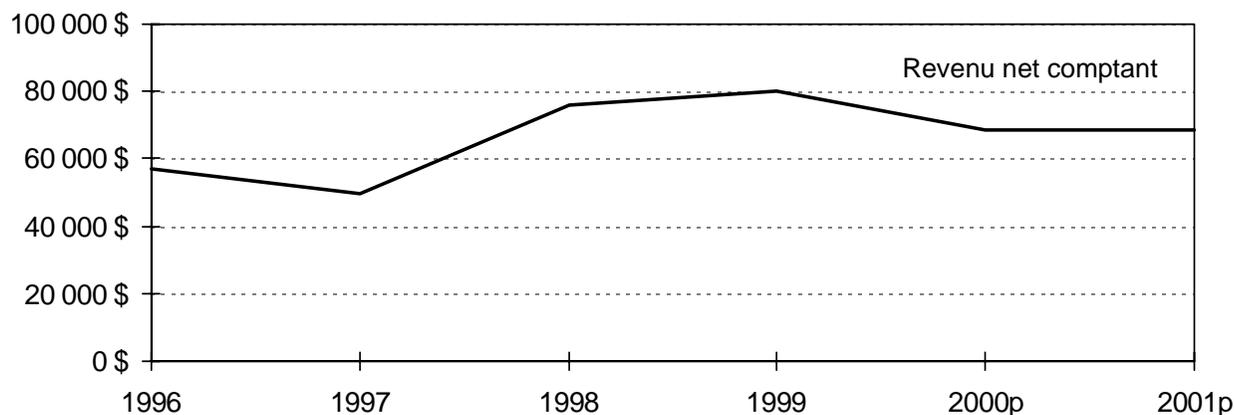
Tableau A.7 : Exploitation repère laitière du Sud-Ouest de la Colombie-Britannique

Comptabilité de caisse (\$)	1996	1997	1998	1999	2000p	2001p
Ventes de lait	290 659	279 177	324 610	331 017	332 672	345 757
Paiements de programmes (1)	764	1 507	2 087	2 514	529	281
Autres recettes monétaires	22 051	23 930	30 792	31 996	33 391	37 297
Recettes monétaires totales	313 474	304 614	357 489	365 527	366 593	383 335
Dépenses totales en espèces	256 262	254 664	281 312	285 322	297 794	314 913
Revenu net comptant	57 212	49 949	76 177	80 205	68 799	68 422

Source : Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction des politiques sur le revenu agricole et l'adaptation.

(1) Les paiements des programmes sont exprimés en recettes brutes. Les primes des producteurs sont incluses dans le calcul des dépenses totales en espèces.

p Les valeurs pour 2000 et 2001 sont des prévisions.

Graphique A.6 : Exploitation repère laitière du Sud-Ouest de la Colombie-Britannique

Points d'importance

- En 2001, les ventes de lait totalisant 345 800 \$, incluant le paiement des subventions laitières, seront de 4 p. 100 plus élevées qu'en 2000, en raison de l'augmentation tant du prix du lait que des quantités de lait mises sur le marché.
- Les paiements de programmes ne sont pas appréciables pour l'exploitation laitière. Cependant, l'exploitation repère possède une petite entreprise bovine dont les ventes sont en constante progression et qui rapporte environ 10 p. 100 des recettes monétaires totales.
- Les dépenses totales en espèces devraient augmenter de 6 p. 100 en 2001, principalement en raison de la hausse des achats de bétail et de l'augmentation des coûts des aliments des animaux. Les charges d'intérêts, les salaires et le travail à forfait sont également en hausse.
- Le revenu net comptant se chiffrant à 68 400 \$ en 2001 est en légère baisse par rapport à l'année précédente, mais se maintient toujours au-dessus de la moyenne quinquennale de 66 500 \$.

Tableau A.8 : Paiements directs bruts des programmes et primes des producteurs, Canada et provinces, 1994-1999

	T.-N.	Î.-P.-É.	N.-É.	N.-B.	Qc	Ont.	Man.	Sask.	Alb.	C.-B.	Canada
	- millions de \$ -										
1994											
Assurance-récolte (1)	0	2	1	4	40	38	96	174	76	5	435
CSRN	0	0	0	0	1	9	4	17	8	1	41
Subventions laitières	0	4	3	3	105	69	8	5	15	10	222
RARB	0	9	1	1	129	18	162	4	218	2	543
Stabilisation provinciale	3	1	2	1	290	0	0	0	0	4	300
Autres paiements (2)	2	1	1	0	9	9	43	146	65	7	283
Paiements totaux	5	16	7	9	574	143	314	346	382	30	1 825
Rabais sur intrants	0	0	1	0	96	118	0	37	45	0	296
Total	5	16	8	9	670	262	314	382	427	30	2 121
Primes des producteurs	0	5	1	5	160	90	92	169	120	8	652
1995											
Assurance-récolte (1)	0	2	0	6	38	26	37	140	73	3	325
CSRN	0	0	0	0	0	12	4	24	3	2	46
Subventions laitières	0	4	3	3	102	65	8	5	13	10	214
RARB	0	4	1	2	66	0	50	0	55	1	179
Stabilisation provinciale	3	1	2	0	302	0	0	0	0	0	308
Autres paiements (2)	0	16	1	0	2	9	21	143	34	9	234
Paiements totaux	3	27	7	12	511	111	120	312	177	25	1 305
Rabais sur intrants	0	0	0	0	106	115	0	39	16	0	276
Total	3	27	7	12	618	226	120	350	193	25	1 582
Primes des producteurs	0	2	1	4	157	35	97	178	108	5	587
1996											
Assurance-récolte (1)	0	2	0	8	28	58	20	97	58	3	276
CSRN	0	1	1	1	1	30	15	48	14	5	115
Subventions laitières	0	3	3	2	78	54	7	4	12	8	171
RARB	0	1	0	1	12	1	9	262	8	0	294
Stabilisation provinciale	2	1	2	0	296	0	0	0	0	0	301
Autres paiements (2)	5	5	7	6	4	1	6	54	60	16	163
Paiements totaux	7	13	13	18	419	144	56	466	152	32	1 319
Rabais sur intrants	0	0	0	0	83	114	0	36	8	0	242
Total	7	13	13	18	502	258	56	502	160	32	1 561
Primes des producteurs	0	2	1	4	145	32	75	332	94	4	688

Source : Statistique Canada, n° 21-603 au catalogue, *Statistiques économiques agricoles*.

(1) Excluant l'assurance privée contre la grêle.

(2) Les autres paiements comprennent les programmes tels que l'assurance-grêle privée ainsi que les paiements du RARB, de la LSGO, de la LSPA, du PNTS et sous forme d'aide spéciale.

Tableau A.8 : Paiements directs bruts des programmes et primes des producteurs, Canada et provinces, 1994-1999 (suite)

	T.-N.	Î.-P.-É.	N.-É.	N.-B.	Qc	Ont.	Man.	Sask.	Alb.	C.-B.	Canada
- millions de \$ -											
1997											
Assurance-récolte (1)	0	1	1	3	39	47	33	85	90	13	313
CSRN	0	2	1	1	2	34	20	65	23	5	153
Subventions laitières	0	2	4	3	60	53	5	3	9	8	147
RARB	0	0	0	0	6	0	16	1	21	2	46
Stabilisation provinciale	2	1	0	0	169	0	0	0	0	0	172
Autres paiements (2)	4	2	4	4	6	2	69	112	74	5	281
Paiements totaux	6	8	9	11	282	137	142	265	218	34	1 111
Rabais sur intrants	0	0	0	0	64	116	0	39	7	0	227
Total	6	8	9	11	346	253	142	304	225	34	1 338
Primes des producteurs	0	1	1	2	122	36	57	195	95	2	511
1998											
Assurance-récolte (1)	0	1	1	1	17	51	40	95	115	8	330
CSRN	0	5	2	1	4	76	30	105	38	9	269
Subventions laitières	0	2	3	2	55	47	4	3	8	8	132
Stabilisation provinciale	0	1	8	0	499	0	0	0	0	0	508
Autres paiements (2)	0	3	0	1	19	17	18	33	74	9	175
Paiements totaux	0	11	14	6	594	191	92	236	235	34	1 414
Rabais sur intrants	0	0	2	0	67	8	0	36	5	0	119
Total	0	11	17	6	661	200	92	272	240	34	1 533
Primes des producteurs	0	1	1	1	128	40	59	171	85	2	487
1999											
Assurance-récolte (1)	0	2	1	1	9	29	30	118	66	5	260
CSRN	0	6	2	1	5	109	58	188	66	10	445
Subventions laitières	0	1	2	2	43	36	3	2	7	7	104
Stabilisation provinciale	0	1	7	0	549	0	0	0	0	0	557
Autres paiements (2)	0	8	2	2	24	168	121	160	93	20	598
Paiements totaux	0	19	15	6	630	342	212	467	232	41	1,964
Rabais sur intrants	0	0	2	0	75	8	0	35	4	0	124
Total	0	19	17	6	705	350	212	502	236	41	2,088
Primes des producteurs	0	1	2	1	174	35	45	153	84	2	497

Source : Statistique Canada, n° 21-603 au catalogue, *Statistiques économiques agricoles*.

(1) Excluant l'assurance privée contre la grêle.

(2) Les autres paiements comprennent les programmes tels que l'assurance-grêle privée ainsi que les paiements du RARB, de la LSGO, de la LSPA, du PNTS et sous forme d'aide spéciale.

Tableau A.9 : Recettes, dépenses et revenus agricoles, Canada et provinces, 1991-1999

	T.-N.	Î.-P.-É.	N.-É.	N.-B.	Qc	Ont.	Man.	Sask.	Alb.	C.-B.	Canada
- millions de \$ -											
Recettes des cultures											
1991	11	122	86	100	731	2 072	1 015	2 552	1 537	524	8 751
1992	11	101	96	98	808	2 147	953	2 317	1 504	565	8 600
1993	9	123	88	115	821	2 144	1 064	2 594	1 566	566	9 088
1994	11	192	95	128	912	2 536	1 225	3 680	2 169	640	11 589
1995	12	179	105	116	1 015	2 845	1 440	4 084	2 636	730	13 161
1996	14	163	116	122	1 144	2 887	1 638	4 253	3 008	772	14 117
1997	14	156	118	133	1 198	2 990	1 726	4 495	2 687	770	14 288
1998	13	202	120	165	1 205	3 138	1 655	4 123	2 526	817	13 964
1999	14	227	140	184	1 270	3 159	1 428	3 655	2 335	879	13 292
Recettes du bétail											
1991	50	99	224	146	2 552	3 208	761	869	2 257	754	10 917
1992	49	96	211	144	2 440	3 293	826	976	2 558	795	11 389
1993	50	102	216	150	2 611	3 363	936	1 117	2 915	844	12 304
1994	48	99	223	155	2 729	3 419	922	1 034	3 018	874	12 521
1995	50	106	227	160	2 828	3 391	963	1 002	3 136	843	12 707
1996	56	115	249	171	3 147	3 691	1 122	1 039	3 363	907	13 860
1997	58	117	247	173	3 312	3 767	1 208	1 231	3 557	955	14 626
1998	62	109	240	176	3 087	3 679	1 225	1 239	3 650	984	14 452
1999	64	106	239	182	3 236	3 741	1 333	1 335	3 948	1 022	15 206
Recettes totales du marché											
1991	60	221	309	246	3 283	5 280	1 776	3 420	3 795	1 278	19 668
1992	61	197	306	242	3 248	5 440	1 779	3 293	4 062	1 360	19 989
1993	59	225	304	265	3 432	5 506	2 000	3 711	4 480	1 410	21 392
1994	58	291	319	283	3 641	5 954	2 147	4 714	5 188	1 514	24 110
1995	63	285	332	276	3 843	6 236	2 403	5 085	5 772	1 573	25 868
1996	70	279	365	293	4 291	6 578	2 760	5 291	6 371	1 679	27 977
1997	72	273	366	306	4 510	6 757	2 934	5 726	6 244	1 726	28 914
1998	75	311	360	341	4 292	6 817	2 880	5 363	6 176	1 801	28 416
1999	78	334	378	367	4 507	6 900	2 761	4 991	6 283	1 901	28 499
Paiements des programmes											
1991	3	23	9	11	568	306	230	709	442	63	2 362
1992	4	31	14	28	624	644	389	1 100	890	67	3 791
1993	3	13	8	17	539	419	387	838	576	42	2 843
1994	5	16	7	9	574	143	314	346	382	30	1 825
1995	3	27	7	12	511	111	120	312	177	25	1 305
1996	7	13	13	18	419	144	56	466	152	32	1 319
1997	6	8	9	11	282	137	142	265	218	34	1 111
1998	0	11	14	6	594	191	92	236	235	34	1 414
1999	0	19	15	6	630	342	212	467	232	41	1 964
Recettes monétaires totales											
1991	63	244	318	257	3 851	5 585	2 006	4 130	4 236	1 340	22 030
1992	65	228	321	270	3 872	6 084	2 168	4 393	4 952	1 427	23 779
1993	62	238	312	282	3 971	5 925	2 387	4 548	5 057	1 452	24 235
1994	63	307	326	292	4 214	6 098	2 461	5 060	5 570	1 543	25 935
1995	66	312	339	288	4 354	6 347	2 523	5 397	5 949	1 599	27 174
1996	77	291	378	311	4 710	6 722	2 816	5 757	6 523	1 712	29 296
1997	78	281	374	317	4 792	6 894	3 076	5 991	6 462	1 759	30 025
1998	76	322	374	347	4 886	7 008	2 972	5 598	6 412	1 835	29 830
1999	78	352	393	372	5 137	7 242	2 972	5 458	6 515	1 942	30 462

Source : Statistique Canada, n° 21-603 au catalogue, *Statistiques économiques agricoles*.

Tableau A.9 : Recettes, dépenses et revenus agricoles, Canada et provinces, 1991-1999 (suite)

	T.-N.	Î.-P.-É.	N.-É.	N.-B.	Qc	Ont.	Man.	Sask.	Alb.	C.-B.	Canada
- millions de \$ -											
Dépenses d'expl. nettes											
1991	55	181	247	204	2 860	4 486	1 636	3 116	3 533	1 069	17 388
1992	55	191	252	208	2 989	4 663	1 710	3 186	3 627	1 110	17 991
1993	54	195	255	212	3 010	4 794	1 806	3 331	3 970	1 163	18 791
1994	57	218	266	234	3 190	5 051	1 989	3 544	4 240	1 307	20 095
1995	60	240	281	246	3 384	5 187	2 090	3 852	4 519	1 364	21 224
1996	63	245	293	258	3 639	5 447	2 256	4 351	4 762	1 401	22 717
1997	57	250	303	275	3 673	5 584	2 318	4 297	4 985	1 408	23 149
1998	56	254	300	277	3 740	5 700	2 343	4 261	5 114	1 459	23 505
1999	56	263	309	287	3 885	5 933	2 353	4 271	5 469	1 506	24 333
Revenu net comptant											
1991	8	63	71	53	990	1 100	370	1 014	703	271	4 642
1992	10	37	69	62	883	1 421	458	1 207	1 325	317	5 789
1993	8	43	56	70	961	1 132	581	1 217	1 087	289	5 444
1994	6	90	60	58	1 025	1 047	472	1 516	1 330	237	5 840
1995	6	72	58	41	970	1 161	433	1 545	1 430	235	5 949
1996	14	46	84	53	1 070	1 275	560	1 406	1 761	310	6 579
1997	21	31	71	42	1 120	1 310	758	1 695	1 477	351	6 875
1998	20	68	75	69	1 146	1 309	628	1 337	1 297	376	6 325
1999	22	89	83	86	1 252	1 309	620	1 187	1 046	436	6 129
Revenu net réalisé											
1991	5	41	39	29	686	395	106	330	-11	144	1 762
1992	7	16	36	38	580	728	195	508	624	185	2 918
1993	5	21	24	47	661	448	316	513	376	151	2 562
1994	3	67	28	34	714	345	191	786	581	88	2 836
1995	3	47	26	16	636	424	134	787	636	72	2 781
1996	11	19	51	26	710	486	243	605	902	129	3 183
1997	18	4	36	15	746	496	432	878	577	162	3 364
1998	17	39	39	42	752	481	289	476	360	183	2 677
1999	19	60	47	57	843	479	269	307	71	240	2 391
Revenu net total											
1991	5	31	37	24	676	397	104	477	153	154	2 058
1992	6	50	35	55	543	457	269	419	464	159	2 460
1993	4	8	25	32	675	576	214	961	977	157	3 629
1994	3	56	28	27	798	476	359	799	684	133	3 363
1995	3	86	29	22	652	438	174	959	1 029	104	3 497
1996	10	27	51	35	839	622	538	1 359	896	107	4 484
1997	18	17	30	22	732	496	298	188	473	138	2 412
1998	17	26	41	40	755	505	343	488	349	192	2 755
1999	20	55	44	44	837	476	226	605	446	238	2 991

Source : Statistique Canada, n° 21-603 au catalogue, *Statistiques économiques agricoles*.

Tableau A.10 : Recettes agricoles, dépenses et revenu net comptant, moyenne par ferme, Canada et provinces, 1997-1999

Province	1997	1998	1999 Préliminaire ⁽¹⁾
	- Dollars par ferme -		
Terre-Neuve			
Recettes agricoles	231 752	247 968	278 533
Dépenses d'exploitation	211 351	231 991	260 263
Revenu net comptant	20 401	15 978	18 270
Île-du-Prince-Édouard			
Recettes agricoles	194 809	210 394	239 336
Dépenses d'exploitation	173 838	181 501	201 835
Revenu net comptant	20 971	28 893	37 501
Nouvelle-Écosse			
Recettes agricoles	172 244	166 791	182 618
Dépenses d'exploitation	150 971	143 809	152 285
Revenu net comptant	21 272	22 982	30 333
Nouveau-Brunswick			
Recettes agricoles	173 174	188 595	198 191
Dépenses d'exploitation	151 998	160 949	165 258
Revenu net comptant	21 176	27 646	32 933
Québec			
Recettes agricoles	175 506	186 887	193 101
Dépenses d'exploitation	147 026	154 314	158 865
Revenu net comptant	28 480	32 573	34 236
Ontario			
Recettes agricoles	159 017	167 289	171 677
Dépenses d'exploitation	135 405	143 550	148 008
Revenu net comptant	23 612	23 738	23 669
Manitoba			
Recettes agricoles	158 952	152 531	156 553
Dépenses d'exploitation	130 531	130 456	135 367
Revenu net comptant	28 421	22 075	21 186
Saskatchewan			
Recettes agricoles	106 343	104 762	103 183
Dépenses d'exploitation	81 690	82 794	85 999
Revenu net comptant	24 653	21 968	17 184
Alberta			
Recettes agricoles	161 511	165 637	174 117
Dépenses d'exploitation	139 843	143 796	153 501
Revenu net comptant	21 667	21 841	20 616
Colombie-Britannique			
Recettes agricoles	176 578	201 765	202 308
Dépenses d'exploitation	160 527	183 153	179 740
Revenu net comptant	16 051	18 612	22 568
Canada			
Recettes agricoles	149 550	153 962	158 339
Dépenses d'exploitation	125 480	130 384	135 581
Revenu net comptant	24 070	23 579	22 758

Source : Statistique Canada, Projet de données complètes sur les fermes, Programmes des données fiscales.

(1) A l'exclusion des colonies huttérites.

Points d'importance

- En 1999 au Canada, le revenu agricole moyen a connu une hausse de 2,8 p. 100, qui a été largement neutralisée par les dépenses d'exploitation, d'où une diminution de 3,5 p. 100 du revenu net comptant.
- C'est l'Île-du-Prince-Édouard qui a affiché le revenu net comptant par exploitation agricole le plus élevé en 1999, soit 37 501 \$.
- La Saskatchewan, quant à elle, a enregistré le revenu net comptant le plus faible, soit 17 184 \$.

Tableau A.11 : Recettes agricoles, dépenses et revenu net comptant, moyenne par ferme et par type de ferme, Canada, 1997-1999

Type de ferme	1997	1998	1999 Préliminaire ⁽¹⁾
	- Dollars par ferme -		
Lait			
Recettes agricoles	215 705	225 223	245 842
Dépenses d'exploitation	165 991	169 276	182 076
Revenu net comptant	49 714	55 947	63 766
Bovins			
Recettes agricoles	124 340	134 725	144 701
Dépenses d'exploitation	117 219	125 883	134 913
Revenu net comptant	7 121	8 842	9 788
Porcs			
Recettes agricoles	425 272	408 421	405 667
Dépenses d'exploitation	371 337	390 037	379 960
Revenu net comptant	53 935	18 384	25 707
Volaille et oeufs			
Recettes agricoles	504 477	539 553	533 790
Dépenses d'exploitation	447 186	470 776	464 569
Revenu net comptant	57 291	68 776	69 221
Céréales et oléagineux			
Recettes agricoles	111 481	109 154	107 344
Dépenses d'exploitation	84 580	84 637	86 392
Revenu net comptant	26 900	24 517	20 952
Pommes de terre			
Recettes agricoles	380 584	452 822	462 850
Dépenses d'exploitation	330 995	382 446	384 257
Revenu net comptant	49 589	70 376	78 593
Fruits et légumes			
Recettes agricoles	138 414	155 343	165 790
Dépenses d'exploitation	119 817	133 008	138 273
Revenu net comptant	18 597	22 336	27 517
Serre et pépinière			
Recettes agricoles	398 894	426 581	484 124
Dépenses d'exploitation	357 875	372 833	423 715
Revenu net comptant	41 019	53 748	60 409
Tous les types de fermes			
Recettes agricoles	149 550	153 962	158 339
Dépenses d'exploitation	125 480	130 384	135 581
Revenu net comptant	24 070	23 579	22 758

Source : Statistique Canada, Projet de données complètes sur les fermes, Programmes des données fiscales.

(1) À l'exclusion des colonies huttérites.

Points d'importance

- En 1999, la moyenne du revenu net comptant pour tous les types d'exploitation a connu une baisse de 3,5 p. 100, pour se chiffrer à 22 758 \$.
- Les exploitations de volailles et d'oeufs ont enregistré les revenus moyens les plus élevés en 1999, soit 533 790 \$; cependant, les exploitations de pommes de terre ont atteint le revenu net comptant le plus élevé, soit 78 593 \$.
- En 1999, le revenu net comptant des exploitations bovines a progressé de plus de 10 p. 100, mais se situe quand même très en deçà de celui des autres types d'exploitation, avec des revenus de seulement 9 788 \$.

Tableau A.12 : Revenu agricole familial moyen selon la source et la tranche de revenu, fermes non constituées en société, Canada, 1997

Revenu de la famille agricole (avant amortissement)	Nombre de familles		Revenus d'un travail hors-ferme	Revenus de placement	Revenus de pensions et autres revenus hors-ferme	Total des revenus hors-ferme	Revenus nets d'exploitation	Total des revenus de la famille
	Nombre	% du total						
Toutes les catégories de revenu								
Moins de 10 000 \$	9 020	5,6	7 731	1 488	5 305	14 524	-30 888	-16 364
10 000 \$ - 19 999 \$	11 220	6,9	7 755	1 524	7 239	16 517	-762	15 755
20 000 \$ - 29 999 \$	19 040	11,7	9 527	1 748	8 911	20 186	5 162	25 348
30 000 \$ - 39 999 \$	21 850	13,5	13 997	2 384	9 206	25 587	9 717	35 304
40 000 \$ - 49 999 \$	21 350	13,1	18 869	3 008	8 754	30 632	14 745	45 377
50 000 \$ - 99 999 \$	59 530	36,6	32 641	4 163	9 289	46 093	24 617	70 709
100 000 \$ +	20 460	12,6	71 361	15 149	12 694	99 204	54 980	154 184
TOTAL	162 450	100,0	27 393	4 542	9 230	41 165	18 029	59 195
Recettes agricoles inférieures à 50 000 \$								
Moins de 10 000 \$	4 610	6,2	6 811	1 364	5 149	13 325	-20 971	-7 647
10 000 \$ - 19 999 \$	7 130	9,6	8 598	1 318	8 156	18 072	-2 618	15 453
20 000 \$ - 29 999 \$	11 620	15,6	10 446	2 062	10 696	23 204	2 089	25 293
30 000 \$ - 39 999 \$	11 420	15,4	17 562	3 151	11 737	32 451	2 522	34 973
40 000 \$ - 49 999 \$	9 820	13,2	25 906	4 115	11 080	41 101	3 822	44 923
50 000 \$ - 99 999 \$	23 320	31,4	48 184	5 494	11 786	65 464	3 613	69 077
100 000 \$ +	6 360	8,6	114 141	19 018	16 877	150 036	1 203	151 239
TOTAL	74 270	100,0	33 910	4 916	11 191	50 016	905	50 921
Recettes agricoles de 50 000 \$ à 99 999 \$								
Moins de 10 000 \$	1 680	5,1	8 597	1 236	4 593	14 426	-23 163	-8 737
10 000 \$ - 19 999 \$	2 380	7,2	5 503	1 037	5 726	12 267	3 876	16 142
20 000 \$ - 29 999 \$	4 320	13,1	8 889	1 447	6 426	16 761	8 472	25 233
30 000 \$ - 39 999 \$	5 350	16,2	10 815	1 773	7 292	19 880	15 267	35 147
40 000 \$ - 49 999 \$	5 330	16,2	16 456	2 544	7 913	26 914	18 764	45 678
50 000 \$ - 99 999 \$	11 180	33,9	32 483	4 772	10 093	47 347	21 518	68 865
100 000 \$ +	2 720	8,3	88 589	30 287	15 502	134 378	17 365	151 743
TOTAL	32 960	100,0	24 746	5 145	8 656	38 547	14 465	53 011
Recettes agricoles de 100 000 \$ et plus								
Moins de 10 000 \$	2 720	4,9	8 753	1 855	6 009	16 616	-52 790	-36 174
10 000 \$ - 19 999 \$	1 700	3,1	7 366	3 070	5 506	15 942	530	16 472
20 000 \$ - 29 999 \$	3 110	5,6	6 972	988	5 683	13 643	12 002	25 645
30 000 \$ - 39 999 \$	5 070	9,2	9 327	1 301	5 523	16 151	20 080	36 231
40 000 \$ - 49 999 \$	6 210	11,2	9 828	1 659	5 802	17 289	28 530	45 819
50 000 \$ - 99 999 \$	25 020	45,3	18 230	2 650	6 603	27 482	45 589	73 071
100 000 \$ +	11 380	20,6	43 331	9 368	9 684	62 383	94 011	156 394
TOTAL	55 220	100,0	20 208	3 680	6 934	30 822	43 184	74 006

Source : Statistique Canada, Projet de données complètes sur les fermes, Programmes des données fiscales.

Points d'importance

- En 1997, l'exploitation agricole familiale moyenne a enregistré un revenu supérieur de 4,2 p. 100 à celui de 1996.
- Les familles dont le revenu était inférieur à 10 000 \$ ont rapporté davantage de pertes au chapitre des dépenses d'exploitation nettes.
- Un plus grand pourcentage de familles avaient un revenu de 30 000 \$ et plus en 1997.

Méthodologie sur le revenu agricole

Prévisions du revenu agricole

Les prévisions du revenu agricole sont préparées par le Ministère, de concert avec les ministères provinciaux de l'Agriculture et Statistique Canada. Elles fournissent une vue d'ensemble à jour du revenu agricole à l'échelle provinciale et nationale. Même si les prévisions sont présentées sous forme d'un seul chiffre, chaque chiffre constitue en fait le point médian d'une marge de prévision ou d'un intervalle de confiance. Les chiffres doivent être interprétés comme étant indicatifs des tendances majeures et des grands tournants décisifs et non comme les valeurs effectives des prévisions.

Le tableau ci-dessous illustre le pourcentage de chaque élément du revenu que l'on peut appliquer aux chiffres prévisionnels pour déterminer la marge de prévision. Par exemple, en 2000, on prévoit que les recettes des cultures se chiffreront à 12 940 millions de dollars, avec une marge d'erreur de $\pm 1,5$ p. 100, ce qui signifie que les recettes des cultures pourraient varier entre 12 746 et 13 134 millions de dollars.

Prévisions de l'erreur quadratique moyenne (PEQM)—Canada

	2000	2001
Recettes des cultures	$\pm 1,5$ %	$\pm 11,8$ %
Recettes du bétail	$\pm 1,2$ %	$\pm 4,2$ %
Paiements des programmes	$\pm 9,2$ %	$\pm 34,2$ %
Recettes monétaires totales	$\pm 0,8$ %	$\pm 5,7$ %
Dépenses d'expl. nettes	$\pm 1,6$ %	$\pm 4,9$ %
Revenu net comptant	$\pm 4,3$ %	$\pm 11,2$ %
Revenu net réalisé	$\pm 12,2$ %	$\pm 24,0$ %

Source : Agriculture et Agroalimentaire Canada.

L'erreur quadratique moyenne de prévisions correspond à la variabilité moyenne relative des prévisions précédentes de décembre par rapport aux premières estimations publiées par Statistique Canada. La variabilité moyenne relative des prévisions a été obtenue en calculant l'erreur quadratique moyenne sur une période de cinq ans (1995-1999), pour les composantes principales du revenu agricole à l'échelle nationale.

Tableau A.1 : Recettes, dépenses et revenus agricoles, prévisions

Les prévisions concordent avec les renseignements disponibles et les politiques en vigueur en décembre 2000. Les prévisions relatives à 2000 et 2001 reposent avant tout sur les données des analystes des produits, des représentants des provinces et des fonctionnaires de Statistique Canada. Les prévisions macroéconomiques canadiennes sont tirées des documents du Conference Board du Canada. Les prévisions relatives aux revenus agricoles sont sujettes à changement en fonction de l'évolution, même minime, des conditions du marché ou des coûts. Les tendances au niveau du revenu peuvent varier d'une province à l'autre, reflétant les différentes combinaisons de productions et de prix dans chacune des provinces.

Le revenu net comptant (revenus bruts moins les charges d'exploitation) est une mesure des liquidités dont disposent les producteurs agricoles. Il représente les sommes disponibles pour le remboursement des dettes, les investissements ou les retraits par le propriétaire. Le revenu net réalisé mesure les flux financiers tant monétaires (revenu comptant) que non monétaires (amortissement et revenu en nature) des exploitations agricoles. Il représente le revenu agricole net d'une année donnée, peu importe l'année à laquelle les denrées ont été produites. Le revenu net total mesure les flux financiers et les variations de stocks des exploitations agricoles. Il évalue la production économique agricole de l'année au cours de laquelle les biens agricoles ont été produits. Il représente le revenu provenant du capital du propriétaire, de la main-d'œuvre impayée, de la gestion et du risque.

Les recettes tirées des cultures et du bétail ne comprennent que les recettes provenant des ventes de produits agricoles par les filières commerciales et exclut les ventes directes entre producteurs à l'intérieur d'une même province.

Les paiements des programmes comprennent les paiements bruts versés directement aux producteurs dans le cadre de programmes fédéraux, provinciaux et municipaux. Les paiements représentent les montants

effectivement reçus par les producteurs au cours d'une année civile, sauf certains programmes de la catégorie Autres paiements qui correspondent à une année financière ou à une année-récolte. Les paiements sont répartis sur l'année pendant laquelle ils sont effectivement reçus par les producteurs.

Les paiements du CSRN ne représentent que les retraits des producteurs du Fonds 2 (Fonds gouvernemental). Les gros montants accumulés dans le Fonds 1 (Fonds des producteurs) et les facteurs de déclenchement non réalisés dans le Fonds 2 ne sont pas compris. À cause de sa conception (régime agro-global et individuel) et du fait que les producteurs ne sont pas tenus de retirer les paiements déclenchés du compte, il est très difficile de prévoir les paiements du CSRN.

Les dépenses d'exploitation comprennent des paiements d'aide du gouvernement tels que les programmes de crédits provinciaux et autres pouvant réduire le coût des intrants. Les primes payées par les producteurs pour bénéficier des divers programmes d'assurance font aussi partie des dépenses.

Les dépenses d'exploitation comprennent tous les frais occasionnés par l'achat de biens et de services à l'extérieur du secteur agricole de chaque province, dans le cadre de la production de marchandises agricoles.

Graphique A.1(a) et (b) : Revenu agricole au Canada en dollars courants et en dollars de 1992

Les revenus réels sont exprimés en dollars de 1992. L'indice implicite des prix du produit intérieur brut (indice du PIB, 1992 = 100) est utilisé comme déflateur.

Exploitations repères agricoles

Les exploitations ne se veulent pas représentatives de toutes les exploitations agricoles d'un secteur particulier dans une province donnée. Il s'agit plutôt d'exemples d'exploitations agricoles possédant un ensemble de caractéristiques et appartenant à un secteur

particulier dans une province donnée. Elle ne servent pas à établir une moyenne. On utilise une comptabilité de caisse basée sur l'année civile. Toutes les exploitations repères sont établies à partir des données provenant des déclarants.

Les niveaux de production et les combinaisons de produits servant à effectuer les prévisions sur les exploitations repères sont établis à partir des modèles de production antérieure. Les modifications des quantités produites sur l'exploitation repère sont le résultat des estimations de revenu au niveau agrégé à l'échelle provinciale. L'ensemble d'exploitations repères inclus dans cette publication peut différer de celui des versions antérieures du recueil de données, car on varie la sélection pour tenir compte de la diversité des productions agricoles et de l'évolution des sujets d'intérêt actuels.

Tableau A.3 et graphique A.2 : Exploitation repère de pommes de terre du Nord-Ouest du Nouveau-Brunswick

L'exploitation repère de pommes de terre du Nouveau-Brunswick est établie à partir des données des déclarants pour les fermes de pommes de terre dont les ventes totales se situent entre 100 000 \$ et 249 999 \$. Ces exploitations sont, en général, hautement spécialisées dans la production de la pomme de terre qui couvre environ 220 acres sur 340. L'exploitation compte également une petite superficie consacrée à la culture fourragère et à l'horticulture et une petite entreprise bovine.

Tableau A.4 et graphique A.3 : Exploitation repère porcine du Sud-Est du Québec

L'exploitation repère porcine hautement spécialisée du Québec est établie à partir des données des déclarants pour les fermes porcines dont les ventes totales se situent entre 250 000 \$ et 499 999 \$; elle est représentative de la ferme porcine typique de la région Chaudière-Appalaches. L'exploitation possède actuellement 150 truies et produit annuellement près de 2 900 porcs. Elle s'est agrandie constamment au cours des dernières années.

Tableau A.5 et graphique A.4 : Exploitation repère de céréales et d'oléagineux du Sud de l'Ontario

L'exploitation de céréales et d'oléagineux est typique des fermes de maïs (130 acres), de soja (235 acres) et de blé d'hiver (70 acres) du Sud de l'Ontario dont les recettes totales se situent entre 100 000 \$ et 249 999 \$. L'exploitation produit également une petite quantité de haricots blancs et de haricots colorés. Les cultures de céréales et d'oléagineux représentent environ les trois quarts des recettes totales. Des revenus divers comme le travail à forfait et la location sont également importants, représentant environ de 15 à 20 p. 100 des recettes totales.

Tableau A.6 et graphique A.5 : Exploitation repère de céréales et d'oléagineux de la zone de sols bruns de la Saskatchewan

L'exploitation de céréales et d'oléagineux de 1 700 acres sur des sols bruns de la Saskatchewan représente une production courante de blé de printemps et de blé dur dont les recettes totales se situent entre 100 000 \$ et 249 999 \$. La superficie totale sous blé est de 750 acres. L'orge occupe une superficie de 50 acres et les lentilles, 80 acres. Cinq cent quatre-vingt-cinq acres en jachère sont aussi englobées dans la rotation des cultures. Les céréales et les oléagineux engendrent près des trois quarts des recettes totales. Le reste des revenus provient de l'élevage de bovins, des paiements de programmes et de sources diverses, en proportion égale.

Tableau A.7 et graphique A.6 : Exploitation laitière repère du Sud-Ouest de la Colombie-Britannique

Les exploitations laitières, concentrées dans le Lower Mainland ou la région du Sud-Ouest, servant de base à ce repère, entrent dans la catégorie dont les recettes totales se situent entre 250 000 \$ et 499 999 \$, selon les données des déclarants. Hautement spécialisée, cette exploitation tire plus de 90 p. 100 de son revenu total des ventes de produits laitiers et des

subventions. Cette exploitation possède 125 têtes, dont 70 sont des vaches laitières et le reste des génisses et des veaux de races laitières.

Tableau A.8 : Paiements directs bruts des programmes et primes des producteurs

Les paiements des programmes englobent les paiements bruts/indemnités versés directement aux producteurs dans le cadre de programmes législatifs comme le CSRN, de même que les programmes provinciaux de stabilisation du revenu et d'autres programmes spéciaux d'aide au revenu comme l'aide spéciale accordée aux victimes de la sécheresse. Les paiements versés en vertu du CSRN représentent les retraits du Fonds 2 (Fonds gouvernemental).

Les indemnités d'assurance-récolte comprennent uniquement celles des programmes publics; les indemnités de l'assurance-grêle privée sont exclues. Ces dernières sont comprises dans la catégorie « autres paiements ».

Par les primes qu'ils paient, les producteurs contribuent aussi aux programmes gouvernementaux tels que l'assurance-récolte et certains programmes provinciaux de stabilisation du revenu.

Tableau A.9 : Recettes, dépenses et revenus agricoles, Canada et provinces

Voir le Tableau A.1 pour la méthodologie.

Tableau A.10 et Tableau A.11 : Recettes agricoles moyennes, dépenses d'exploitation et revenu net comptant par ferme (A.10) et par type de ferme (A.11)

Les estimations du revenu agricole du Programme des données fiscales (PDF) sont calculées à partir d'un échantillon de déclarants dont le revenu agricole brut était positif ou dont le revenu agricole net était différent de zéro, selon la déclaration d'impôt sur le revenu (Revenu Canada, T1, général), ainsi que d'un échantillon de sociétés agricoles déclarant des ventes totales (recettes brutes plus les recettes de coentreprises) de 25 000 \$ et plus, dont 51 p. 100 et plus provenaient d'activités agricoles

(T2–Corporations). Aux fins des tableaux statistiques, on a exclu les fermes non constituées en société dont les recettes agricoles étaient inférieures à 10 000 \$.

Les estimations de revenu du PDF diffèrent des données officielles sur les recettes et les dépenses publiées dans les *Statistiques économiques agricoles* de Statistique Canada (n° 21-603 au catalogue). On trouvera l'explication de certaines de ces différences dans les *Statistiques financières agricoles* de Statistique Canada (n° 21-205 au catalogue).

Par recettes agricoles, on entend les recettes tirées de la vente des produits agricoles ainsi que les paiements et les subventions agricoles du gouvernement. Les recettes provenant de la vente des produits de la forêt et les autres revenus agricoles sont également inclus.

Par dépenses d'exploitation, on entend les dépenses d'entreprises avant amortissement, et engagées par les exploitants agricoles pour l'achat de biens et de services utilisés dans la production de denrées agricoles.

Tant dans les recettes agricoles que dans les dépenses d'exploitation, les ventes et les achats entre fermes sont pris en compte.

La classification du type de ferme se fonde sur le pourcentage des ventes du produit principal (ou du groupe de produits). Par exemple, on considère les fermes dont 51 p. 100 ou plus des ventes de produits agricoles sont liées aux produits laitiers comme des fermes laitières.

Pour une description détaillée de la méthodologie utilisée, prière de se reporter à *Statistiques financières* de Statistique Canada (n° 21-205 au catalogue).

Tableau A.12 : Revenu familial moyen selon la source et la tranche de revenu, fermes non constituées en société

Le revenu familial total est déterminé à partir des déclarations d'impôt sur le revenu de chacun des membres de la famille. L'identification des familles agricoles résulte de l'appariement des enregistrements de deux fichiers : le fichier du Programme des données fiscales contenant l'échantillon des individus exploitant une ferme non constituée en société; le fichier des familles T1 de Statistique Canada renfermant les unités familiales constituées par la Division des données régionales et administratives de Statistique Canada.

Les particuliers et les familles qui suivent sont exclus :

- 1) particulier n'appartenant pas à une famille de type conventionnel ou à une famille monoparentale;
- 2) familles dont les membres tirent la totalité de leurs revenus de sources non agricoles;
- 3) familles dont les membres exploitent plus d'une ferme;
- 4) familles qui exploitent une ferme déclarant des recettes d'exploitation brutes inférieures à 10 000 \$.

Pour établir les estimations du revenu non agricole, on additionne les postes de revenus non agricoles des membres de la famille et on applique la pondération appropriée à chaque enregistrement correspondant à une famille.

Pour une description plus complète de cette méthodologie, consulter *Statistiques financières agricoles*, Statistique Canada, n° 21-205 au catalogue.

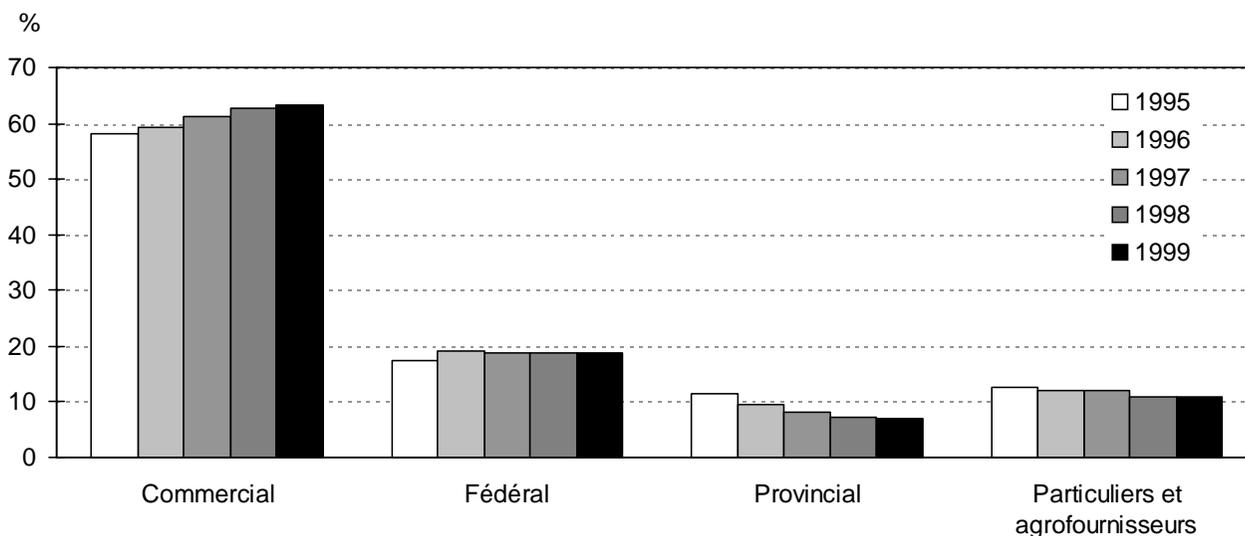
SECTION B

Situation financière des exploitations agricoles

Tableau B.1 : Dette agricole, Canada et provinces, 1981-1999

	T.-N.	Î.-P.-É.	N.-É.	N.-B.	Qc	Ont.	Man.	Sask.	Alb.	C.-B.	Canada
- millions de \$ -											
1981	16	117	181	181	2 483	4 773	1 570	3 479	4 105	1 375	18 279
1991	37	188	276	226	3 525	4 813	1 989	4 921	6 401	1 155	23 533
1992	37	207	270	231	3 714	4 798	2 058	4 740	6 227	1 101	23 384
1993	35	235	264	231	3 631	4 975	2 020	4 482	6 360	1 177	23 409
1994	39	285	307	231	4 114	5 160	2 217	4 411	6 399	1 298	24 460
1995	40	310	308	271	4 393	5 442	2 422	4 509	6 613	1 368	25 676
1996	42	331	322	298	4 769	5 964	2 569	4 773	6 705	1 456	27 230
1997	40	372	358	327	5 355	6 868	2 814	5 171	7 398	1 608	30 312
1998	43	408	395	348	5 937	7 582	3 124	5 461	7 980	1 775	33 054
1999	48	432	415	374	6 677	8 199	3 565	5 678	8 433	1 985	35 807

Source : Statistique Canada, n° 21-603 au catalogue, Statistiques économiques agricoles.

Graphique B.1 : Pourcentage de la dette agricole par type de prêteurs, Canada, au 31 décembre, 1995-1999

Source : Statistique Canada, n° 21-603 au catalogue, Statistiques économiques agricoles.

Points d'importance

- La dette agricole totale était relativement stable au début des années 90, et a augmenté de 46 p. 100 depuis 1994.
- Les prêteurs commerciaux détenaient 63 p. 100 de la dette agricole en 1999.
- En 1995, les parts fédérale et provinciale de la dette agricole s'élevaient à 18 p. 100 et à 11 p. 100, respectivement. En 1999, la part fédérale était de 19 p. 100, tandis que la part provinciale a chuté à 7 p. 100. La part fédérale de la dette inclut les programmes des paiements anticipés qui facilitent les prêts provenant des prêteurs commerciaux.
- En 1999, la dette agricole détenue par les prêteurs privés représentait environ 11 p. 100 de la dette agricole totale.

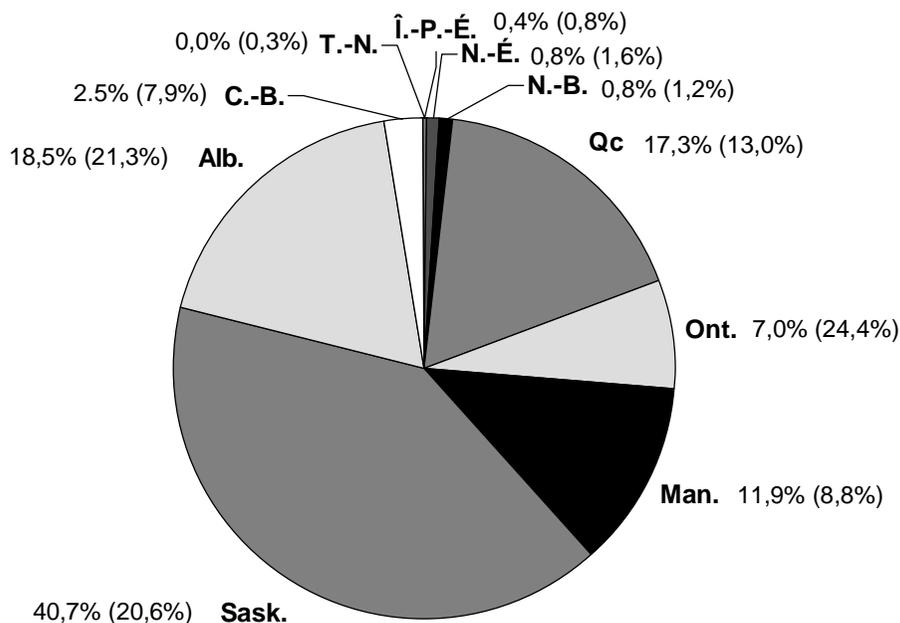
Tableau B.2 : Nombre de faillites agricoles par province, 1986-2000

	T.-N.	Î.-P.-É.	N.-É.	N.-B.	Qc	Ont.	Man.	Sask.	Alb.	C.-B.	T.N.-O./Yn	Canada
1986	1	4	7	2	103	102	50	45	93	33	0	440
1987	0	2	5	2	67	52	47	85	71	23	0	354
1988	1	0	4	4	54	35	27	115	54	31	0	325
1989	0	2	0	3	61	18	26	152	58	14	0	334
1990	2	5	4	7	73	32	15	189	62	18	0	407
1991	0	3	3	7	82	15	21	224	71	15	0	441
1992	0	2	5	3	63	21	15	191	73	10	0	383
1993	1	7	4	2	49	22	13	166	80	5	0	349
1994	0	3	2	3	67	15	7	132	68	11	0	308
1995	1	0	8	5	33	23	10	94	87	12	0	273
1996	0	0	5	4	54	17	24	95	75	1	0	275
1997	0	4	6	4	54	15	19	76	61	4	0	243
1998	0	1	4	1	47	12	27	92	55	5	0	244
1999	0	1	2	2	42	17	29	99	45	6	0	243
1999*	0	1	0	2	39	15	27	93	39	6	0	222
2000*	0	1	4	1	36	20	18	68	36	14	0	198

Source : Bureau du surintendant des faillites.

* 1^{er} janvier au 30 novembre.

Graphique B.2 : Répartition des faillites agricoles par province, 1999



Sources : Bureau du surintendant des faillites et Statistique Canada, Recensement de l'agriculture, 1996.

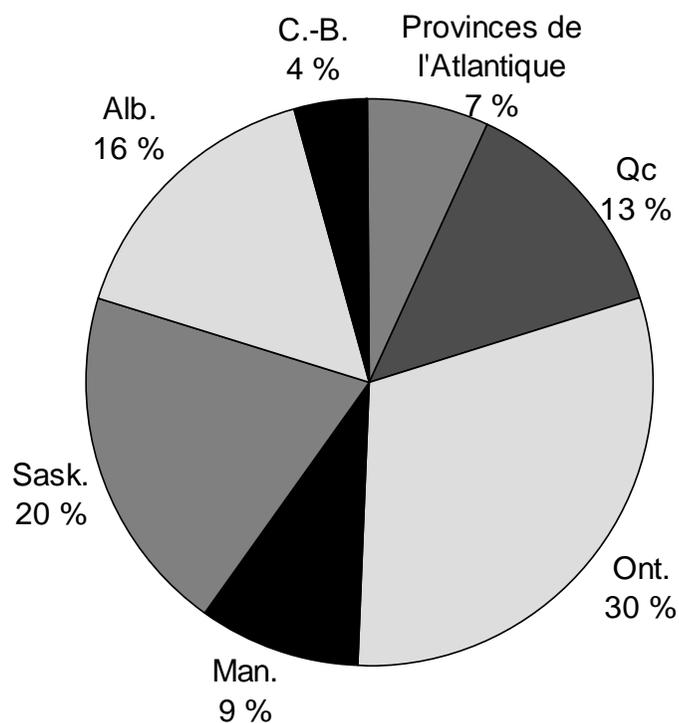
Note : La répartition en pourcentage du nombre total d'exploitations agricoles par province, pour 1996, est indiquée entre parenthèses. Elle se rapporte au Recensement de l'agriculture, 1996.

**Tableau B.3 : Portefeuille de prêts de la Société du crédit agricole (SCA),
1994-1995 à 1999-2000**

	1994-1995	1995-1996	1996-1997	1997-1998	1998-1999	1999-2000
Nombre total de prêts	56 760	60 250	65 318	69 846	72 311	73 686
Montant total des prêts (en millions de \$)	3 536	4 066	4 687	5 319	5 843	6 304
Nombre de prêts approuvés	6 428	10 193	12 910	15 488	14 880	14 201
Montant des prêts approuvés (en millions de \$)	632	1 033	1 403	1 525	1 617	1 611
Montant moyen des prêts approuvés (\$)	98 308	101 315	108 668	98 473	108 700	113 500

Source : Rapports annuels de la SCA de 1997-1998 et 1999-2000.

**Graphique B.3 : Répartition provinciale du montant du portefeuille de prêts de la
SCA, au 31 mars 2000**



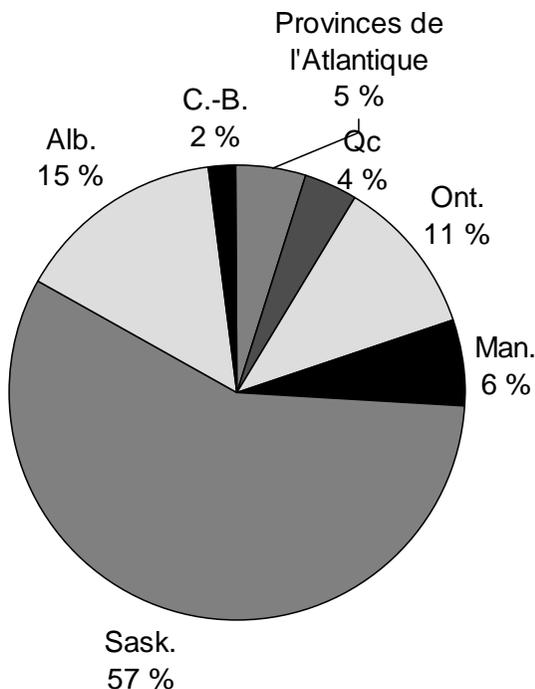
Source : Rapports annuels de la SCA.

Tableau B.4 : Nouveaux prêts enregistrés selon la Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles et à la commercialisation selon la formule coopérative (LPAACFC), 1992-1993 à 1999-2000

	1992-1993	1993-1994	1994-1995	1995-1996	1996-1997	1997-1998	1998-1999	1999-2000
Nombre de nouveaux prêts enregistrés	9 297	15 902	19 702	14 086	16 250	15 946	8 641	7 630
Montant des nouveaux prêts enregistrés (en milliers de \$)	196 503	423 267	551 500	371 903	488 759	516 885	259 174	216 072
Montant moyen des nouveaux prêts enregistrés (\$)	21 136	26 617	27 992	26 402	30 077	32 415	29 994	28 319

Source : Agriculture et Agroalimentaire Canada, Budget principal des dépenses de 1992-1993 à 1993-1994, et Rapport sur le rendement d'Agriculture et Agroalimentaire Canada 1998-1999 pour 1994-1995 à 1998-1999, et l'Administration de la LPAACFC, Division des programmes nationaux de commercialisation, Agriculture et Agroalimentaire Canada pour 1999-2000.

Graphique B.4 : Répartition provinciale du montant des nouveaux prêts enregistrés selon la LPAACFC, 1999-2000



Source : Administration de la LPAACFC, Division des programmes nationaux de commercialisation, Agriculture et Agroalimentaire Canada pour 1999-2000.

Tableau B.5 : Actif, passif, avoir net et nouveaux investissements, moyenne par ferme et par type de ferme, Canada et provinces, 1995, 1997 et 1999

	Produits laitiers	Bovins	Porcs	Volaille	Fruits et légumes	Pommes de terre	Céréales	Toutes les fermes
CANADA								
Actif agricole								
- 1995	1 017 771	586 408	807 761	1 298 603	709 620	1 356 023	682 711	733 986
- 1997	1 189 875	626 984	1 009 967	1 345 467	692 811	1 539 601	736 144	777 249
- 1999	1 601 036	684 805	1 336 517	1 770 155	749 045	1 686 234	803 062	896 014
Passif agricole								
- 1995	188 862	74 264	189 633	271 677	111 269	285 757	95 834	113 465
- 1997	227 275	93 908	260 508	269 778	130 171	368 443	106 227	130 822
- 1999	315 609	100 323	412 042	357 683	152 280	441 122	134 968	163 112
Avoir net								
- 1995	828 909	512 144	618 128	1 026 927	598 351	1 070 266	586 877	620 519
- 1997	962 599	533 076	749 459	1 075 689	562 639	1 171 158	629 918	646 426
- 1999	1 285 427	584 482	924 476	1 412 472	596 765	1 245 113	668 093	732 901
Nouveaux investissements (nets)								
- 1995	44 315	19 122	48 274			101 196	30 844	30 237
- 1997	51 782	23 754	87 635	43 384	28 888	82 689	36 000	36 195
- 1999	67 480	18 527	68 735	79 523	35 431	83 714	26 067	32 468

Points d'importance

- L'avoir net a augmenté pour tous les types de ferme entre 1997 et 1999.
- Les fermes de pommes de terre et de volailles affichaient un niveau moyen de nouveaux investissements supérieur à celui des autres types d'exploitation agricole.
- Le niveau moyen de nouveaux investissements nets a diminué au Canada en 1999.

	Produits laitiers	Bovins	Porcs	Volaille	Fruits et légumes	Pommes de terre	Céréales	Toutes les fermes
PROVINCES DE L'ATLANTIQUE								
Actif agricole								
- 1995	1 086 968	407 383	620 513	1 217 365	448 766	1 341 959	..	765 298
- 1997	1 241 965	387 199	763 524	1 074 831	416 465	1 482 725	600 156	759 929
- 1999	1 762 587	427 523	729 407	1 419 321	490 501	1 783 279	544 329	937 927
Passif agricole								
- 1995	165 156	35 411	154 085	237 250	54 848	268 211	..	124 008
- 1997	204 383	42 445	197 830	203 193	72 054	355 177	70 703	139 897
- 1999	316 510	49 860	263 039	287 462	94 222	504 626	60 364	193 865
Avoir net								
- 1995	921 811	371 972	466 429	980 115	393 919	1 073 748	..	641 290
- 1997	1 037 582	344 754	565 694	871 638	344 410	1 127 548	..	620 032
- 1999	1 446 076	377 663	466 368	1 131 859	396 280	1 278 653	483 965	744 062
Nouveaux investissements (nets)								
- 1995	43 839	..	..	65 543	23 096	96 237	..	36 207
- 1997	52 392	12 416	56 138	39 789	15 169	76 948	26 162	33 373
- 1999	64 844	6 038	29 657	50 301	23 471	99 854	-660	37 146

Points d'importance

- L'avoir net a augmenté entre 1997 et 1999 après avoir subi une baisse entre 1995 et 1997.
- Les fermes laitières affichaient l'avoir net le plus élevé en 1999, suivies des exploitations de pommes de terre.
- En 1999, les fermes de pommes de terre affichaient le niveau moyen de nouveaux investissements nets le plus élevé.

Source : Statistique Canada et Agriculture et Agroalimentaire Canada, Enquête financière sur les fermes.

Tableau B.5 : Actif, passif, avoir net et nouveaux investissements, moyenne par ferme et par type de ferme, Canada et provinces, 1995, 1997 et 1999 (suite)

	Produits laitiers	Bovins	Porcs	Volaille	Fruits et légumes	Pommes de terre	Céréales	Toutes les fermes
QUÉBEC								
Actif agricole								
- 1995	827 697	367 990	792 506	1 419 331	453 125	947 048	731 349	687 272
- 1997	897 465	361 195	901 388	1 248 480	480 975	905 305	838 562	693 564
- 1999	1 346 622	396 388	1 096 958	1 924 025	617 182	769 120	944 312	935 512
Passif agricole								
- 1995	165 636	63 982	201 257	..	96 476	..	161 722	141 742
- 1997	191 824	65 464	305 932	267 274	132 921	253 219	208 446	162 370
- 1999	297 101	69 239	460 004	388 212	172 503	212 486	207 172	220 794
Avoir net								
- 1995	662 061	304 007	591 249	1 127 050	356 649	702 866	569 627	545 530
- 1997	705 642	295 732	595 456	981 206	348 055	652 086	630 117	531 194
- 1999	1 049 521	327 149	636 955	1 535 813	444 679	556 633	737 140	714 718
Nouveaux investissements (nets)								
- 1995	37 644	13 387	..	..	..	..	43 259	32 725
- 1997	39 830	..	66 427	44 782	19 160	..	45 804	31 838
- 1999	67 115	3814	59 469	84 473	26 331	23 372	39 167	42 084

Points d'importance

- L'avoir net moyen des fermes du Québec a augmenté de près de 200 000 \$ entre 1997 et 1999, après avoir connu une légère diminution au cours de la période précédente.
- Les fermes de volailles affichaient le niveau moyen de nouveaux investissements nets le plus élevé, suivies des exploitations laitières.

	Produits laitiers	Bovins	Porcs	Volaille	Fruits et légumes	Pommes de terre	Céréales	Toutes les fermes
ONTARIO								
Actif agricole								
- 1995	1 154 295	463 729	638 786	1 207 311	801 055	..	682 873	740 280
- 1997	1 369 056	551 799	934 392	1 372 783	790 661	..	700 675	827 222
- 1999	1 698 200	610 163	1 098 846	1 981 359	808 641	1 831 126	847 555	1 001 592
Passif agricole								
- 1995	187 254	50 774	177 647	213 582	..	..	98 274	113 674
- 1997	231 494	69 238	243 859	239 326	146 954	..	95 450	134 222
- 1999	280 004	69 897	317 262	354 705	135 210	427 833	128 527	162 954
Avoir net								
- 1995	967 041	412 955	461 139	993 729	663 810	..	584 598	626 606
- 1997	1 137 562	482 561	690 532	1 133 457	643 707	..	605 225	693 000
- 1999	1 418 196	540 266	781 584	1 626 654	673 431	1 403 294	719 028	838 638
Nouveaux investissements (nets)								
- 1995	48 862	10 114	34 931	..	..	..	25 207	24 409
- 1997	51 968	17 000	88 459	39 089	38 847	..	30 334	35 044
- 1999	61 179	15 020	56 170	94 046	36 861	69 935	26 229	36 361

Points d'importance

- L'avoir net moyen des fermes ontariennes a diminué considérablement entre 1997 et 1999.
- Le niveau moyen de nouveaux investissements nets a augmenté par rapport à celui de 1995.

Source : Statistique Canada et Agriculture et Agroalimentaire Canada, Enquête financière sur les fermes.

Tableau B.5 : Actif, passif, avoir net et nouveaux investissements, moyenne par ferme et par type de ferme, Canada et provinces, 1995, 1997 et 1999 (suite)

	Produits laitiers	Bovins	Porcs	Volaille	Fruits et légumes	Pommes de terre	Céréales	Toutes les fermes
MANITOBA								
Actif agricole								
- 1995	1 024 172	402 484	1 323 889	..	..	..	675 386	687 697
- 1997	1 216 581	433 877	1 371 434	955 635	..	3 698 365	732 308	716 531
- 1999	1 409 128	509 552	1 704 906	1 297 581	267 193	2 676 078	796 662	785 363
Passif agricole								
- 1995	219 305	46 359	259 958	..	..	..	102 171	108 268
- 1997	290 635	67 663	275 149	136 349	..	938 654	119 385	123 883
- 1999	258 839	89 458	473 653	261 482	38 598	798 846	151 282	158 786
Avoir net								
- 1995	804 868	356 125	1 063 931	..	..	..	573 215	579 428
- 1997	925 946	366 214	1 096 285	819 285	..	..	612 923	592 648
- 1999	1 150 290	420 094	1 231 253	1 036 099	228 595	1 877 231	645 381	626 578
Nouveaux investissements (nets)								
- 1995	..	12 600	82 793	..	..	..	30 114	32 470
- 1997	63 307	13 895	121 716	..	..	271 101	40 010	38 864
- 1999	72 988	14 474	70 075	41 602	6 188	125 797	27 865	29 429

Points d'importance

- L'avoir moyen net des fermes manitobaines a augmenté de près de 34 000 \$ entre 1997 et 1999.
- Les fermes de pommes de terre affichaient le niveau moyen de nouveaux investissements nets le plus élevé. Cependant ces exploitations ont connu une baisse appréciable depuis 1997.

	Produits laitiers	Bovins	Porcs	Volaille	Fruits et légumes	Pommes de terre	Céréales	Toutes les fermes
SASKATCHEWAN								
Actif agricole								
- 1995	..	581 369	..	..	..	..	622 068	628 592
- 1997	1 181 460	542 031	1 186 623	..	..	..	672 948	657 868
- 1999	1 464 359	578 918	2 168 436	1 236 658	208 000	..	665 437	665 841
Passif agricole								
- 1995	..	79 745	..	..	..	..	84 660	87 272
- 1997	191 130	81 821	246 050	..	..	..	91 654	92 728
- 1999	313 757	91 750	603 891	299 369	27 000	..	112 998	113 978
Avoir net								
- 1995	..	501 625	..	..	..	..	537 408	541 320
- 1997	990 330	460 211	940 573	..	..	..	581 294	565 140
- 1999	1 150 602	487 168	1 564 545	937 289	181 000	..	552 439	551 863
Nouveaux investissements (nets)								
- 1995	..	21 030	..	..	..	..	30 185	29 187
- 1997	..	19 871	150 590	..	..	..	34 984	33 502
- 1999	71843	22 716	228 671	171	36 000	..	20 299	22 573

Points d'importance

- L'avoir moyen net de la ferme typique de céréales de la Saskatchewan a diminué en 1999 après avoir connu une hausse substantielle en 1997.
- Ce sont les fermes porcines et les fermes laitières qui affichaient l'avoir moyen net le plus élevé en 1999.
- Le niveau moyen de nouveaux investissements nets des fermes de la Saskatchewan a diminué en 1999.

Source : Statistique Canada et Agriculture et Agroalimentaire Canada, Enquête financière sur les fermes.

Tableau B.5 : Actif, passif, avoir net et nouveaux investissements, moyenne par ferme et par type de ferme, Canada et provinces, 1995, 1997 et 1999 (suite)

	Produits laitiers	Bovins	Porcs	Volaille	Fruits et légumes	Pommes de terre	Céréales	Toutes les fermes
ALBERTA								
Actif agricole								
- 1995	1 285 044	747 023	941 856	..	..	..	817 621	819 259
- 1997	2 259 251	809 241	1 119 426	..	..	2 567 016	880 799	880 037
- 1999	3 159 919	874 686	2 082 185	1 369 954	4 861 214	2 191 784	1 040 769	1 007 202
Passif agricole								
- 1995	..	100 347	183 469	..	..	..	107 152	113 198
- 1997	405 357	131 492	222 446	..	..	600 715	120 861	137 095
- 1999	602 646	133 982	490 189	323 641	1 597 302	406 531	162 815	165 332
Avoir net								
- 1995	1 017 081	646 676	758 387	..	..	..	710 469	706 061
- 1997	1 853 893	677 748	896 980	..	..	1 966 301	759 938	742 942
- 1999	2 557 273	740 704	1 591 997	1 046 313	3 263 911	1 785 252	877 954	841 869
Nouveaux investissements (nets)								
- 1995	..	27 518	..	..	..	..	34 947	34 107
- 1997	..	36 228	83 719	..	..	148 347	38 926	40 844
- 1999	86 550	22 624	77 130	65 373	671 586	129 515	34 838	32 379

Points d'importance

- L'avoir moyen net des fermes de l'Alberta a augmenté régulièrement entre 1995 et 1999.
- L'avoir net des fermes laitières et des fermes porcines a augmenté de façon sensible entre 1997 et 1999.
- Les fermes de pommes de terre ont affiché le niveau moyen de nouveaux investissements nets le plus élevé.

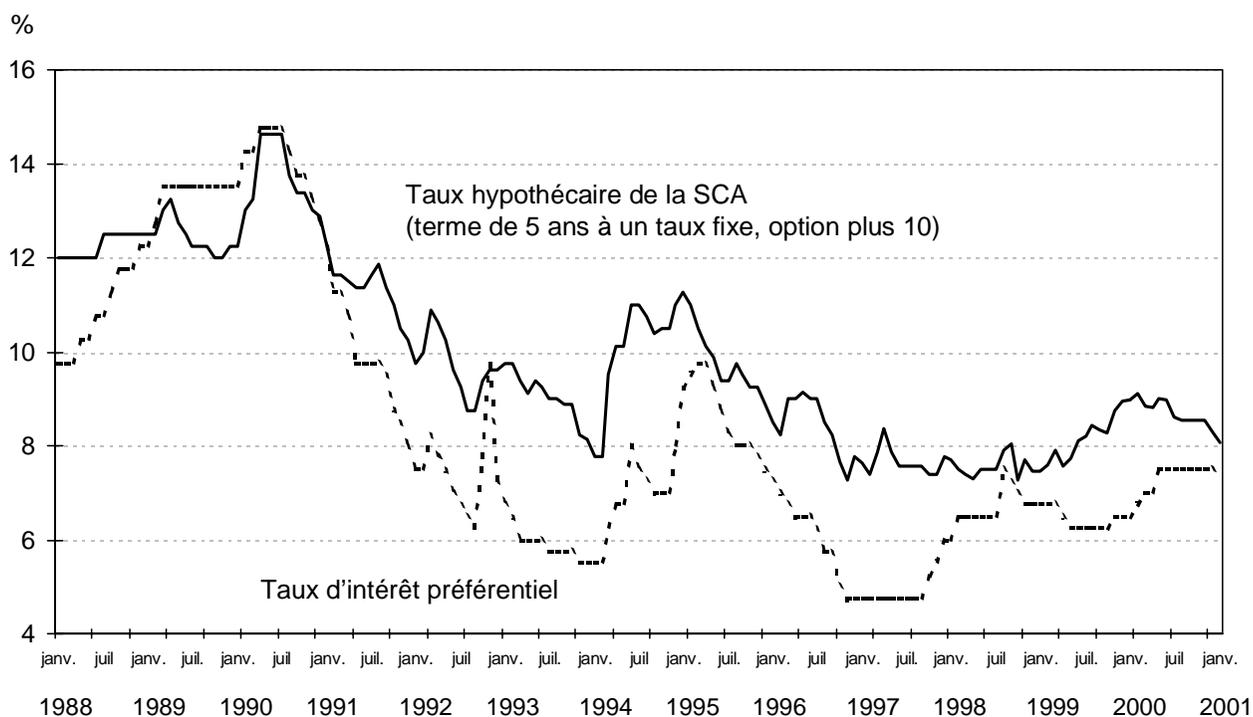
	Produits laitiers	Bovins	Porcs	Volaille	Fruits et légumes	Pommes de terre	Céréales	Toutes les fermes
COLOMBIE-BRITANNIQUE								
Actif agricole								
- 1995	2 065 032	870 049	..	1 642 107	883 449	..	..	1 088 317
- 1997	2 250 119	842 449	958 822	1 712 549	925 693	1 491 359	907 460	1 101 487
- 1999	2 885 975	914 297	1 559 104	1 913 380	834 699	2 320 231	1 003 750	1 139 360
Passif agricole								
- 1995	401 501	82 467	..	..	108 644	..	..	171 363
- 1997	492 504	76 037	236 484	407 152	145 534	..	136 342	199 738
- 1999	727 810	90 972	540 938	427 833	155 433	301 790	173 421	222 205
Avoir net								
- 1995	1 663 531	787 583	..	1 109 948	774 805	..	..	916 954
- 1997	1 757 616	766 411	722 339	1 305 398	780 160	1 325 567	771 118	901 749
- 1999	2 158 164	823 325	1 018 166	1 485 547	679 266	2 018 441	830 329	917 154
Nouveaux investissements (nets)								
- 1995	..	27 550	..	..	..	..	..	32 826
- 1997	83 673	22 398	65 742	57 887	33 444	..	22 793	44 773
- 1999	113 868	25 833	64 154	87 782	28 886	89 005	29 481	39 145

Points d'importance

- En 1999, l'avoir moyen net des fermes de la Colombie-Britannique a été supérieur à celui de toutes les autres provinces.
- Le niveau moyen de nouveaux investissements nets a diminué entre 1997 et 1999.

Source : Statistique Canada et Agriculture et Agroalimentaire Canada, Enquête financière sur les fermes.

Graphique B.5 : Taux hypothécaire de la SCA et taux d'intérêt préférentiel, 1988-2001



Sources : Société du crédit agricole (SCA) et Revue de la Banque du Canada.

Tableau B.6 : Comparaison entre le Manitoba et Minnesota/Dakota du Nord du prix moyen des engrais et des carburants sélectionnés, 2000

	Manitoba		Minnesota/Dakota du Nord	
	mai 2000	oct. 2000	mai 2000	oct. 2000
Azote (\$CAN/tonne)				
Anhydre d'ammoniaque (82-0-0)	382,35	402,40	335,17	445,13
Urée (46-0-0)	277,70	285,80	286,99	319,36
Phosphate (\$CAN/tonne)				
Phosphate mono-ammoniacal (11-52-0)	361,01	349,33	368,68	362,77
Potasse (\$CAN/tonne)				
Potasse (0-0-60)	188,71	180,75	218,66	227,02
Carburant (\$CAN/litre)				
Diesel	44,48	51,57	41,87	51,01
Essence (ordinaire sans plomb)	51,38	56,13	40,22	n.d.

Source : La Corporation Thomsen.

Tableau B.7 : Comparaison entre l'Ontario et Michigan/Ohio/Indiana du prix moyen des engrais et des carburants sélectionnés, 2000

	Ontario		Michigan/Ohio/Indiana	
	1er juin 2000	21 sept. 2000	1er juin 2000	21 sept. 2000
Azote (\$CAN/tonne)				
Anhydre d'ammoniaque (82-0-0)	417,77	453,01	418,92	463,81
Urée (46-0-0)	296,88	313,48	331,90	350,96
Solution d'azote 28	197,75	200,77	205,60	218,64
Nitrate d'ammonium	285,87	294,93	332,63	341,65
Phosphate (\$CAN/tonne)				
Phosphate mono-ammoniacal (11-52-0)	390,70	392,12	408,16	391,92
Phosphate dibasique d'ammonium (18-46-0)	391,73	392,93	385,25	366,97
Superphosphate triple (0-46-0)	366,41	367,17	348,86	343,69
Potasse (\$CAN/tonne)				
Potasse (0-0-60)	257,26	256,39	257,22	252,72
Carburant (\$CAN/litre)				
Diesel	49	56	48	53
Essence (ordinaire sans plomb)	70	72	62	65

Source : Collège Ridgetown, Université de Guelph.

Tableau B.8 : Salaires horaires versés à la main-d'oeuvre agricole active, Canada et provinces, 1997

	Travail général	Opération d'équipement	Entretien du bétail	Fruits et légumes	Supervision	Autres genres de travail	Moyenne/ tous genres
	(Dollars par heure)						
Atlantique	8,03	9,85	9,15	8,19	9,06	9,73	8,35
Québec	8,72	9,95	10,01	8,02	10,53	10,93	9,14
Ontario	9,28	11,85	10,84	8,24	14,03	8,16	9,62
Manitoba	8,88	9,71	9,42	7,71	13,71	9,91	9,04
Saskatchewan	9,31	9,50	10,79	7,36	12,74	8,32	9,53
Alberta	10,15	11,43	10,73	7,50	14,14	9,40	10,22
Colombie-Britannique	10,41	12,11	11,09	8,94	13,80	10,36	10,05
Canada	9,27	10,70	10,38	8,32	13,24	9,45	9,50

Source : Statistique Canada, Division de l'agriculture.

Tableau B.9 : Intrants agricoles, Canada, 1995-1999

	1995	1996	1997	1998	1999
	(000 \$)				
Dépenses liées à la machinerie	3 059 454	3 178 558	3 218 381	3 127 684	3 251 716
Aliments achetés	3 125 647	3 651 516	3 858 005	3 718 895	3 543 539
Salaires	2 614 165	2 746 443	2 924 611	3 013 382	3 177 363
Engrais et chaux	1 859 459	2 007 492	1 975 710	1 969 878	1 884 470
Intérêts	1 816 225	1 685 126	1 731 246	1 930 992	2 123 570
Loyer	996 023	1 065 251	1 096 192	1 130 727	1 149 870
Pesticides	1 095 956	1 223 164	1 305 144	1 337 932	1 368 144
Achats de bétail	933 756	908 366	837 888	995 679	1 320 687
Semences	657 215	719 762	793 817	833 109	867 965
Réparations des bâtiments et clôtures	582 276	634 193	630 211	635 557	651 518
Électricité	562 962	587 558	606 788	594 458	607 967
Impôts fonciers	481 532	504 086	520 633	518 189	521 580
Assurance-récolte et grêle	386 107	430 609	407 712	378 780	343 045
Assurance commerciale	450 842	461 808	485 611	494 825	506 714
Insémination et vétérinaire	435 357	434 374	470 302	479 257	518 846
Autres*	2 167 096	2 478 309	2 286 886	2 345 407	2 496 106
Amortissement	3 319 543	3 552 604	3 669 341	3 800 429	3 902 049
Dépenses totales	24 543 615	26 269 219	26 818 478	27 305 180	28 235 149

Source : Statistique Canada, Division de l'agriculture.

Note : Les montants des dépenses tiennent compte des remises du gouvernement.

*Inclus : Primes de stabilisation, combustibles pour le chauffage, fils et contenants, téléphone, chaux et irrigation, travail à forfait et autres dépenses.

Tableau B.10 : Valeur des acquisitions d'équipement neuf et usagé, moyenne pour toutes les fermes, selon la catégorie de revenu, 1999

	Revenu agricole					Toutes les fermes
	10 000 \$ à 24 999 \$	25 000 \$ à 49 999 \$	50 000 \$ à 99 999 \$	100 000 \$ à 249 999 \$	250 000 \$ et plus	
OUEST DU CANADA						
Nombre de fermes	14 665	19 615	24 135	29 375	14 955	102 745
Tracteurs neufs	132 \$	384 \$	1 192 \$	1 637 \$	8 199 \$	2 034 \$
Tracteurs usagés	359 \$	1 173 \$	2 531 \$	4 424 \$	6 067 \$	3 018 \$
Matériel neuf de préparation du sol	4 \$	56 \$	253 \$	1 813 \$	6 251 \$	1 499 \$
Matériel usagé de préparation du sol	93 \$	204 \$	732 \$	1 044 \$	1 993 \$	813 \$
Faucheuses à foin neuves	-	198 \$	179 \$	266 \$	1 145 \$	324 \$
Faucheuses à foin usagées	105 \$	157 \$	171 \$	116 \$	360 \$	171 \$
Équipement de récolte neuf	-	115 \$	160 \$	950 \$	9 613 \$	1 731 \$
Équipement de récolte usagé	314 \$	381 \$	1 806 \$	4 982 \$	8 932 \$	3 266 \$
Presses neuves	-	328 \$	669 \$	425 \$	968 \$	486 \$
Presses usagées	34 \$	133 \$	230 \$	369 \$	171 \$	215 \$
Autre machinerie neuve	119 \$	434 \$	593 \$	748 \$	6 845 \$	1 449 \$
Autre machinerie usagée	114 \$	391 \$	765 \$	903 \$	2 889 \$	949 \$
Total de la machinerie neuve	301 \$	1 515 \$	3 046 \$	5 839 \$	33 022 \$	7 523 \$
Total de la machinerie usagée	1 020 \$	2 440 \$	6 234 \$	11 838 \$	20 412 \$	8 431 \$
EST DU CANADA						
Nombre de fermes	11 225	11 355	10 940	18 650	16 180	68 345
Tracteurs neufs	898 \$	670 \$	2 587 \$	4 271 \$	11 647 \$	4 595 \$
Tracteurs usagés	726 \$	1 423 \$	1 023 \$	2 852 \$	3 517 \$	2 130 \$
Matériel neuf de préparation du sol	33 \$	133 \$	144 \$	1 204 \$	2 045 \$	863 \$
Matériel usagé de préparation du sol	95 \$	241 \$	242 \$	735 \$	869 \$	500 \$
Faucheuses à foin neuves	0 \$	123 \$	89 \$	581 \$	995 \$	429 \$
Faucheuses à foin usagées	54 \$	114 \$	104 \$	129 \$	241 \$	137 \$
Équipement de récolte neuf	10 \$	61 \$	157 \$	867 \$	3 651 \$	1 138 \$
Équipement de récolte usagé	25 \$	304 \$	331 \$	460 \$	3 040 \$	953 \$
Presses neuves	-	319 \$	224 \$	522 \$	404 \$	330 \$
Presses usagées	104 \$	108 \$	58 \$	213 \$	175 \$	144 \$
Autre machinerie neuve	422 \$	464 \$	1 393 \$	2 727 \$	7 520 \$	2 894 \$
Autre machinerie usagée	146 \$	326 \$	546 \$	856 \$	1 697 \$	801 \$
Total de la machinerie neuve	1 388 \$	1 769 \$	4 594 \$	10 172 \$	26 262 \$	10 250 \$
Total de la machinerie usagée	1 150 \$	2 516 \$	2 303 \$	5 246 \$	9 539 \$	4 665 \$

Source : Statistique Canada et Agriculture et Agroalimentaire Canada, Enquête financière sur les fermes, 2000.

Méthodologie sur la situation financière des exploitations agricoles

Tableau B.1 : Dette agricole et Graphique B.1 : Pourcentage de la dette agricole par type de prêteur

Les renseignements concernant la dette agricole et les sources de crédit proviennent de données publiées par la Division de l'agriculture de Statistique Canada, n° 21-603 au catalogue, *Statistiques économiques agricoles*.

Tableau B.2 : Nombre de faillites agricoles et Graphique B.2 : Répartition des faillites agricoles

Les faillites ne représentent qu'une seule forme d'échec financier, et les statistiques sur les faillites ne rendent compte que d'une petite partie du nombre total d'agriculteurs qui abandonnent l'agriculture en raison de difficultés financières. Les données sur les faillites sont compilées et diffusées chaque mois par le Bureau du Surintendant des faillites.

Tableau B.3 : Portefeuille de prêts de la Société du crédit agricole (SCA) et Graphique B.3 : Répartition du montant du portefeuille de prêt de la SCA

Les renseignements sur le portefeuille de prêts et les prêts approuvés par la Société du crédit agricole (SCA) proviennent des rapports annuels de la SCA de 1997-1998, 1998-1999 et 1999-2000.

Tableau B.4 : Nouveaux prêts enregistrés selon la LPAACFC et Graphique B.4 : Répartition du montant des nouveaux prêts enregistrés selon la LPAACFC

Les données sur les nouveaux prêts enregistrés en vertu de la Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles et à la commercialisation selon la formule coopérative (LPAACFC) proviennent du « Budget des dépenses de 1996-1997 » pour 1992-1993 et 1993-1994, du Rapport de 1998-1999 sur le

rendement ministériel d'Agriculture et Agroalimentaire Canada pour 1994-1995 à 1998-1999, et de l'Administration de la LPAACFC pour 1999-2000. Les données relatives à la répartition des nouveaux prêts enregistrés par province ont été fournies par l'Administration de la LPAACFC.

Tableau B.5 : Actif, passif, avoir net et nouveaux investissements nets, par type de ferme

Les renseignements sur la valeur moyenne de l'actif agricole, de la dette, des nouveaux investissements nets de même que sur l'avoir net par type de ferme proviennent de l'Enquête financière sur les fermes de 1996, 1998 et 2000. L'Enquête financière sur les fermes est réalisée environ tous les deux ans par Statistique Canada pour Agriculture et Agroalimentaire Canada. On y trouve des données recueillies auprès d'un échantillon de fermes dont les revenus agricoles bruts sont de plus de 10 000 \$.

Les nouveaux investissements nets sont les achats de biens en immobilisation desquels on soustrait les ventes de biens en immobilisation. Le revenu net d'exploitation est le revenu agricole brut moins les dépenses.

Graphique B.5 : Taux hypothécaire de la SCA et taux d'intérêt préférentiel

Le taux d'intérêt préférentiel du Canada est publié dans la *Revue de la Banque du Canada* (dont l'adresse électronique est www.bank-banque-canada.ca). Le taux hypothécaire de la Société du crédit agricole (SCA) est établi pour un terme de cinq ans à un taux fixe plus dix.

Tableaux B.6 et B.7 : Prix moyens des engrais et des carburants sélectionnés et Tableau B.8 : Salaires horaires versés à la main-d'oeuvre agricole active

Les données sur les prix des engrais sont fournies à propos du Manitoba et de l'Ontario avec des comparaisons avec les États américains

attendants, par des consultants privés en vertu d'un contrat passé avec Agriculture et Agroalimentaire Canada. Les données sur les prix et les salaires ont été compilées par Statistique Canada en vertu d'un contrat passé avec Agriculture et Agroalimentaire Canada. Les données sur les salaires ont été recueillies auprès des agriculteurs. L'Enquête a été abolie.

Tableau B.9 : Intrants agricoles

Les dépenses d'exploitation excluant les remises sont énumérées dans le tableau. Les remises réduisent certains coûts liés aux intrants. Les achats entre fermes sont exclus.

Pour une description plus détaillée de la méthodologie empruntée, se référer à la publication de Statistique Canada, n° 21-603 au catalogue, *Statistiques économiques agricoles*.

Tableau B.10 : Valeur des achats d'équipement neuf et usagé, moyenne pour toutes les fermes, par catégorie de revenu

L'information est fondée sur l'Enquête financière sur les fermes de 2000 menée par Statistique Canada pour Agriculture et Agroalimentaire Canada. L'enquête porte sur les données de l'année civile 1999. La valeur des achats de machinerie neuve et usagée exclut la valeur de l'équipement offert en échange. La valeur des achats tient compte de toutes les fermes, y compris celles qui n'ont pas acheté d'équipement. On peut obtenir d'autres renseignements dans cette enquête, comme les achats par type de ferme ou par province.

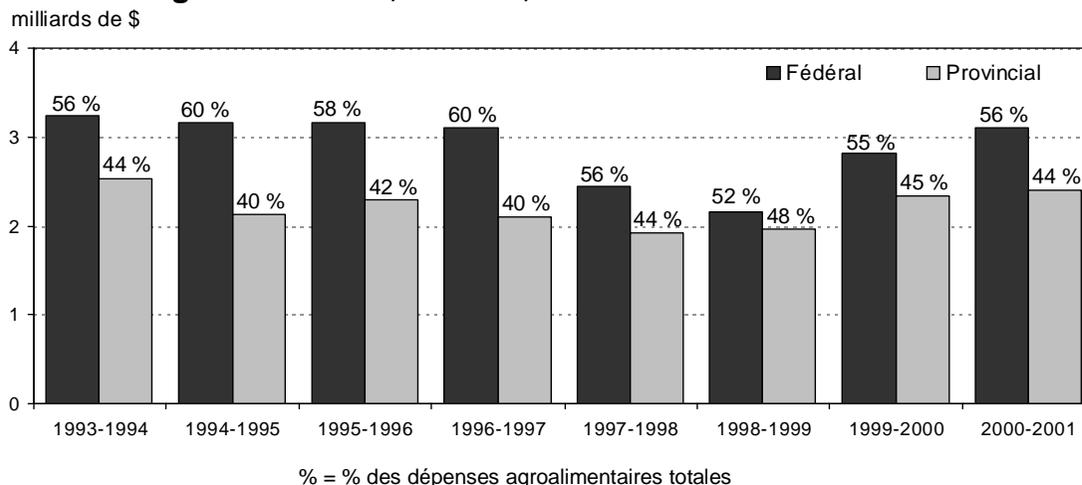
SECTION C

Dépenses publiques de soutien au secteur agroalimentaire

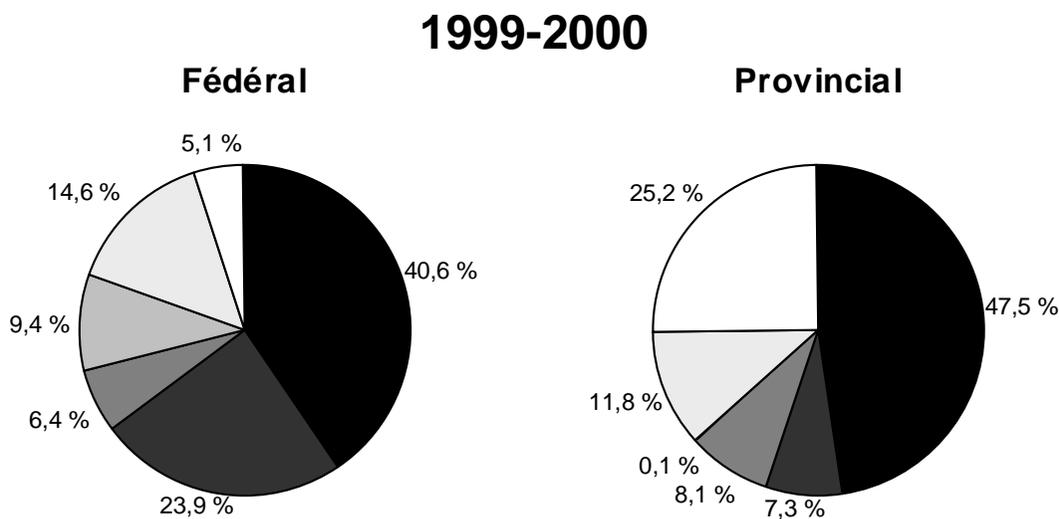
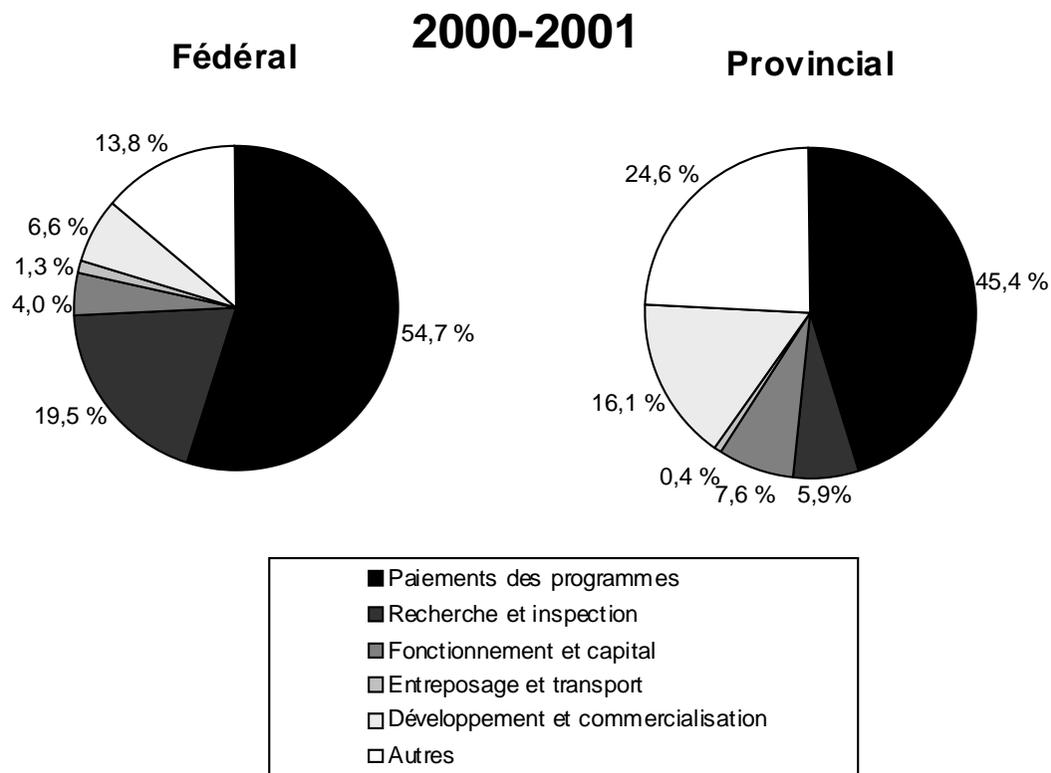
Tableau C.1 : Dépenses publiques fédérales et provinciales de soutien au secteur agroalimentaire, Canada et provinces, 1993-1994 à 2000-2001

Réparties		1993-1994	1994-1995	1995-1996	1996-1997	1997-1998	1998-1999	1999-2000	2000-2001 estimations
(000 \$)									
T.-N.	Fédéral	8 973	10 194	9 802	8 312	11 803	6 578	8 429	7 856
	Provincial	13 185	16 762	14 274	12 605	21 503	10 425	9 626	10 195
	% Féd.	40,49	37,82	40,71	39,74	35,44	38,69	46,69	43,52
Î.-P.-É.	Fédéral	47 429	31 280	38 479	32 553	33 550	24 347	27 322	32 286
	Provincial	27 617	19 394	21 427	20 677	18 329	20 816	22 507	20 841
	% Féd.	63,20	61,73	64,23	61,15	64,67	53,91	54,83	60,77
N.-É.	Fédéral	35 456	30 929	31 877	27 190	27 252	24 055	24 883	28 779
	Provincial	58 474	44 512	41 739	40 105	29 896	38 922	35 439	34 423
	% Féd.	37,75	41,00	43,30	40,40	47,69	38,20	41,25	45,53
N.-B.	Fédéral	46 641	33 708	37 022	30 898	35 144	27 458	24 639	24 529
	Provincial	26 561	24 797	24 638	21 807	22 429	21 597	25 464	24 099
	% Féd.	63,71	57,62	60,04	58,62	61,04	55,97	49,18	50,44
Qc	Fédéral	361 275	333 876	314 256	254 436	342 238	265 544	392 031	374 792
	Provincial	670 801	623 533	639 201	578 433	521 360	524 490	527 436	735 002
	% Féd.	35,00	34,87	32,96	30,55	39,63	33,61	42,64	33,77
Ont.	Fédéral	381 113	371 565	348 302	355 973	362 653	355 221	421 294	464 278
	Provincial	508 063	466 693	476 249	484 897	469 912	324 654	363 029	480 766
	% Féd.	42,86	44,33	42,24	42,33	43,56	52,25	53,71	49,13
Man.	Fédéral	387 533	375 048	424 332	343 870	217 627	232 353	351 368	323 853
	Provincial	184 187	181 592	131 911	131 922	137 029	141 458	222 185	156 243
	% Féd.	67,78	67,38	76,29	72,27	61,36	62,16	61,26	67,46
Sask.	Fédéral	975 856	1 054 594	958 680	1 059 513	655 504	455 095	859 405	757 439
	Provincial	416 242	221 141	385 082	343 546	296 451	451 572	446 788	299 941
	% Féd.	70,10	82,67	71,34	75,51	68,86	50,19	65,79	71,63
Alb.	Fédéral	575 635	514 551	624 133	598 317	425 323	396 336	480 116	546 985
	Provincial	582 293	471 882	499 337	395 584	346 646	357 507	618 467	561 618
	% Féd.	49,71	52,16	55,55	60,20	55,10	52,58	43,70	49,34
C.-B.	Fédéral	82 949	77 599	82 667	82 718	81 793	87 075	91 508	101 414
	Provincial	48 425	63 022	59 898	65 384	60 249	69 219	63 694	78 901
	% Féd.	63,14	55,18	57,99	55,85	57,58	55,71	58,96	56,24
Autres	Fédéral	334 478	330 111	287 712	307 033	255 607	288 243	142 319	438 533
	Provincial	249	356	386	300	-	-	-	-
	% Féd.	99,93	99,89	99,87	99,90	100	100	100	100
Canada	Fédéral	3 237 339	3 163 454	3 157 263	3 100 811	2 448 492	2 162 305	2 823 315	3 100 744
	Provincial	2 535 851	2 133 328	2 293 755	2 094 959	1 923 805	1 960 660	2 334 635	2 402 029
	% Féd.	56,08	59,72	57,92	59,68	56,00	52,45	54,74	56,35

Source : Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction générale des politiques stratégiques.

Graphique C.1 : Dépenses publiques fédérales et provinciales de soutien au secteur agroalimentaire, Canada, 1993-1994 à 2000-2001

Graphique C.2 : Dépenses publiques fédérales et provinciales par catégorie principale



Paiements des programmes. Comprend le soutien et la stabilisation du revenu, l'aide spéciale et la réduction des coûts, l'assurance-récolte et l'aide financière.

Recherche et inspection. Comprend les dépenses d'administration (p. ex., les salaires) et de capital ainsi que les subventions et les contributions.

Fonctionnement et capital. Comprend les dépenses générales en administration et en gestion, en politiques, en information et en soutien statistique.

Entreposage et transport. Comprend les paiements des programmes d'entreposage et de transport.

Programmes de commercialisation et de développement. Comprend les dépenses d'administration et de capital ainsi que les subventions et les contributions pour le développement régional, la commercialisation et l'environnement.

Autres. Comprend les paiements pour l'aide alimentaire et internationale, la vulgarisation, l'enseignement et les programmes sociaux.

Tableau C.2 : Dépenses publiques de soutien au secteur agroalimentaire, par catégorie, Canada et provinces, 1997-1998 à 2000-2001

	PROVINCIAL				FÉDÉRAL			
	1997-1998	1998-1999	1999-2000	2000-2001 estimations	1997-1998	1998-1999	1999-2000	2000-2001 estimations
(000 \$)								
CANADA								
A. Dépenses de fonctionnement	481 224	499 107	511 285	515 613	769 514	802 797	883 038	757 705
B. Dépenses de capital	28 912	36 671	28 856	108 895	50 314	47 951	67 645	59 406
C. Dépenses de programmes	1 045 343	1 195 007	1 579 365	1 539 476	1 686 959	1 347 375	1 924 280	2 323 734
c.1 Soutien et stabilisation du revenu	348 959	442 177	701 955	653 212	541 409	327 089	911 471	1 359 476
c.2 Aide spéciale et réduction de coûts	43 410	28 749	149 571	125 343	5 416	38 213	7 883	2 043
c.3 Assurance-récolte	220 068	235 537	203 723	210 861	384 073	226 880	217 865	228 002
c.4 Aide au financement	101 013	104 218	101 834	135 381	98 873	55 617	30 454	129 001
c.5 Entreposage et transport	2 167	10 436	2 190	10 455	101 548	73 823	270 525	42 295
c.6 Sociaux et main-d'oeuvre	13 054	18 148	29 602	34 246	6 310	4 144	3 408	5 422
c.7 Recherche	47 827	56 402	68 378	34 870	11 158	14 376	8 687	7 653
c.8 Inspection des aliments	6 971	11 666	22 432	25 327	8 566	10 365	5 680	4 005
c.9 Aide alimentaire	..	..	..	..	235 919	253 212	139 163	418 524
c.10 Marketing et commercialisation	22 549	26 212	30 705	22 030	204 814	257 845	237 911	46 747
c.11 Développement rural et régional	63 200	66 149	62 727	91 753	63 793	55 884	79 264	62 471
c.12 Environnement	31 339	41 737	61 507	58 493	10 352	10 308	8 499	9 557
c.13 Enseignement	127 606	136 615	128 762	124 831	1 782	3 242	1 527	515
c.14 Vulgarisation	17 180	16 961	15 979	12 676	12 946	16 378	1 942	8 024
D. Dépenses fiscales	464 080	300 849	314 157	313 306	..	..	..	..
Total partiel, dépenses brutes	2 019 558	2 031 633	2 433 664	2 477 289	2 506 787	2 198 122	2 874 963	3 140 844
Recouvrements	(95 753)	(70 973)	(99 029)	(75 261)	(58 295)	(35 817)	(51 647)	(40 100)
Total, dépenses nettes	1 923 805	1 960 660	2 334 635	2 402 029	2 448 492	2 162 305	2 823 315	3 100 744
TERRE-NEUVE								
A. Dépenses de fonctionnement	18 403	7 985	7 412	7 913	1 741	1 818	2 391	1 908
B. Dépenses de capital	713	402	520	471	124	118	400	138
C. Dépenses de programmes	3 086	2 624	2 216	2 589	10 086	4 733	5 770	5 910
c.1 Soutien et stabilisation du revenu	854	100	92	407	121	94	1 464	3 032
c.2 Aide spéciale et réduction de coûts	252	285	217	285	..	..	..	6
c.3 Assurance-récolte	147	151	209	190	149	67	118	101
c.4 Aide au financement	923	1 045	782	780	1 521	1 810	..	..
c.5 Entreposage et transport	..	..	..	..	6 220	2 028	1 636	275
c.6 Sociaux et main-d'oeuvre	..	..	..	..	339	14	..	980
c.7 Recherche	..	..	..	..	3	3	3	19
c.8 Inspection des aliments	..	..	..	..	80	49	2	9
c.9 Aide alimentaire	..	..	..	..	..	..	..	..
c.10 Marketing et commercialisation	249	320	256	268	9	20	12	36
c.11 Développement rural et régional	..	..	..	..	1 530	391	2 533	1 268
c.12 Environnement	..	..	..	..	4	7	..	23
c.13 Enseignement	461	464	464	464	..	..	..	..
c.14 Vulgarisation	200	260	195	195	110	250	1	162
D. Dépenses fiscales	..	..	..	..	..	..	..	..
Total partiel, dépenses brutes	22 203	11 012	10 148	10 973	11 952	6 669	8 562	7 956
Recouvrements	(700)	(587)	(522)	(778)	(149)	(92)	(132)	(100)
Total, dépenses nettes	21 503	10 425	9 626	10 195	11 803	6 578	8 429	7 856

Source : Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction générale des politiques stratégiques.

Tableau C.2 : Dépenses publiques de soutien au secteur agroalimentaire, par catégorie, Canada et provinces, 1997-1998 à 2000-2001 (suite)

	PROVINCIAL				FÉDÉRAL			
	1997-1998	1998-1999	1999-2000	2000-2001 estimations	1997-1998	1998-1999	1999-2000	2000-2001 estimations
(000 \$)								
ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD								
A. Dépenses de fonctionnement	7 337	7 902	8 535	8 065	7 707	7 671	11 257	8 329
B. Dépenses de capital	41	..	..	..	491	448	1 137	660
C. Dépenses de programmes	9 534	12 235	13 919	12 820	25 941	16 590	15 579	23 773
c.1 Soutien et stabilisation du revenu	3 341	2 871	5 736	3 896	6 732	6 943	12 259	13 078
c.2 Aide spéciale et réduction de coûts	60	87	..	..	..	..	..	7
c.3 Assurance-récolte	741	570	771	795	745	562	758	832
c.4 Aide au financement	15	16	..	..	1 624	1 216	260	1 235
c.5 Entreposage et transport	..	15	..	..	7 483	4 075	752	..
c.6 Sociaux et main-d'oeuvre	290	285	174	172	1 022	316	190	48
c.7 Recherche	1 522	297	1 423	1 742	12	13	14	36
c.8 Inspection des aliments	105	81	86	588	118	49	11	20
c.9 Aide alimentaire	..	..	..	..	..	..	..	..
c.10 Marketing et commercialisation	216	1 906	1 845	1 782	42	98	36	159
c.11 Développement rural et régional	165	758	85	85	8 003	2 900	1 292	8 143
c.12 Environnement	488	72	868	800	15	221	..	52
c.13 Enseignement	2 591	5 270	2 713	2 714	..	5	2	..
c.14 Vulgarisation	..	8	218	247	145	192	5	163
D. Dépenses fiscales	1 968	1 968	1 968	1 312	..	..	..	..
Total partiel, dépenses brutes	18 880	22 106	24 422	22 198	34 139	24 709	27 973	32 762
Recouvrements	(551)	(1 290)	(1 915)	(1 357)	(589)	(362)	(651)	(476)
Total, dépenses nettes	18 329	20 816	22 507	20 841	33 550	24 347	27 322	32 286
NOUVELLE-ÉCOSSE								
A. Dépenses de fonctionnement	16 155	14 570	14 734	9 317	8 738	9 008	10 971	8 700
B. Dépenses de capital	646	376	610	460	614	578	2 037	708
C. Dépenses de programmes	21 776	24 774	21 483	23 412	18 637	14 922	12 525	19 882
c.1 Soutien et stabilisation du revenu	2 313	2 184	2 340	7 477	5 482	5 056	7 507	12 539
c.2 Aide spéciale et réduction de coûts	179	296	362	..	..	..	..	7
c.3 Assurance-récolte	582	391	448	423	455	467	405	433
c.4 Aide au financement	1 137	4 408	5 577	6 881	1 389	719	488	501
c.5 Entreposage et transport	642	686	617	588	7 124	3 226	1 271	..
c.6 Sociaux et main-d'oeuvre	440	1 370	1 327	207	28	145	..	53
c.7 Recherche	77	77	157	141	694	592	14	1 026
c.8 Inspection des aliments	667	613	535	371	118	201	11	28
c.9 Aide alimentaire	..	..	..	..	..	..	..	..
c.10 Marketing et commercialisation	468	476	465	2 061	173	273	193	173
c.11 Développement rural et régional	205	109	96	..	2 773	3 832	2 628	4 900
c.12 Environnement	..	..	..	..	150	216	..	58
c.13 Enseignement	9 235	9 413	5 216	5 062	..	5	2	..
c.14 Vulgarisation	5 829	4 750	4 344	200	251	190	5	164
D. Dépenses fiscales	1 580	1 234	1 234	1 462	..	..	..	..
Total partiel, dépenses brutes	40 158	40 954	38 061	34 650	27 988	24 508	25 534	29 290
Recouvrements	(10 261)	(2 032)	(2 622)	(227)	(737)	(453)	(651)	(511)
Total, dépenses nettes	29 896	38 922	35 439	34 423	27 252	24 055	24 883	28 779

Source : Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction générale des politiques stratégiques.

Tableau C.2 : Dépenses publiques de soutien au secteur agroalimentaire, par catégorie, Canada et provinces, 1997-1998 à 2000-2001 (suite)

	PROVINCIAL				FÉDÉRAL			
	1997-1998	1998-1999	1999-2000	2000-2001 estimations	1997-1998	1998-1999	1999-2000	2000-2001 estimations
	(000 \$)							
NOUVEAU-BRUNSWICK								
A. Dépenses de fonctionnement	18 388	17 987	18 668	18 230	8 590	8 407	9 950	8 461
B. Dépenses de capital	622	1 195	871	1 260	512	491	1 098	661
C. Dépenses de programmes	6 780	4 835	8 008	7 332	26 656	18 937	14 181	15 884
c.1 Soutien et stabilisation du revenu	590	606	1 412	1 329	3 701	3 405	3 679	6 598
c.2 Aide spéciale et réduction de coûts	11	..	..	..	7	..	..	7
c.3 Assurance-récolte	1 390	1 208	1 329	1 600	4 712	1 990	1 939	1 540
c.4 Aide au financement	142	..	..	47	2 413	1 055	329	1 565
c.5 Entreposage et transport	..	..	..	..	10 551	5 603	137	0
c.6 Sociaux et main-d'oeuvre	1	..	..	..	273	1 344	100	48
c.7 Recherche	..	..	..	..	13	14	13	36
c.8 Inspection des aliments	113	88	94	74	135	202	132	26
c.9 Aide alimentaire	..	..	..	..	..	..	1	..
c.10 Marketing et commercialisation	2 028	2 150	1 767	2 470	47	110	16	160
c.11 Développement rural et régional	1 345	284	624	751	4 420	4 945	7 829	5 683
c.12 Environnement	..	..	2 090	..	11	45	..	58
c.13 Enseignement	190	93	244	174	200	5	2	..
c.14 Vulgarisation	970	407	448	887	173	219	5	163
D. Dépenses fiscales	1 546	1 758	1 500	1 500	..	..	..	..
Total partiel, dépenses brutes	27 336	25 775	29 048	28 322	35 757	27 835	25 230	25 006
Recouvrements	(4 907)	(4 178)	(3 583)	(4 223)	(614)	(377)	(591)	(477)
Total, dépenses nettes	22 429	21 597	25 464	24 099	35 144	27 458	24 639	24 529
QUÉBEC								
A. Dépenses de fonctionnement	147 328	149 650	158 713	154 222	120 189	117 922	137 921	114 070
B. Dépenses de capital	4 129	4 115	2 394	5 763	7 774	7 346	13 268	9 261
C. Dépenses de programmes	297 711	294 588	281 459	482 743	223 604	146 008	249 290	258 143
c.1 Soutien et stabilisation du revenu	169 300	157 385	131 659	308 737	166 198	94 137	193 924	207 908
c.2 Aide spéciale et réduction de coûts	14 207	19 671	21 552	13 281	922	..	..	1 499
c.3 Assurance-récolte	17 022	16 526	17 207	17 232	16 317	18 314	17 396	18 193
c.4 Aide au financement	31 420	34 433	33 664	38 461	9 638	3 083	2 764	10 910
c.5 Entreposage et transport	..	..	..	..	5 324	2 547	4 406	..
c.6 Sociaux et main-d'oeuvre	2 042	1 435	1 509	2 301	1 550	274	1 449	685
c.7 Recherche	9 617	9 028	9 817	7 803	193	1 126	325	404
c.8 Inspection des aliments	4 645	4 529	4 454	4 434	2 961	3 310	1 690	1 880
c.9 Aide alimentaire	..	..	..	..	..	..	2 560	..
c.10 Marketing et commercialisation	7 567	3 617	7 001	6 422	2 730	6 470	13 466	2 313
c.11 Développement rural et régional	7 212	6 155	3 981	3 312	16 054	13 442	11 215	12 471
c.12 Environnement	12 067	19 684	25 685	52 939	145	704	..	887
c.13 Enseignement	16 729	16 715	18 445	20 438	..	110	28	..
c.14 Vulgarisation	5 883	5 409	6 485	7 384	1 572	2 492	68	993
D. Dépenses fiscales	72 249	76 138	84 871	92 274	..	..	..	..
Total partiel, dépenses brutes	521 418	524 490	527 436	735 002	351 567	271 276	400 478	381 474
Recouvrements	(57)	..	..	..	(9 329)	(5 732)	(8 447)	(6 682)
Total, dépenses nettes	521 360	524 490	527 436	735 002	342 238	265 544	392 031	374 792

Source : Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction générale des politiques stratégiques.

Tableau C.2 : Dépenses publiques de soutien au secteur agroalimentaire, par catégorie, Canada et provinces, 1997-1998 à 2000-2001 (suite)

	PROVINCIAL				FÉDÉRAL			
	1997-1998	1998-1999	1999-2000	2000-2001 estimations	1997-1998	1998-1999	1999-2000	2000-2001 estimations
(000 \$)								
ONTARIO								
A. Dépenses de fonctionnement	97 763	99 668	100 568	93 791	160 958	170 164	196 700	162 330
B. Dépenses de capital	..	..	..	80 000	11 198	10 482	16 848	13 166
C. Dépenses de programmes	185 852	202 330	242 012	284 996	203 934	182 832	219 848	298 281
c.1 Soutien et stabilisation du revenu	60 426	68 707	88 687	82 954	121 273	116 915	155 584	236 142
c.2 Aide spéciale et réduction de coûts	9 331	2 713	..	..	93	4 697	7 883	79
c.3 Assurance-récolte	24 035	33 845	26 032	21 046	26 262	27 227	26 032	26 737
c.4 Aide au financement	10 310	9 055	9 163	38 511	35 084	6 002	3 134	12 241
c.5 Entreposage et transport	..	..	..	..	..	..	..	..
c.6 Sociaux et main-d'oeuvre	3 463	6 180	11 459	25 750	1 040	1 018	1	1 024
c.7 Recherche	13 296	15 113	8 751	5 328	652	433	361	1 079
c.8 Inspection des aliments	736	894	11 843	13 900	2 277	3 104	1 364	708
c.9 Aide alimentaire	..	..	..	..	..	..	1 947	..
c.10 Marketing et commercialisation	2 004	1 866	13 448	1 995	1 626	6 752	13 037	5 483
c.11 Développement rural et régional	7 765	7 865	6 291	44 491	13 045	12 453	8 954	12 424
c.12 Environnement	133	128	11 833	128	166	1 000	965	835
c.13 Enseignement	54 112	54 606	54 504	50 893	..	468	489	..
c.14 Vulgarisation	240	1 359	..	..	2 416	2 762	97	1 528
D. Dépenses fiscales	189 060	24 607	24 068	24 757	..	..	..	..
Total partiel, dépenses brutes	472 675	326 605	366 647	483 544	376 090	363 478	433 396	473 776
Recouvrements	(2 763)	(1 952)	(3 618)	(2 778)	(13 438)	(8 256)	(12 102)	(9 498)
Total, dépenses nettes	469 912	324 654	363 029	480 766	362 653	355 221	421 294	464 278
MANITOBA								
A. Dépenses de fonctionnement	29 832	32 435	34 029	36 116	78 756	87 090	88 259	80 568
B. Dépenses de capital	579	..	1 442	834	4 806	4 707	6 464	5 968
C. Dépenses de programmes	75 040	76 843	180 594	87 159	139 723	144 033	261 787	241 218
c.1 Soutien et stabilisation du revenu	16 567	18 506	86 884	35 400	35 724	39 506	92 806	150 588
c.2 Aide spéciale et réduction de coûts	842	729	40 971	1 200	2 201	645	..	281
c.3 Assurance-récolte	35 557	33 006	30 527	31 811	45 220	41 769	38 702	48 831
c.4 Aide au financement	4 553	3 688	4 719	2 283	8 505	8 357	22 248	23 911
c.5 Entreposage et transport	..	..	..	..	4 764	11 259	63 859	7 734
c.6 Sociaux et main-d'oeuvre	407	397	400	413	344	137	..	434
c.7 Recherche	1 101	1 101	1 101	1 326	1 866	2 345	1 197	1 475
c.8 Inspection des aliments	491	765	1 745	1 680	825	491	91	303
c.9 Aide alimentaire	..	..	..	..	..	..	470	..
c.10 Marketing et commercialisation	3 453	6 511	1 744	1 131	29 734	33 860	35 045	1 618
c.11 Développement rural et régional	2 911	2 828	3 481	2 733	5 063	2 464	5 454	3 174
c.12 Environnement	1 151	1 069	1 082	1 468	4 284	1 816	1 817	2 141
c.13 Enseignement	7 912	8 122	7 862	7 673	..	40	57	20
c.14 Vulgarisation	95	123	79	43	1 192	1 345	41	707
D. Dépenses fiscales	35 927	34 564	35 081	35 191	..	..	..	..
Total partiel, dépenses brutes	141 378	143 842	251 146	159 300	223 285	235 829	356 511	327 754
Recouvrements	(4 349)	(2 383)	(28 960)	(3 057)	(5 658)	(3 476)	(5 143)	(3 901)
Total, dépenses nettes	137 029	141 458	222 185	156 243	217 627	232 353	351 368	323 853

Source : Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction générale des politiques stratégiques.

Tableau C.2 : Dépenses publiques de soutien au secteur agroalimentaire, par catégorie, Canada et provinces, 1997-1998 à 2000-2001 (suite)

	PROVINCIAL				FÉDÉRAL			
	1997-1998	1998-1999	1999-2000	2000-2001 estimations	1997-1998	1998-1999	1999-2000	2000-2001 estimations
(000 \$)								
SASKATCHEWAN								
A. Dépenses de fonctionnement	25 772	26 745	29 781	29 624	170 274	182 290	190 280	166 368
B. Dépenses de capital	1 706	1 292	1 026	1 346	11 095	10 978	11 375	12 427
C. Dépenses de programmes	194 654	343 112	331 272	195 957	485 722	268 946	667 470	585 859
c.1 Soutien et stabilisation du revenu	41 295	179 996	111 088	40 000	80 675	(24 005)	257 373	421 089
c.2 Aide spéciale et réduction de coûts	14 200	2 667	83 050	3 200	2 193	32 870	..	67
c.3 Assurance-récolte	67 452	81 605	65 383	72 100	224 412	71 108	68 026	69 670
c.4 Aide au financement	24 194	23 643	19 946	17 120	21 353	19 174	461	50 251
c.5 Entreposage et transport	1 525	9 735	1 573	9 867	33 568	31 747	193 177	26 400
c.6 Sociaux et main-d'oeuvre	94	60	73	79	630	540	216	923
c.7 Recherche	17 429	15 127	17 861	18 520	6 448	8 508	5 143	2 539
c.8 Inspection des aliments	214	4 297	3 675	4 281	1 407	1 678	1 247	501
c.9 Aide alimentaire	..	..	..	..	..	..	1 014	..
c.10 Marketing et commercialisation	3 916	1 223	1 813	1 935	105 401	114 641	108 244	4 224
c.11 Développement rural et régional	19 666	21 125	22 933	24 823	1 244	2 479	27 911	5 331
c.12 Environnement	2 797	2 775	2 750	3 158	3 384	3 371	2 724	2 380
c.13 Enseignement	1 203	310	772	499	1 283	2 087	882	455
c.14 Vulgarisation	669	550	354	374	3 723	4 749	1 054	2 030
D. Dépenses fiscales	120 600	122 200	125 500	115 964	..	..	..	..
Total partiel, dépenses brutes	342 733	493 349	487 579	342 890	667 090	462 214	869 125	764 654
Recouvrements	(46 282)	(41 777)	(40 791)	(42 950)	(11 587)	(7 119)	(9 720)	(7 215)
Total, dépenses nettes	296 451	451 572	446 788	299 941	655 504	455 095	859 405	757 439
ALBERTA								
A. Dépenses de fonctionnement	85 166	111 093	109 425	119 236	170 218	172 102	184 894	164 228
B. Dépenses de capital	18 197	26 094	18 311	15 244	10 858	10 075	10 872	12 878
C. Dépenses de programmes	236 740	204 870	474 976	413 528	257 034	222 015	295 405	378 602
c.1 Soutien et stabilisation du revenu	51 333	(2 184)	264 258	163 612	107 748	72 535	159 906	262 881
c.2 Aide spéciale et réduction de coûts	2 320	289	1 396	100 857	..	..	..	68
c.3 Assurance-récolte	68 444	61 826	55 275	58 967	61 115	53 673	56 933	56 962
c.4 Aide au financement	28 317	27 915	27 983	31 298	14 011	12 721	430	25 857
c.5 Entreposage et transport	..	..	..	..	19 988	11 488	5 187	7 790
c.6 Sociaux et main-d'oeuvre	5 100	7 100	14 109	5 000	759	289	27	973
c.7 Recherche	4 784	15 658	29 268	9	759	848	1 157	786
c.8 Inspection des aliments	..	..	..	..	286	653	1 081	402
c.9 Aide alimentaire	..	..	..	..	..	..	773	..
c.10 Marketing et commercialisation	1 062	7 018	518	667	44 903	59 309	56 972	12 355
c.11 Développement rural et régional	22 212	23 520	22 572	12 858	2 619	4 201	9 559	5 992
c.12 Environnement	14 702	18 010	17 200	..	1 858	2 352	2 687	2 783
c.13 Enseignement	35 173	41 622	38 541	36 915	298	494	52	39
c.14 Vulgarisation	3 294	4 096	3 856	3 346	2 690	3 452	641	1 714
D. Dépenses fiscales	32 427	32 224	32 771	33 500	..	..	..	..
Total partiel, dépenses brutes	372 530	374 281	635 483	581 509	438 110	404 192	491 171	555 707
Recouvrements	(25 884)	(16 774)	(17 016)	(19 891)	(12 787)	(7 857)	(11 055)	(8 722)
Total, dépenses nettes	346 646	357 507	618 467	561 618	425 323	396 336	480 116	546 985

Source : Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction générale des politiques stratégiques.

Tableau C.2 : Dépenses publiques de soutien au secteur agroalimentaire, par catégorie, Canada et provinces, 1997-1998 à 2000-2001 (suite)

	PROVINCIAL				FÉDÉRAL			
	1997-1998	1998-1999	1999-2000	2000-2001 estimations	1997-1998	1998-1999	1999-2000	2000-2001 estimations
(000 \$)								
COLOMBIE-BRITANNIQUE								
A. Dépenses de fonctionnement	35 078	31 071	29 420	39 096	42 343	46 043	50 414	42 557
B. Dépenses de capital	2 279	3 197	3 683	3 517	2 842	2 730	4 145	3 539
C. Dépenses de programmes	14 170	28 796	23 427	28 941	40 016	40 396	40 105	57 836
c.1 Soutien et stabilisation du revenu	2 940	14 005	9 800	9 400	13 755	12 503	26 969	45 621
c.2 Aide spéciale et réduction de coûts	2 008	2 012	2 024	6 520	..	..	..	20
c.3 Assurance-récolte	4 699	6 410	6 542	6 696	4 687	11 703	7 556	4 703
c.4 Aide au financement	..	17	..	..	3 336	1 480	341	2 530
c.5 Entreposage et transport	..	..	..	..	6 525	1 849	101	95
c.6 Sociaux et main-d'oeuvre	1 217	1 320	551	324	324	68	1 424	253
c.7 Recherche	..	..	..	..	99	230	74	246
c.8 Inspection des aliments	..	399	..	..	358	628	52	126
c.9 Aide alimentaire	..	..	..	..	..	..	466	..
c.10 Marketing et commercialisation	1 586	1 126	1 847	3 300	1 280	1 832	1 055	887
c.11 Développement rural et régional	1 719	3 506	2 663	2 700	8 643	8 772	1 727	2 646
c.12 Environnement	..	..	..	..	335	577	304	314
c.13 Enseignement	..	..	..	..	..	27	11	..
c.14 Vulgarisation	..	..	..	..	674	728	25	395
D. Dépenses fiscales	8 722	6 156	7 164	7 347	..	..	..	..
Total partiel, dépenses brutes	60 249	69 219	63 694	78 901	85 202	89 170	94 665	103 932
Recouvrements	..	..	..	..	(3 409)	(2 095)	(3 156)	(2 519)
Total, dépenses nettes	60 249	69 219	63 694	78 901	81 793	87 075	91 508	101 414

Source : Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction générale des politiques stratégiques.

Tableau C.3 : Recherche et inspection au soutien du secteur agroalimentaire, Canada et provinces, 1997-1998 à 2000-2001

	PROVINCIAL				FÉDÉRAL			
	1997-1998	1998-1999	1999-2000	2000-2001 estimations	1997-1998	1998-1999	1999-2000	2000-2001 estimations
	(000 \$)							
CANADA								
Dépenses de recherche								
- fonctionnement	33 707	39 306	35 533	34 968	251 260	246 796	239 604	237 705
- capital	2 123	492	207	336	34 366	32 987	57 553	34 599
- programme	47 827	56 402	68 378	34 870	11 158	14 376	8 687	7 653
Total, Recherche	83 657	96 200	104 118	70 174	296 784	294 159	305 844	279 957
Dépenses d'inspection								
- fonctionnement	43 490	42 820	49 130	48 255	303 409	330 544	369 617	308 701
- capital	854	752	1 257	2 139	9 765	5 466	6 526	19 807
- programme	6 971	11 666	22 432	25 327	8 566	10 365	5 680	4 005
Total, Inspection	51 315	55 237	72 818	75 721	321 740	346 376	381 823	332 513
TERRE-NEUVE								
Dépenses de recherche								
- fonctionnement	..	..	..	..	642	638	613	590
- capital	..	..	..	..	85	82	393	85
- programme	..	..	..	..	3	3	3	19
Total, Recherche	..	..	..	..	731	723	1 009	694
Dépenses d'inspection								
- fonctionnement	1 142	1 089	1 162	1 123	776	838	952	717
- capital	22	33	1	..	25	14	5	49
- programme	..	..	..	..	80	49	2	9
Total, Inspection	1 164	1 122	1 163	1 123	881	901	960	775
ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD								
Dépenses de recherche								
- fonctionnement	..	..	361	392	2 538	2 429	3 019	2 821
- capital	..	..	..	..	337	310	986	407
- programme	1 522	297	1 423	1 742	12	13	14	36
Total, Recherche	1 522	297	1 784	2 134	2 888	2 752	4 018	3 264
Dépenses d'inspection								
- fonctionnement	2 021	2 144	2 162	2 221	3 067	3 194	4 571	3 436
- capital	41	..	..	..	99	54	142	235
- programme	105	81	86	588	118	49	11	20
Total, Inspection	2 167	2 225	2 248	2 809	3 283	3 297	4 724	3 692

Source : Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction générale des politiques stratégiques.

Tableau C.3 : Recherche et inspection au soutien du secteur agroalimentaire, Canada et provinces, 1997-1998 à 2000-2001 (suite)

	PROVINCIAL				FÉDÉRAL			
	1997-1998	1998-1999	1999-2000	2000-2001 estimations	1997-1998	1998-1999	1999-2000	2000-2001 estimations
(000 \$)								
NOUVELLE-ÉCOSSE								
Dépenses de recherche								
- fonctionnement	..	..	..	..	3 175	3 135	3 019	3 029
- capital	..	..	..	..	422	401	1 904	437
- programme	77	77	157	141	694	592	14	1 026
Total, Recherche	77	77	157	141	4 290	4 127	4 937	4 492
Dépenses d'inspection								
- fonctionnement	2 658	2 729	2 720	2 651	3 836	4 117	4 680	3 683
- capital	..	..	..	..	123	69	124	252
- programme	667	613	535	371	118	201	11	28
Total, Inspection	3 326	3 342	3 255	3 022	4 077	4 388	4 815	3 964
NOUVEAU-BRUNSWICK								
Dépenses de recherche								
- fonctionnement	..	..	..	..	2 646	2 663	2 741	2 826
- capital	..	..	..	..	352	340	1 005	407
- programme	..	..	..	..	13	14	13	36
Total, Recherche	..	..	..	..	3 010	3 017	3 758	3 269
Dépenses d'inspection								
- fonctionnement	..	..	..	..	3 196	3 498	4 241	3 437
- capital	..	..	..	..	103	59	85	235
- programme	113	88	94	74	135	202	132	26
Total, Inspection	113	88	94	74	3 434	3 759	4 458	3 698
QUÉBEC								
Dépenses de recherche								
- fonctionnement	9 978	9 482	8 170	9 728	40 208	39 862	39 188	39 608
- capital	186	126	3	39	5 342	5 095	12 777	5 710
- programme	9 617	9 028	9 817	7 803	193	1 126	325	404
Total, Recherche	19 781	18 637	17 989	17 570	45 743	46 082	52 289	45 722
Dépenses d'inspection								
- fonctionnement	22 101	21 654	22 984	23 236	48 571	52 607	60 524	49 127
- capital	471	613	404	1 759	1 563	883	375	3 300
- programme	4 645	4 529	4 454	4 434	2 961	3 310	1 690	1 880
Total, Inspection	27 217	26 795	27 842	29 429	53 094	56 800	62 589	54 307

Source : Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction générale des politiques stratégiques.

Tableau C.3 : Recherche et inspection au soutien du secteur agroalimentaire, Canada et provinces, 1997-1998 à 2000-2001 (suite)

	PROVINCIAL				FÉDÉRAL			
	1997-1998	1998-1999	1999-2000	2000-2001 estimations	1997-1998	1998-1999	1999-2000	2000-2001 estimations
(000 \$)								
ONTARIO								
Dépenses de recherche								
- fonctionnement	7 136	12 138	12 913	11 983	57 919	56 875	56 142	56 303
- capital	..	..	..	..	7 696	7 269	13 197	8 117
- programme	13 296	15 113	8 751	5 328	652	433	361	1 079
Total, Recherche	20 432	27 252	21 664	17 312	66 266	64 578	69 700	65 499
Dépenses d'inspection								
- fonctionnement	..	..	..	..	69 947	75 552	86 860	71 371
- capital	..	..	..	..	2 251	1 260	3 485	4 692
- programme	736	894	11 843	13 900	2 277	3 104	1 364	708
Total, Inspection	736	894	11 843	13 900	74 476	79 916	91 709	76 771
MANITOBA								
Dépenses de recherche								
- fonctionnement	..	..	..	..	24 385	24 470	23 859	23 123
- capital	..	..	..	..	3 240	3 128	5 608	3 334
- programme	1 101	1 101	1 101	1 326	1 866	2 345	1 197	1 475
Total, Recherche	1 101	1 101	1 101	1 326	29 491	29 943	30 664	27 932
Dépenses d'inspection								
- fonctionnement	4 082	4 558	4 622	4 962	29 443	33 087	37 335	30 966
- capital	120	..	597	..	948	542	207	1 927
- programme	491	765	1 745	1 680	825	491	91	303
Total, Inspection	4 693	5 323	6 964	6 641	31 216	34 120	37 633	33 195
SASKATCHEWAN								
Dépenses de recherche								
- fonctionnement	627	738	799	805	49 940	48 202	45 095	42 771
- capital	148	33	2	32	7 616	7 604	8 670	6 494
- programme	17 429	15 127	17 861	18 520	6 448	8 508	5 143	2 539
Total, Recherche	18 205	15 898	18 662	19 357	64 004	64 314	58 908	51 805
Dépenses d'inspection								
- fonctionnement	3 323	2 017	2 399	1 568	60 291	66 063	69 963	60 132
- capital	143	43	40	..	1 941	1 068	493	3 564
- programme	214	4 297	3 675	4 281	1 407	1 678	1 247	501
Total, Inspection	3 680	6 357	6 114	5 849	63 640	68 808	71 703	64 197

Source : Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction générale des politiques stratégiques.

Tableau C.3 : Recherche et inspection au soutien du secteur agroalimentaire, Canada et provinces, 1997-1998 à 2000-2001 (suite)

	PROVINCIAL				FÉDÉRAL			
	1997-1998	1998-1999	1999-2000	2000-2001 estimations	1997-1998	1998-1999	1999-2000	2000-2001 estimations
(000 \$)								
ALBERTA								
Dépenses de recherche								
- fonctionnement	15 967	16 947	13 290	12 059	55 114	53 890	51 285	51 704
- capital	1 789	333	202	266	7 323	6 888	9 094	7 454
- programme	4 784	15 658	29 268	9	759	848	1 157	786
Total, Recherche	22 540	32 938	42 760	12 334	63 197	61 626	61 536	59 944
Dépenses d'inspection								
- fonctionnement	4 796	5 536	9 437	8 795	66 530	72 347	79 760	67 621
- capital	57	63	215	380	2 142	1 194	1 426	4 308
- programme	..	..	..	..	286	653	1 081	402
Total, Inspection	4 853	5 599	9 652	9 175	68 957	74 194	82 267	72 331
COLOMBIE-BRITANNIQUE								
Dépenses de recherche								
- fonctionnement	..	..	..	..	14 694	14 633	14 643	14 929
- capital	..	..	..	..	1 952	1 870	3 920	2 152
- programme	..	..	..	..	99	230	74	246
Total, Recherche	..	..	..	..	16 746	16 733	18 636	17 328
Dépenses d'inspection								
- fonctionnement	3 367	3 092	3 644	3 699	17 753	19 241	20 731	18 211
- capital	..	..	..	..	571	324	182	1 244
- programme	..	399	..	..	358	628	52	126
Total, Inspection	3 367	3 492	3 644	3 699	18 682	20 194	20 965	19 582

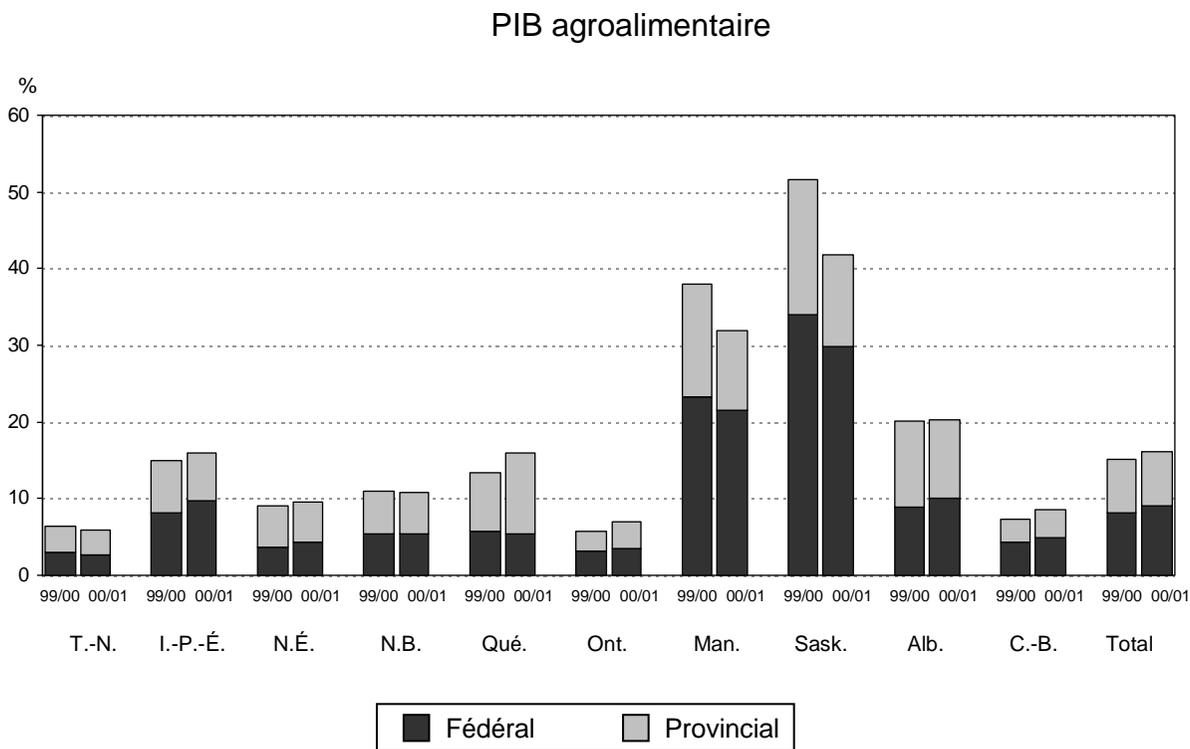
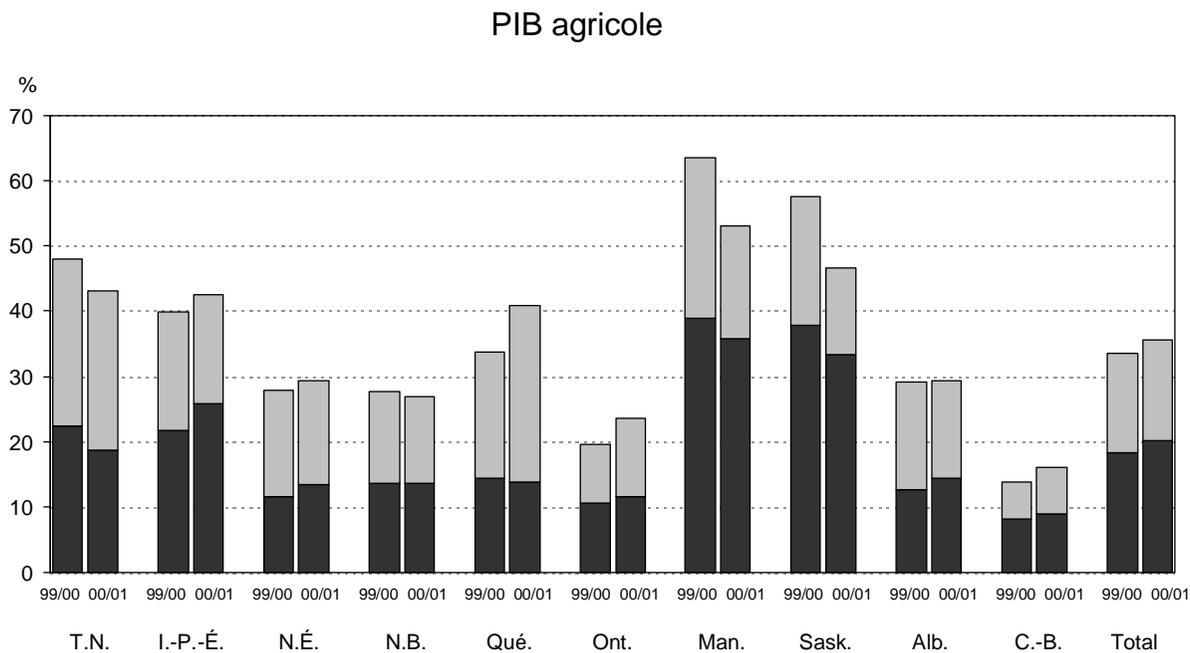
Source : Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction générale des politiques stratégiques.

Tableau C.4 : Dépenses publiques du secteur agroalimentaire en pourcentage des PIB agricole et agroalimentaire, Canada et provinces, 1997-1998 à 2000-2001

	Agricole				Agroalimentaire			
	1997-1998	1998-1999	1999-2000	2000-2001 estimations	1997-1998	1998-1999	1999-2000	2000-2001 estimations
TERRE-NEUVE								
PIB provincial (millions de \$)	37,6	35,7	37,7	41,8	224,8	247,3	284,1	306,5
Fédéral (%)	31,3	18,4	22,4	18,8	5,3	2,7	3,0	2,6
Provincial (%)	59,5	29,9	25,6	24,4	10,0	4,3	3,4	3,3
ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD								
PIB provincial (millions de \$)	121,3	119,7	125,1	132,4	322,8	323,7	332,9	347,4
Fédéral (%)	27,6	20,3	21,8	25,8	10,4	7,5	8,2	9,7
Provincial (%)	15,2	15,3	18,0	16,7	5,7	5,7	6,8	6,3
NOUVELLE-ÉCOSSE								
PIB provincial (millions de \$)	196,9	203,5	215,5	227,3	654,9	669,3	664,7	671,4
Fédéral (%)	13,8	11,8	11,5	13,4	4,2	3,6	3,7	4,3
Provincial (%)	15,2	15,1	16,4	16,0	4,6	4,6	5,3	5,2
NOUVEAU-BRUNSWICK								
PIB provincial (millions de \$)	169,8	175,0	180,9	193,8	425,3	448,0	454,3	525,7
Fédéral (%)	20,7	15,7	13,6	13,6	8,3	6,1	5,4	5,4
Provincial (%)	13,2	13,0	14,1	13,3	5,3	5,1	5,6	5,3
QUÉBEC								
PIB provincial (millions de \$)	2 479,3	2 527,4	2 715,4	2 846,8	6 497,6	6 569,1	6 905,9	7 208,7
Fédéral (%)	13,8	10,5	14,4	13,8	5,3	4,0	5,7	5,4
Provincial (%)	21,0	20,8	19,4	27,1	8,0	8,0	7,6	10,6
ONTARIO								
PIB provincial (millions de \$)	3 504,8	3 694,6	4 001,7	4 194,4	12 209,7	12 778,4	13 528,5	14 052,9
Fédéral (%)	10,3	9,6	10,5	11,6	3,0	2,8	3,1	3,4
Provincial (%)	13,4	8,4	9,1	12,0	3,8	2,4	2,7	3,6
MANITOBA								
PIB provincial (millions de \$)	835,8	892,6	904,3	997,8	1 353,8	1 459,7	1 509,6	1 738,7
Fédéral (%)	26,0	26,0	38,9	35,8	16,1	15,9	23,3	21,5
Provincial (%)	16,4	16,3	24,6	17,3	10,1	9,9	14,7	10,4
SASKATCHEWAN								
PIB provincial (millions de \$)	1 929,1	2 087,6	2 270,4	2 289,1	2 166,2	2 340,8	2 530,4	2 574,1
Fédéral (%)	34,0	21,8	37,9	33,4	30,3	19,4	34,0	29,9
Provincial (%)	15,3	14,7	19,7	13,2	13,6	13,1	17,7	11,9
ALBERTA								
PIB provincial (millions de \$)	3 169,6	3 259,2	3 779,4	3 882,6	4 552,0	4 695,1	5 443,0	5 756,4
Fédéral (%)	13,4	12,2	12,7	14,5	9,3	8,4	8,8	10,0
Provincial (%)	10,9	11,6	16,4	14,9	7,6	8,1	11,4	10,3
COLOMBIE-BRITANNIQUE								
PIB provincial (millions de \$)	1 017,0	1 064,5	1 125,0	1 201,5	1 996,8	2 034,0	2 126,0	2 253,1
Fédéral (%)	8,0	8,2	8,1	9,0	4,1	4,3	4,3	4,8
Provincial (%)	5,9	6,5	5,7	7,0	3,0	3,4	3,0	3,7
CANADA								
PIB provincial (millions de \$)	13 503,2	14 106,3	15 395,2	16 009,4	31 068,2	32 314,6	34 521,2	36 284,1
Fédéral (%)	18,1	15,3	18,3	20,1	7,9	6,7	8,2	9,0
Provincial (%)	14,3	12,9	15,2	15,6	6,3	5,7	6,9	7,1

Sources : Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction générale des politiques stratégiques et Conference Board du Canada pour les données sur le PIB.

Graphique C.3 : Dépenses publiques du secteur agroalimentaire en pourcentage des PIB agricole et agroalimentaire



Sources : Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction générale des politiques stratégiques et Conference Board du Canada pour les données sur le PIB.

Tableau C.5 : PIB total et dépenses publiques totales, Canada et provinces, 1997-1998 à 2000-2001

	PIB TOTAL				DÉPENSES TOTALES			
	1997-1998	1998-1999	1999-2000	2000-2001 estimations	1997-1998	1998-1999	1999-2000	2000-2001 estimations
TERRE-NEUVE								
Total provincial (millions de \$)	9 297	9 806	10 491	11 922	3 100	3 572	3 727	3 709
PIB agroalim. en % du PIB total	2,42	2,52	2,71	2,57				
Dép. agroalim. en % des dép. totales					0,69	0,29	0,26	0,27
ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD								
Total provincial (millions de \$)	2 489	2 553	2 737	2 982	800	853	903	883
PIB agroalim. en % du PIB total	12,97	12,68	12,16	11,65				
Dép. agroalim. en % des dép. totales					2,29	2,44	2,49	2,36
NOUVELLE-ÉCOSSE								
Total provincial (millions de \$)	17 486	18 104	19 390	20 568	3 743	3 762	5 679	3 880
PIB agroalim. en % du PIB total	3,75	3,70	3,43	3,26				
Dép. agroalim. en % des dép. totales					0,80	1,03	0,62	0,89
NOUVEAU-BRUNSWICK								
Total provincial (millions de \$)	14 821	15 108	16 039	17 438	3 995	4 830	4 645	4 472
PIB agroalim. en % du PIB total	2,87	2,97	2,83	3,01				
Dép. agroalim. en % des dép. totales					0,56	0,45	0,55	0,54
QUÉBEC								
Total provincial (millions de \$)	164 052	166 883	178 172	191 599	40 819	44 433	47 249	47 249
PIB agroalim. en % du PIB total	3,96	3,94	3,88	3,76				
Dép. agroalim. en % des dép. totales					1,28	1,18	1,12	1,56
ONTARIO								
Total provincial (millions de \$)	312 331	326 539	358 066	388 474	54 643	57 788	62 067	62 067
PIB agroalim. en % du PIB total	3,91	3,91	3,78	3,62				
Dép. agroalim. en % des dép. totales					0,86	0,56	0,58	0,77
MANITOBA								
Total provincial (millions de \$)	25 192	26 203	27 426	29 285	6 482	6 749	6 437	6 458
PIB agroalim. en % du PIB total	5,37	5,57	5,50	5,94				
Dép. agroalim. en % des dép. totales					2,11	2,10	3,45	2,42
SASKATCHEWAN								
Total provincial (millions de \$)	25 157	25 408	26 792	28 658	5 779	6 218	6 785	6 785
PIB agroalim. en % du PIB total	8,61	9,21	9,44	8,98				
Dép. agroalim. en % des dép. totales					5,13	7,26	6,58	4,42
ALBERTA								
Total provincial (millions de \$)	98 090	97 997	107 542	119 841	15 104	15 751	17 292	17 292
PIB agroalim. en % du PIB total	4,64	4,79	5,06	4,80				
Dép. agroalim. en % des dép. totales					2,30	2,27	3,58	3,25
COLOMBIE-BRITANNIQUE								
Total provincial (millions de \$)	97 926	98 775	102 893	109 693	20 367	20 772	24 542	24 542
PIB agroalim. en % du PIB total	2,04	2,06	2,07	2,05				
Dép. agroalim. en % des dép. totales					0,30	0,33	0,26	0,32
TOTAL - PROVINCIAL								
Total provincial (millions de \$)	766 841	787 376	849 547	920 461	154 831	164 727	179 326	177 337
PIB agroalim. en % du PIB total	3,96	4,01	3,98	3,85				
Dép. agroalim. en % des dép. totales					1,24	1,19	1,30	1,35
CANADA - FÉDÉRAL								
Total provincial (millions de \$)	770 304	790 767	853 204	924 344	160 884	152 787	153 410	156 157
PIB agroalim. en % du PIB total	4,03	4,09	4,05	3,93				
Dép. agroalim. en % des dép. totales					1,52	1,41	1,84	1,99

Sources : Comptes publics / Documents de budget et Conference Board du Canada pour les données sur le PIB.

Méthodologie des dépenses publiques

Définition des dépenses publiques de soutien au secteur agroalimentaire

Les dépenses publiques permettent d'évaluer ce que les gouvernements consacrent au soutien du secteur agroalimentaire (agriculture primaire, industrie de l'agrofourniture et transformation des aliments et des boissons) au cours d'un exercice financier. Elles englobent les frais assumés pour l'acquisition de biens et de services et les sommes payées directement ou indirectement à des particuliers, à des organismes ou à d'autres entités du secteur agroalimentaire à titre de paiements de transferts ou dans le cadre de programmes mis sur pied par le gouvernement fédéral ou les gouvernements provinciaux. Elles tiennent compte aussi des transferts aux sociétés d'État et des transferts effectués entre les ministères et entre les ordres de gouvernement. Les renseignements concernant les dépenses publiques proviennent de documents divers et de données fournies par des agents de différents ministères. Les sources sont les comptes publics, les budgets et/ou les plans de dépenses fédéraux et provinciaux, les calculs de transferts gouvernementaux, Statistique Canada ainsi que des rapports internes reliés aux activités agroalimentaires, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des ministères de l'agriculture.

Transition vers la comptabilité d'exercice :

Les gouvernements fédéral et provinciaux ont décidé d'adopter la comptabilité d'exercice pour toutes les opérations, laquelle est conforme aux principes comptables généralement reconnus (PCGR) et est acceptée mondialement comme norme générale d'enregistrement et de préparation de rapports sur les transactions financières. Elle répond également aux exigences de l'Institut canadien des comptables agréés (ICCA). La transition devrait être complétée pour l'exercice 2001-2002. En ce qui concerne les dépenses publiques (DP), la principale modification sera la capitalisation des immobilisations. De cette façon, les dépenses en immobilisations des DP refléteront les charges d'amortissement des immobilisations réparties sur leur durée de vie utile.

Traitement des déficits et des surplus de programmes : Les déficits de programmes ainsi que les remises et les réductions de dettes d'aide alimentaire à l'étranger sont comptabilisés dans la

série de dépenses publiques durant l'année où ils sont inscrits aux comptes publics. Les déficits provenant des programmes et les prêts en défaut qui ne sont pas encore reconnus par un transfert de fonds des gouvernements sont exclus des estimations des dépenses. Lorsque des surplus de caisse provenant de programmes financés par les gouvernements sont retournés aux deux ordres de gouvernement au terme d'un programme, les remises ou les recouvrements sont comptabilisés durant l'année où ils sont inscrits dans les documents officiels.

Traitement des sociétés d'État : Seuls les transferts de fonds des gouvernements vers les sociétés d'État sont inclus dans les estimations des dépenses. Les dépenses, les recettes, les pertes et les déficits courants des sociétés d'État sont exclus.

Dépenses à l'étranger : Les dépenses consacrées à l'aide alimentaire et au soutien d'organisations agricoles internationales ne sont incluses que dans les dépenses fédérales totales et dites « à l'étranger ». C'est pourquoi la somme des dépenses fédérales par province diffère du total fédéral. Ces dépenses « à l'étranger » comprennent l'achat de biens agricoles canadiens pour distribution à l'étranger et les fonds versés à des organismes agricoles internationaux.

Traitement des comptes de programmes spéciaux : Dans le cas de programmes gérés par un fonds financé à même les contributions gouvernementales ainsi que celles des producteurs, seules les contributions gouvernementales au fonds et aux frais d'administration sont incluses dans les dépenses. La part des producteurs et les paiements qui leur sont versés ne sont pas inclus. Citons en exemple l'assurance-récolte et le Compte de stabilisation du revenu net.

Traitement des prêts et des avances : Les prêts et les avances accordés aux producteurs et aux organismes ne sont pas inclus puisqu'ils finiront par être remboursés. Cependant, les subventions d'intérêts et les non-paiements de prêts sont inclus, tels qu'inscrits aux comptes publics, étant à ce titre considérés comme des coûts assumés par les gouvernements. La méthode de comptabilité d'exercice prévoit également des provisions pour créances douteuses et des provisions pour moins-value qui

font partie des estimations des DP. De la même façon, des provisions pour pertes probables sur des garanties de prêt émises par le gouvernement sont établies chaque fois que le recouvrement est considéré douteux et ces dépréciations font maintenant partie des estimations des DP.

Recouvrement des gouvernements : Les recouvrements des dépenses des gouvernements incluent les droits payés par les utilisateurs pour des services, les licences et les permis, les locations et les crédits-bails, les ventes et les redevances, les ventes de terrains, les transferts d'un ordre de gouvernement à un autre, le remboursement des dépenses d'exercices précédents et les recouvrements d'exercices précédents, y compris la part des gouvernements au titre des surplus de programmes, et des autres recouvrements divers. Ces recouvrements sont imputés aux dépenses des programmes ou aux dépenses totales afin qu'on puisse estimer la valeur nette des dépenses. Les remboursements de prêts et d'avances et les revenus de placement ne sont pas inclus dans les recouvrements.

Traitement des dépenses fiscales : Les dépenses fiscales provinciales se limitent aux rabais et aux exemptions sur la taxe des carburants, ainsi qu'aux rabais sur la taxe foncière tels qu'inscrits aux comptes publics provinciaux et au budget des dépenses. Les taxes de vente et les impôts sur le revenu ne sont pas inclus dans les estimations fédérales et provinciales.

Tableau C.1 et Graphique C.1 : Dépenses publiques fédérales et provinciales de soutien au secteur agroalimentaire

Les chiffres inclus dans ce tableau représentent les dépenses publiques de différents ministères comme Agriculture et Agroalimentaire Canada, Santé Canada, Transports Canada, le Développement rural et le ministère des Finances.

- Les dépenses fédérales par province n'existent que pour certains programmes. Lorsque les attributions de ces dépenses fédérales doivent être effectuées par province, on utilise les méthodes expliquées ci-après.
- Les dépenses au titre des programmes, qui ne sont pas disponibles dans les documents du budget ou des plans de dépenses, sont

estimées selon la moyenne de ces dépenses les trois dernières années dans chacune des provinces.

- Répartition des dépenses fédérales. Les dépenses de fonctionnement et de capital établies au préalable dans les provinces en se fondant sur les centres d'administration ou simplement attribuées à la région de la capitale nationale, ainsi que les transferts effectués aux organismes nationaux, sont répartis entre les provinces comme suit :
 - les dépenses de fonctionnement et de capital de la Direction générale du Rétablissement, viabilité et développement des Prairies rurales ainsi que celles de la Direction générale des Services à l'industrie et au marché sont réparties par province, au prorata des paiements versés par ces organisations en vertu de leurs programmes respectifs, en supposant que ces dépenses sont proportionnelles à celles des programmes;
 - les dépenses de fonctionnement et de capital du Bureau des provendes du Canada sont réparties par province selon la ventilation provinciale des expéditions subventionnées;
 - toutes les autres dépenses de fonctionnement et de capital ainsi que les transferts aux organismes nationaux sont répartis par province en utilisant la moyenne mobile de trois ans de la répartition provinciale des recettes monétaires agricoles (RMA) totales ou des recettes monétaires agricoles provenant de productions particulières, lorsque plus approprié. Les niveaux relatifs de RMA sont par conséquent utilisés comme valeur d'approximation des avantages relatifs tirés de ces programmes par chaque province. Par exemple, la distribution provinciale des recettes monétaires agricoles provenant des céréales et des oléagineux est utilisée pour répartir entre les provinces les dépenses de fonctionnement et de capital de la Commission canadienne des grains;
 - à l'exception des dépenses en vertu de la *Loi sur les taux de transport des marchandises dans les provinces maritimes* (LTTMPM) et de la *Loi sur les subventions au transport des marchandises dans la région de l'Atlantique* (LSTMRA), toutes les dépenses reliées au transport sont réparties

entre les provinces en se basant sur les volumes expédiés par voie ferroviaire dans chaque province. Les dépenses en vertu de la LTTMPM et de la LSTMRA sont réparties selon les résultats d'un sondage effectué en 1982 par la Commission canadienne des transports sur les expéditions de produits et leur point d'origine;

- les transferts à la Société du crédit agricole (SCA) sont répartis entre les provinces à l'aide de la valeur des prêts approuvés et du capital non échu.
- La catégorie Autres inclut les dépenses au Yukon, aux Territoires du Nord-Ouest et à l'étranger pour l'aide alimentaire, de même que les dépenses aux organismes internationaux.

Tableau C.2 : Dépenses publiques de soutien au secteur agroalimentaire par catégorie

Les dépenses de fonctionnement incluent toutes les dépenses associées au fonctionnement quotidien du Ministère, y compris les salaires, les avantages sociaux, les voyages, l'achat de biens et de services ainsi que les frais reliés à l'administration des divers programmes provenant de différents ministères. Les frais administratifs de certains programmes comme l'assurance-récolte sont comptabilisés dans les dépenses respectives de ces programmes et n'apparaissent donc pas dans la présente catégorie.

Les dépenses de capital incluent les frais d'acquisition, de construction et de rénovation des bâtiments ainsi que l'achat d'éléments d'actif tels que le terrain, la propriété, le gros équipement et l'ameublement. Sont également inclus les coûts d'amortissement des immobilisations répartis sur leur durée de vie utile.

Les dépenses de programmes comprennent les sommes remises directement ou indirectement aux personnes, aux organismes ou à d'autres entités du secteur agricole à titre de paiement de transfert ou dans le cadre de programmes en cours mis sur pied par les ministères fédéraux et/ou provinciaux.

- **Les programmes de soutien et de stabilisation du revenu** comprennent les subventions et les contributions versées dans le cadre de programmes tels que le CSRN, les subventions laitières, le PNTS, les programmes

de protection du revenu, les programmes complémentaires et les programmes provinciaux de stabilisation du revenu.

- **Les programmes d'aide spéciale et de réduction des coûts** comprennent les subventions et les contributions versées dans le cadre de programmes spéciaux tels que celui des Mesures de soutien et d'ajustement en agriculture, ceux de l'aide aux sinistrés de la tempête de verglas et aux sinistrés des inondations ainsi que ceux d'ajustement et de transition. On y trouve aussi les subventions visant à réduire les coûts de production comme l'aide à l'insémination artificielle et à la location des terres. Les programmes de réduction des coûts compris dans les catégories subséquentes, par exemple les subventions pour rabais d'intérêt, n'en font pas partie.
- **Le programme d'assurance-récolte** comprend les primes que les gouvernements versent aux fonds et leur participation aux coûts administratifs pour la gestion du programme.
- **L'aide au financement** comprend les prêts non remboursés couverts par les programmes de garantie de prêts établis en vertu de la Loi sur le paiement anticipé des récoltes (LPAAR) et de la Loi sur les paiements anticipés pour le grain des Prairies (LPAGP), les programmes de crédit comme la Loi sur la vente coopérative des produits agricoles; ces trois dernières lois ont été abrogées par la Loi sur les programmes de commercialisation agricole (LPCA). Elle comprend aussi la Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles et à la commercialisation selon la formule coopérative (LPAACFC) et les programmes de rabais d'intérêt, comme le Programme des avances de crédit printanières (PACP). Elle comprend également des provisions pour créances douteuses et des provisions pour pertes probables sur les garanties de prêts consenties par le gouvernement.
- **Les programmes d'entreposage et de transport** comprennent les subventions et les contributions versées dans le cadre de programmes d'aide au transport comme la Loi sur le transport du grain de l'Ouest (LTGO), le Programme de paiements de transition du grain de l'Ouest (PPTGO), le Programme canadien d'agro-infrastructure (PCAI) et les programmes d'entreposage.

- **Les programmes sociaux et de main-d'oeuvre** comprennent les subventions et les contributions versées aux organisations communautaires ainsi que celles versées pour la formation générale, par exemple, le soutien à la main-d'œuvre agricole.
- **Les programmes de recherche** se limitent aux subventions et aux contributions pour les activités de recherche, y compris la recherche visant à améliorer la qualité des produits. Sont toutefois exclus les frais administratifs, par exemple, les salaires des chercheurs. Voir le tableau C.3 pour de plus amples renseignements pour les dépenses consacrées à la recherche et à l'inspection. Les dépenses liées au Programme de partage des frais pour l'investissement (PPFI) sont incluses dans les coûts d'exploitation de la Direction générale de la recherche et de l'Agence canadienne d'inspection des aliments.
- **Les programmes d'inspection des aliments** se limitent aux subventions et aux contributions versées pour la santé animale, les services vétérinaires, les mises à l'essai de produits, la lutte contre les maladies et les ravageurs et la qualité des aliments. Sont toutefois exclus les frais administratifs, par exemple, les salaires des inspecteurs. Voir le tableau C.3 pour de plus amples renseignements sur les dépenses pour la recherche et l'inspection
- **Les programmes d'aide alimentaire et de développement international** comprennent les subventions et les contributions versées à cet effet et le soutien payé aux organismes agricoles internationaux. Ils comprennent aussi les remises de dettes des pays en développement contractées par l'entremise de l'Agence canadienne de développement international (ACDI). Cette remise de dette est constituée de prêts ou de lignes de crédit octroyés dans le but de développer l'agriculture et l'agroalimentaire dans ces pays. Elle est maintenant intégrée à la liste de dépenses fédérales depuis 1990-1991.
- **Les programmes de commercialisation et de marketing** comprennent les subventions versées à cet effet et celles liées à la promotion de produits, et au développement de produits et de marchés. Ils tiennent compte aussi des réductions du service de la dette et des réductions de dettes contractées auprès de la Commission canadienne du blé (CCB) suite à

l'accord conclu avec le Club de Paris. Les paiements de réduction de dette à la CCB sont maintenant intégrés aux dépenses fédérales depuis 1991-1992. Cette catégorie n'inclut pas les paiements effectués à la Société pour l'expansion des exportations (SEE) en vertu de l'accord conclu avec le Club de Paris, puisque ces derniers ne sont pas des paiements de dette à caractère agricole.

- **Les programmes de développement rural et régional** comprennent les subventions et les contributions versées pour les projets d'irrigation, les pâturages collectifs ainsi que les projets d'ententes fédérales-provinciales sur le développement général.
- **Les programmes d'environnement** comprennent les subventions et les contributions pour les activités liées à la conservation des ressources agricoles et de la faune, les dépenses ayant trait à l'approvisionnement en eau et les projets agricoles réalisés dans le cadre du Plan vert.
- **Les programmes d'enseignement** comprennent les subventions versées aux établissements d'enseignement agricole.
- **Les programmes de vulgarisation** comprennent les subventions et les contributions versées pour des activités liées à la diffusion d'information, à la formation et à l'offre de services aux agriculteurs telles que celles destinées au Conseil canadien des 4-H et à la gestion des surplus de fumier. Les frais administratifs, tels que les salaires des employés du gouvernement qui travaillent à la vulgarisation, sont toutefois exclus puisqu'ils font partie des dépenses de fonctionnement.

Les dépenses fiscales : les dépenses fiscales provinciales incluent les rabais sur la taxe des carburants et sur la taxe foncière, tels qu'inscrits aux comptes publics et au budget des dépenses. Les taxes de vente et les impôts sur le revenu ne sont pas inclus dans les estimations fédérales ni provinciales.

Les recouvrements incluent les droits payés par les utilisateurs pour des services, les licences et les permis, les locations et les crédits-bails, les ventes et les redevances, les ventes de terrains, les transferts d'un ordre de gouvernement à un autre, le remboursement des dépenses d'exercices précédents et les recouvrements d'exercices précédents, y compris la part des gouvernements

au titre des surplus de programmes, et les autres recouvrements divers. Ces recouvrements sont imputés aux dépenses de programme ou aux dépenses totales afin d'estimer la valeur nette des dépenses. Les remboursements de prêts et d'avances et les revenus de placement ne sont pas inclus dans les recouvrements.

Tableau C.3 : Recherche et inspection au soutien du secteur agroalimentaire

Les dépenses de fonctionnement pour la recherche comprennent, en grande partie, les salaires des chercheurs ainsi que les dépenses liées au fonctionnement quotidien des directions et des centres de recherche servant, par exemple, à améliorer les technologies de production et les caractéristiques des produits afin de soutenir un secteur agroalimentaire concurrentiel. Elles comprennent également les dépenses liées au Programme de partage des frais pour l'investissement.

Les dépenses de fonctionnement pour l'inspection et la réglementation des produits agricoles comprennent les dépenses liées au fonctionnement quotidien des directions et des centres d'inspection et de contrôle, à l'entretien et à la coordination des installations réseaux et, en grande partie, aux salaires des inspecteurs affectés à la prévention, à la vérification et à la certification des produits agroalimentaires du commerce.

Les dépenses en capital consacrées à la recherche incluent les dépenses effectuées pour l'acquisition de biens immobiliers comme les centres de recherche, l'ameublement et le gros équipement, ainsi que les charges d'amortissement.

Les dépenses en capital consacrées à l'inspection et à la réglementation incluent les dépenses effectuées pour l'acquisition de biens immobiliers comme les établissements d'inspection, l'ameublement et le gros équipement, ainsi que les charges d'amortissement.

Les dépenses attribuables à des programmes de recherche comprennent les subventions et les contributions versées aux universités, aux organismes scientifiques et aux particuliers pour le développement scientifique et technologique du secteur.

Les dépenses reliées aux programmes d'inspection comprennent les subventions, les contributions et les indemnités prévues pour la perte de plantes et d'animaux telles que celles versées en vertu de la *Loi sur la santé des animaux*, de la *Loi sur l'indemnisation des dommages causés par les pesticides* et de la *Loi sur la protection des végétaux*.

Tableau C.4 et Graphique C.3 : Dépenses publiques du secteur agroalimentaire en pourcentage des PIB agricole et agroalimentaire et Tableau C.5 : PIB total et dépenses publiques totales

Le produit intérieur brut, ou PIB, correspond à la valeur totale, sans double compte, des biens et des services produits dans un pays ou une région au cours d'une période donnée.

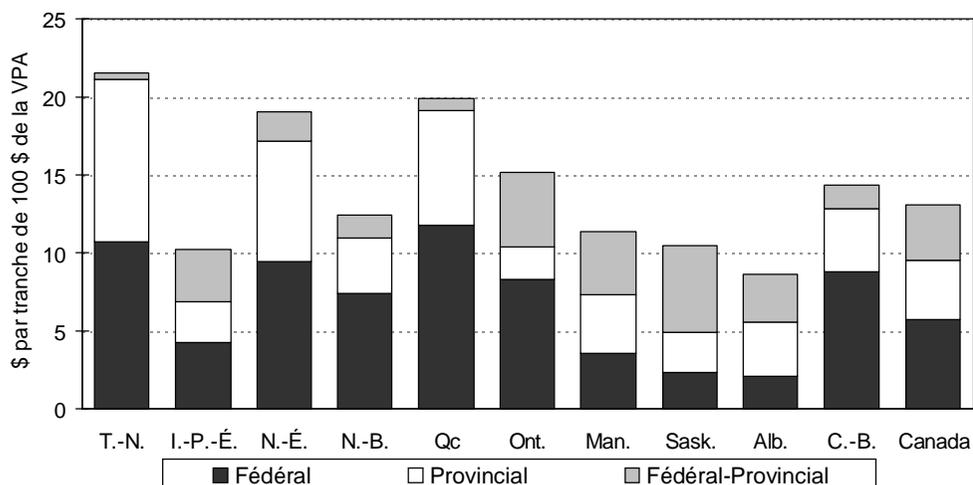
Les données du PIB en dollars de 1992 proviennent du Conference Board du Canada. Ces données correspondent au PIB au coût des facteurs de Statistique Canada. Ils sont convertis en dollars courants au moyen de l'indice déflateur du PIB (indice implicite de prix) provenant également du Conference Board du Canada. Les données du PIB sont fournies sur une base trimestrielle et sont regroupées en années financières.

Les données du PIB total portent sur tous les secteurs d'activité de l'économie canadienne et sont disponibles pour toutes les provinces et l'ensemble du Canada. Les données du PIB agricole comprennent toutes les industries agricoles et de services connexes. Les données du PIB alimentaire comprennent toutes les industries des aliments faisant partie des industries manufacturières. Les données du PIB des boissons comprennent toutes les industries des boissons faisant partie des industries manufacturières; ces PIB ne sont disponibles que pour le Québec, l'Ontario et l'Alberta en raison de leur caractère confidentiel. Le PIB agroalimentaire est la somme des PIB agricole, alimentaire et des boissons. Il n'inclut pas des secteurs tels que ceux du transport et de l'entreposage, et du commerce de gros et de détail.

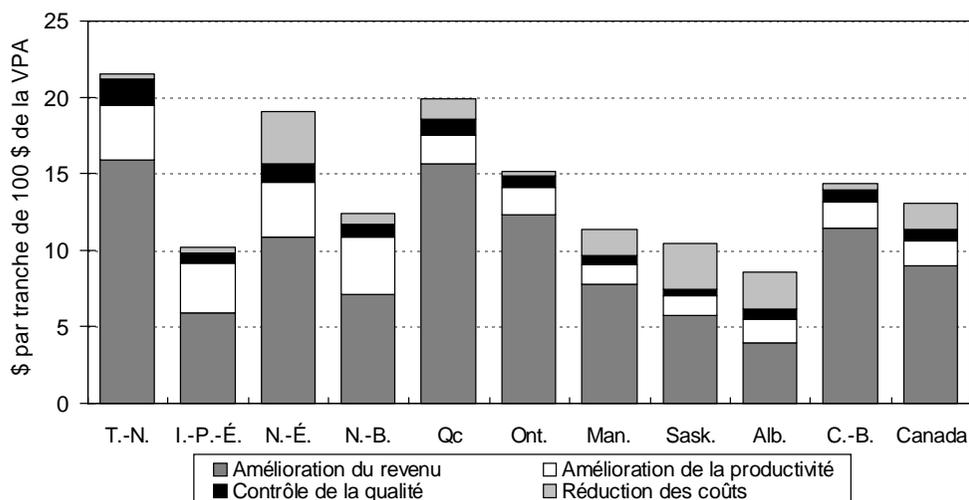
Le total canadien inclut, au niveau fédéral, les montants pour les provinces ainsi que pour le Yukon, le Nunavut et les territoires du Nord-Ouest.

SECTION D

Transferts gouvernementaux aux producteurs agricoles

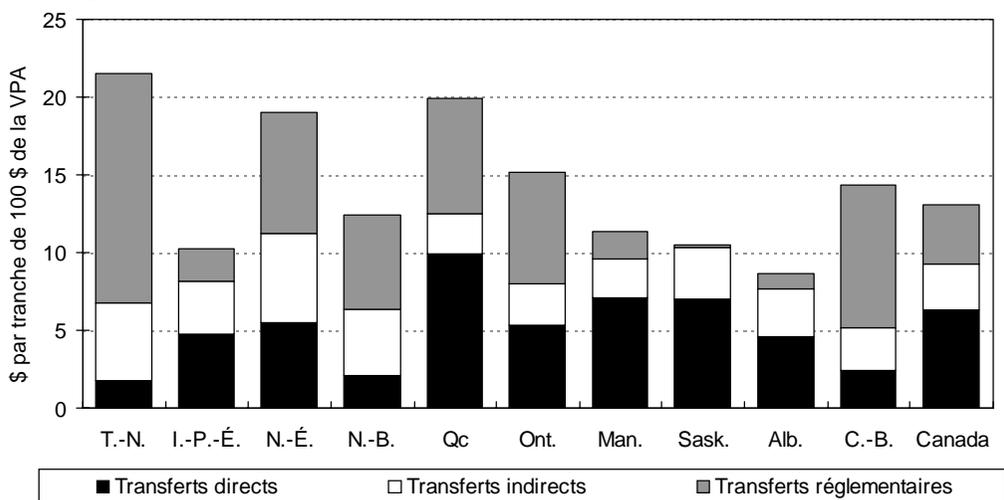
Graphique D.1 : Transferts gouvernementaux par source de transferts, Canada et provinces, 1999-2000**Points d'importance**

- Les transferts aux producteurs canadiens sous forme d'aide directe, indirecte et réglementaire ont totalisé 13,07 \$ par tranche de 100 \$ de la valeur de production ajustée (VPA) en 1999-2000.
- À l'échelle provinciale, les niveaux de transfert ont varié de 8,59 \$ par 100 \$ de VPA en Alberta à 21,55 \$ par 100 \$ de VPA à Terre-Neuve.
- À l'échelle nationale, 5,73 \$ par 100 \$ de VPA sont attribuables aux programmes et aux politiques du gouvernement fédéral. Les programmes provinciaux et les programmes à frais partagés se sont traduits respectivement par des transferts de 3,75 \$ et de 3,59 \$ par 100 \$ de VPA.

Graphique D.2 : Transferts gouvernementaux par objectif de programmes, Canada et provinces, 1999-2000**Points d'importance**

- Au niveau national, la plus importante part des transferts a été effectuée dans le cadre des programmes d'amélioration du revenu (9,01 \$ par 100 \$ de VPA), suivis par les mesures de réduction des coûts (1,70 \$), l'amélioration de la productivité (1,65 \$) et le contrôle de la qualité (0,70 \$).
- L'amélioration des revenus correspond à l'objectif de programmes le plus important dans toutes les provinces, variant de 3,97 \$ par 100 \$ en VPA en Alberta à 15,87 \$ par 100 \$ en VPA à Terre-Neuve.

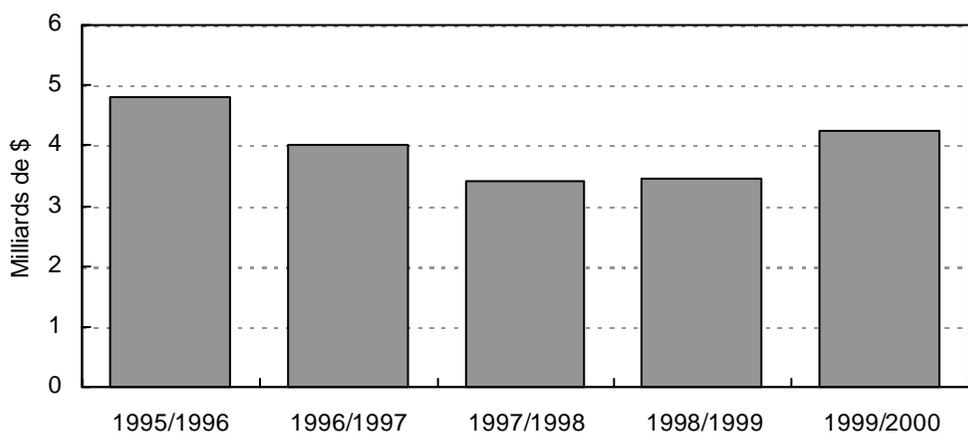
Graphique D.3 : Transferts gouvernementaux par type de transferts, Canada et provinces, 1999-2000



Points d'importance

- À l'échelle nationale, les transferts directs ont représenté 6,31 \$ par 100 \$ de VPA, les transferts indirects, 2,93 \$, et les transferts réglementaires, 3,82 \$.
- C'est au Québec que les transferts directs ont été les plus élevés (9,92 \$ par 100 \$ de VPA). Par ailleurs, c'est en Nouvelle-Écosse et à Terre-Neuve que l'on retrouve, respectivement, les transferts indirects (5,77 \$ par 100 \$ de VPA) et les transferts réglementaires (14,76 \$ par 100 \$ de VPA) les plus élevés.

Graphique D.4 : Transferts gouvernementaux, Canada, 1995-1996 à 1999-2000



Source : Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction générale des politiques stratégiques.
 Note : Une définition des termes utilisés dans cette section apparaît dans les notes méthodologiques.

Points d'importance

- Les transferts gouvernementaux ont atteint la barre des 4,23 milliards \$ en 1999-2000, soit une hausse de 769 millions \$ par rapport à l'année précédente.
- En 1999-2000, les transferts sont passés au-dessus de la moyenne des cinq années précédentes (1994-1995 à 1998-1999) qui étaient de 4,14 milliards \$.

Tableau D.1 : Transferts gouvernementaux par province, source de transferts, objectif de programmes et type de transferts, 1998-1999 et 1999-2000
Canada

SOURCE DE TRANSFERTS	OBJECTIF DE PROGRAMMES	TYPE DE TRANSFERTS	1998-1999		1999-2000		DIFFÉRENCE	
			\$	\$/100 \$ VPA	\$	\$/100 \$ VPA	\$	\$/100 \$ VPA
Fédéral	Amélioration du revenu	Direct	168 951 877	0,52	243 343 768	0,75	74 391 891	0,23
		Indirect	33 829 930	0,10	32 977 161	0,10	(852 769)	(0,00)
		Réglementaire	963 845 328	2,98	1 044 572 768	3,23	80 727 440	0,25
	Total		1 166 627 135	3,60	1 320 893 697	4,08	154 266 561	0,48
	Réduction des coûts	Direct	(550 624)	(0,00)	615 321	0,00	1 165 945	0,00
		Indirect	103 379 456	0,32	106 515 313	0,33	3 135 857	0,01
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
	Total		102 828 832	0,32	107 130 634	0,33	4 301 802	0,01
	Amélioration de la productivité	Direct	0	0,00	0	0,00	0	0,00
		Indirect	242 556 788	0,75	241 745 733	0,75	(811 055)	(0,00)
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
	Total		242 556 788	0,75	241 745 733	0,75	(811 055)	(0,00)
	Contrôle de la qualité	Direct	3 270 729	0,01	1 329 381	0,00	(1 941 348)	(0,01)
		Indirect	101 591 383	0,31	185 961 883	0,57	84 370 500	0,26
Réglementaire		0	0,00	0	0,00	0	0,00	
Total		104 862 112	0,32	187 291 264	0,58	82 429 152	0,25	
Total			1 616 874 867	4,99	1 857 061 328	5,73	240 186 460	0,74
Provincial	Amélioration du revenu	Direct	285 489 048	0,88	296 757 072	0,92	11 268 024	0,03
		Indirect	1 614 961	0,00	2 222 995	0,01	608 034	0,00
		Réglementaire	267 909 684	0,83	193 840 369	0,60	(74 069 315)	(0,23)
	Total		555 013 694	1,71	492 820 436	1,52	(62 193 258)	(0,19)
	Réduction des coûts	Direct	387 159 771	1,20	394 207 761	1,22	7 047 991	0,02
		Indirect	48 683 006	0,15	48 376 192	0,15	(306 813)	(0,00)
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
	Total		435 842 776	1,35	442 583 954	1,37	6 741 177	0,02
	Amélioration de la productivité	Direct	6 517 405	0,02	10 662 809	0,03	4 145 405	0,01
		Indirect	227 474 012	0,70	226 637 517	0,70	(836 495)	(0,00)
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
	Total		233 991 416	0,72	237 300 326	0,73	3 308 910	0,01
	Contrôle de la qualité	Direct	13 050 109	0,04	16 884 837	0,05	3 834 728	0,01
		Indirect	22 852 240	0,07	23 383 558	0,07	531 318	0,00
Réglementaire		0	0,00	0	0,00	0	0,00	
Total		35 902 349	0,11	40 268 395	0,12	4 366 046	0,01	
Total			1 260 750 235	3,89	1 212 973 110	3,75	(47 777 124)	(0,15)
Fédéral-Provincial	Amélioration du revenu	Direct	539 543 738	1,67	1 076 314 299	3,32	536 770 561	1,66
		Indirect	8 901 965	0,03	29 503 457	0,09	20 601 492	0,06
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
	Total		548 445 703	1,69	1 105 817 756	3,41	557 372 053	1,72
	Réduction des coûts	Direct	157 000	0,00	113 000	0,00	(44 000)	(0,00)
		Indirect	1 067 343	0,00	1 320 900	0,00	253 557	0,00
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
	Total		1 224 343	0,00	1 433 900	0,00	209 557	0,00
	Amélioration de la productivité	Direct	5 439 186	0,02	4 391 912	0,01	(1 047 274)	(0,00)
		Indirect	29 975 476	0,09	51 097 771	0,16	21 122 295	0,07
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
	Total		35 414 662	0,11	55 489 683	0,17	20 075 021	0,06
	Contrôle de la qualité	Direct	0	0,00	0	0,00	0	0,00
		Indirect	1 050 000	0,00	0	0,00	(1 050 000)	(0,00)
Réglementaire		0	0,00	0	0,00	0	0,00	
Total		1 050 000	0,00	0	0,00	(1 050 000)	(0,00)	
Total			586 134 708	1,81	1 162 741 339	3,59	576 606 631	1,78
Grand Total			3 463 759 810	10,69	4 232 775 777	13,07	769 015 967	2,37
VPA (00 \$)			323 886 595		323 879 829		(6 766)	
	Total, transferts directs		1 409 028 237	4,35	2 044 620 160	6,31	635 591 923	1,96
	Total, transferts indirects		822 976 560	2,54	949 742 480	2,93	126 765 920	0,39
	Total, transferts réglementaires		1 231 755 012	3,80	1 238 413 137	3,82	6 658 125	0,02
	Total, amélioration du revenu		2 270 086 531	7,01	2 919 531 888	9,01	649 445 357	2,01
	Total, réduction des coûts		539 895 952	1,67	551 148 488	1,70	11 252 536	0,03
	Total, productivité		511 962 867	1,58	534 535 742	1,65	22 572 875	0,07
	Total, contrôle de la qualité		141 814 460	0,44	227 559 659	0,70	85 745 199	0,26

Source : Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction générale des politiques stratégiques.

**Tableau D.1: Transferts gouvernementaux par province, source de transferts, objectif de programmes et type de transferts, 1998-1999 et 1999-2000
Terre-Neuve**

SOURCE DE TRANSFERTS	OBJECTIF DE PROGRAMMES	TYPE DE TRANSFERTS	1998-1999		1999-2000		DIFFÉRENCE	
			\$	\$/100 \$ VPA	\$	\$/100 \$ VPA	\$	\$/100 \$ VPA
Fédéral	Amélioration du revenu	Direct	0	0,00	0	0,00	0	0,00
		Indirect	381 389	0,56	561 637	0,80	180 247	0,24
		Réglementaire	5 505 523	8,05	5 638 879	8,06	133 356	0,00
	Total	5 886 912	8,61	6 200 516	8,86	313 603	0,25	
	Réduction des coûts	Direct	(53 522)	(0,08)	(78 612)	(0,11)	(25 090)	(0,03)
		Indirect	0	0,00	0	0,00	0	0,00
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
	Total	(53 522)	(0,08)	(78 612)	(0,11)	(25 090)	(0,03)	
	Amélioration de la productivité	Direct	0	0,00	0	0,00	0	0,00
		Indirect	558 181	0,82	708 100	1,01	149 919	0,20
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
	Total	558 181	0,82	708 100	1,01	149 919	0,20	
	Contrôle de la qualité	Direct	0	0,00	0	0,00	0	0,00
		Indirect	367 398	0,54	685 689	0,98	318 291	0,44
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
Total	367 398	0,54	685 689	0,98	318 291	0,44		
Total			6 758 969	9,89	7 515 693	10,74	756 723	0,85
Provincial	Amélioration du revenu	Direct	2 600	0,00	1 600	0,00	(1 000)	(0,00)
		Indirect	0	0,00	0	0,00	0	0,00
		Réglementaire	5 359 263	7,84	4 691 936	6,70	(667 327)	(1,13)
	Total	5 361 863	7,84	4 693 536	6,71	(668 327)	(1,14)	
	Réduction des coûts	Direct	540 264	0,79	323 884	0,46	(216 380)	(0,33)
		Indirect	0	0,00	0	0,00	0	0,00
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
	Total	540 264	0,79	323 884	0,46	(216 380)	(0,33)	
	Amélioration de la productivité	Direct	355 959	0,52	247 299	0,35	(108 660)	(0,17)
		Indirect	1 788 554	2,62	1 473 353	2,10	(315 201)	(0,51)
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
	Total	2 144 513	3,14	1 720 652	2,46	(423 861)	(0,68)	
	Contrôle de la qualité	Direct	440 216	0,64	509 366	0,73	69 150	0,08
		Indirect	25 000	0,04	25 000	0,04	0	(0,00)
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
Total	465 216	0,68	534 366	0,76	69 150	0,08		
Total			8 511 856	12,45	7 272 438	10,39	(1 239 418)	(2,06)
Fédéral-Provincial	Amélioration du revenu	Direct	167 206	0,24	211 731	0,30	44 524	0,06
		Indirect	0	0,00	0	0,00	0	0,00
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
	Total	167 206	0,24	211 731	0,30	44 524	0,06	
	Réduction des coûts	Direct	0	0,00	0	0,00	0	0,00
		Indirect	0	0,00	0	0,00	0	0,00
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
	Total	0	0,00	0	0,00	0	0,00	
	Amélioration de la productivité	Direct	0	0,00	0	0,00	0	0,00
		Indirect	396 807	0,58	86 352	0,12	(310 455)	(0,46)
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
	Total	396 807	0,58	86 352	0,12	(310 455)	(0,46)	
	Contrôle de la qualité	Direct	0	0,00	0	0,00	0	0,00
		Indirect	0	0,00	0	0,00	0	0,00
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
Total	0	0,00	0	0,00	0	0,00		
Total			564 013	0,82	298 083	0,43	(265 931)	(0,40)
Grand Total			15 834 839	23,16	15 086 213	21,55	(748 626)	(1,61)
VPA (00 \$)			683 730		699 932		16 203	
	Total, transferts directs		1 452 723	2,12	1 215 268	1,74	(237 456)	(0,39)
	Total, transferts indirects		3 517 330	5,14	3 540 131	5,06	22 801	(0,09)
	Total, transferts réglementaires		10 864 786	15,89	10 330 815	14,76	(533 971)	(1,13)
	Total, amélioration du revenu		11 415 982	16,70	11 105 782	15,87	(310 200)	(0,83)
	Total, réduction des coûts		486 742	0,71	245 272	0,35	(241 470)	(0,36)
	Total, productivité		3 099 501	4,53	2 515 104	3,59	(584 397)	(0,94)
	Total, contrôle de la qualité		832 614	1,22	1 220 055	1,74	387 441	0,53

Source : Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction générale des politiques stratégiques.

Tableau D.1: Transferts gouvernementaux par province, source de transferts, objectif de programmes et type de transferts, 1998-1999 et 1999-2000
Île-du-Prince-Édouard

SOURCE DE TRANSFERTS	OBJECTIF DE PROGRAMMES	TYPE DE TRANSFERTS	1998-1999		1999-2000		DIFFÉRENCE	
			\$	\$/100 \$ VPA	\$	\$/100 \$ VPA	\$	\$/100 \$ VPA
Fédéral	Amélioration du revenu	Direct	1 814 368	0,47	1 365 831	0,34	(448 537)	(0,13)
		Indirect	428 108	0,11	511 229	0,13	83 120	0,01
		Réglementaire	6 957 902	1,80	8 032 785	1,97	1 074 883	0,17
	Total	9 200 378	2,38	9 909 844	2,44	709 467	0,05	
	Réduction des coûts	Direct	(110 919)	(0,03)	(92 209)	(0,02)	18 710	0,01
		Indirect	0	0,00	0	0,00	0	0,00
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
	Total	(110 919)	(0,03)	(92 209)	(0,02)	18 710	0,01	
	Amélioration de la productivité	Direct	0	0,00	0	0,00	0	0,00
		Indirect	4 686 444	1,21	5 499 844	1,35	813 400	0,14
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
	Total	4 686 444	1,21	5 499 844	1,35	813 400	0,14	
	Contrôle de la qualité	Direct	0	0,00	0	0,00	0	0,00
		Indirect	1 101 805	0,29	2 116 523	0,52	1 014 718	0,23
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
Total	1 101 805	0,29	2 116 523	0,52	1 014 718	0,23		
Total			14 877 708	3,85	17 434 002	4,29	2 556 295	0,43
Provincial	Amélioration du revenu	Direct	1 283 641	0,33	744 524	0,18	(539 117)	(0,15)
		Indirect	0	0,00	0	0,00	0	0,00
		Réglementaire	585 854	0,15	423 475	0,10	(162 379)	(0,05)
	Total	1 869 495	0,48	1 167 999	0,29	(701 496)	(0,20)	
	Réduction des coûts	Direct	2 141 440	0,55	1 864 229	0,46	(277 211)	(0,10)
		Indirect	14 734	0,00	14 831	0,00	97	(0,00)
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
	Total	2 156 174	0,56	1 879 060	0,46	(277 114)	(0,10)	
	Amélioration de la productivité	Direct	318 293	0,08	1 266 164	0,31	947 871	0,23
		Indirect	5 292 081	1,37	5 898 390	1,45	606 309	0,08
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
	Total	5 610 374	1,45	7 164 554	1,76	1 554 180	0,31	
	Contrôle de la qualité	Direct	302 048	0,08	240 684	0,06	(61 364)	(0,02)
		Indirect	113 983	0,03	113 983	0,03	(0)	(0,00)
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
Total	416 031	0,11	354 667	0,09	(61 364)	(0,02)		
Total			10 052 074	2,60	10 566 280	2,60	514 206	(0,01)
Fédéral-Provincial	Amélioration du revenu	Direct	6 438 864	1,67	13 152 512	3,23	6 713 647	1,57
		Indirect	0	0,00	0	0,00	0	0,00
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
	Total	6 438 864	1,67	13 152 512	3,23	6 713 647	1,57	
	Réduction des coûts	Direct	0	0,00	0	0,00	0	0,00
		Indirect	0	0,00	0	0,00	0	0,00
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
	Total	0	0,00	0	0,00	0	0,00	
	Amélioration de la productivité	Direct	470 563	0,12	790 432	0,19	319 869	0,07
		Indirect	3 142 025	0,81	(292 098)	(0,07)	(3 434 123)	(0,89)
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
	Total	3 612 588	0,94	498 334	0,12	(3 114 254)	(0,81)	
	Contrôle de la qualité	Direct	0	0,00	0	0,00	0	0,00
		Indirect	0	0,00	0	0,00	0	0,00
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
Total	0	0,00	0	0,00	0	0,00		
Total			10 051 453	2,60	13 650 846	3,36	3 599 393	0,75
Grand Total			34 981 235	9,06	41 651 128	10,24	6 669 894	1,18
VPA (00 \$)			3 860 417		4 067 882		207 465	
	Total, transferts directs		12 658 298	3,28	19 332 167	4,75	6 673 868	1,47
	Total, transferts indirects		14 779 181	3,83	13 862 702	3,41	(916 479)	(0,42)
	Total, transferts réglementaires		7 543 756	1,95	8 456 260	2,08	912 504	0,12
	Total, amélioration du revenu		17 508 737	4,54	24 230 355	5,96	6 721 618	1,42
	Total, réduction des coûts		2 045 255	0,53	1 786 851	0,44	(258 404)	(0,09)
	Total, productivité		13 909 406	3,60	13 162 732	3,24	(746 674)	(0,37)
	Total, contrôle de la qualité		1 517 836	0,39	2 471 190	0,61	953 354	0,21

Source : Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction générale des politiques stratégiques.

**Tableau D.1: Transferts gouvernementaux par province, source de transferts, objectif de programmes et type de transferts, 1998-1999 et 1999-2000
Nouvelle-Écosse**

SOURCE DE TRANSFERTS	OBJECTIF DE PROGRAMMES	TYPE DE TRANSFERTS	1998-1999		1999-2000		DIFFÉRENCE	
			\$	\$/100 \$ VPA	\$	\$/100 \$ VPA	\$	\$/100 \$ VPA
Fédéral	Amélioration du revenu	Direct	3 083 986	0,80	2 191 422	0,58	(892 564)	(0,22)
		Indirect	428 373	0,11	729 387	0,19	301 013	0,08
		Réglementaire	24 320 151	6,32	26 606 925	7,02	2 286 774	0,70
	Total		27 832 510	7,23	29 527 733	7,79	1 695 223	0,55
	Réduction des coûts	Direct	(206 610)	(0,05)	(234 771)	(0,06)	(28 161)	(0,01)
		Indirect	0	0,00	0	0,00	0	0,00
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
	Total		(206 610)	(0,05)	(234 771)	(0,06)	(28 161)	(0,01)
	Amélioration de la productivité	Direct	0	0,00	0	0,00	0	0,00
		Indirect	3 851 420	1,00	3 757 298	0,99	(94 122)	(0,01)
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
	Total		3 851 420	1,00	3 757 298	0,99	(94 122)	(0,01)
	Contrôle de la qualité	Direct	0	0,00	0	0,00	0	0,00
		Indirect	1 582 647	0,41	2 775 434	0,73	1 192 787	0,32
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
Total		1 582 647	0,41	2 775 434	0,73	1 192 787	0,32	
Total			33 059 967	8,59	35 825 694	9,45	2 765 727	0,86
Provincial	Amélioration du revenu	Direct	4 182 178	1,09	4 123 549	1,09	(58 629)	0,00
		Indirect	517 201	0,13	680 395	0,18	163 194	0,05
		Réglementaire	5 490 625	1,43	3 034 762	0,80	(2 455 863)	(0,63)
	Total		10 190 004	2,65	7 838 706	2,07	(2 351 298)	(0,58)
	Réduction des coûts	Direct	3 396 243	0,88	9 500 708	2,51	6 104 465	1,62
		Indirect	3 760 756	0,98	3 718 111	0,98	(42 645)	0,00
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
	Total		7 156 999	1,86	13 218 820	3,49	6 061 821	1,63
	Amélioration de la productivité	Direct	117 100	0,03	155 738	0,04	38 638	0,01
		Indirect	6 056 422	1,57	6 226 042	1,64	169 620	0,07
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
	Total		6 173 522	1,60	6 381 780	1,68	208 258	0,08
	Contrôle de la qualité	Direct	1 022 664	0,27	1 133 704	0,30	111 040	0,03
		Indirect	650 610	0,17	621 339	0,16	(29 271)	(0,01)
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
Total		1 673 274	0,43	1 755 043	0,46	81 769	0,03	
Total			25 193 799	6,55	29 194 348	7,70	4 000 549	1,15
Fédéral-Provincial	Amélioration du revenu	Direct	1 511 269	0,39	3 869 265	1,02	2 357 996	0,63
		Indirect	0	0,00	0	0,00	0	0,00
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
	Total		1 511 269	0,39	3 869 265	1,02	2 357 996	0,63
	Réduction des coûts	Direct	0	0,00	0	0,00	0	0,00
		Indirect	0	0,00	0	0,00	0	0,00
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
	Total		0	0,00	0	0,00	0	0,00
	Amélioration de la productivité	Direct	0	0,00	0	0,00	0	0,00
		Indirect	2 360 197	0,61	3 367 565	0,89	1 007 368	0,27
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
	Total		2 360 197	0,61	3 367 565	0,89	1 007 368	0,27
	Contrôle de la qualité	Direct	0	0,00	0	0,00	0	0,00
		Indirect	0	0,00	0	0,00	0	0,00
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
Total		0	0,00	0	0,00	0	0,00	
Total			3 871 466	1,01	7 236 830	1,91	3 365 364	0,90
Grand Total			62 125 232	16,15	72 256 873	19,06	10 131 640	2,91
VPA (00 \$)			3 847 072		3 791 274		(55 798)	
	Total, transferts directs		13 106 830	3,41	20 739 615	5,47	7 632 786	2,06
	Total, transferts indirects		19 207 626	4,99	21 875 570	5,77	2 667 944	0,78
	Total, transferts réglementaires		29 810 776	7,75	29 641 687	7,82	(169 089)	0,07
	Total, amélioration du revenu		39 533 783	10,28	41 235 705	10,88	1 701 921	0,60
	Total, réduction des coûts		6 950 389	1,81	12 984 049	3,42	6 033 660	1,62
	Total, productivité		12 385 139	3,22	13 506 643	3,56	1 121 503	0,34
	Total, contrôle de la qualité		3 255 921	0,85	4 530 477	1,19	1 274 556	0,35

Source : Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction générale des politiques stratégiques.

**Tableau D.1: Transferts gouvernementaux par province, source de transferts, objectif de programmes et type de transferts, 1998-1999 et 1999-2000
Nouveau-Brunswick**

SOURCE DE TRANSFERTS	OBJECTIF DE PROGRAMMES	TYPE DE TRANSFERTS	1998-1999		1999-2000		DIFFÉRENCE	
			\$	\$/100 \$ VPA	\$	\$/100 \$ VPA	\$	\$/100 \$ VPA
Fédéral	Amélioration du revenu	Direct	2 334 543	0,64	1 714 828	0,48	(619 715)	(0,16)
		Indirect	420 536	0,11	517 045	0,14	96 509	0,03
		Réglementaire	16 621 721	4,53	18 300 919	5,12	1 679 198	0,59
	Total		19 376 800	5,28	20 532 792	5,75	1 155 992	0,46
	Réduction des coûts	Direct	(135 156)	(0,04)	(265 205)	(0,07)	(130 049)	(0,04)
		Indirect	0	0,00	0	0,00	0	0,00
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
	Total		(135 156)	(0,04)	(265 205)	(0,07)	(130 049)	(0,04)
	Amélioration de la productivité	Direct	0	0,00	0	0,00	0	0,00
		Indirect	4 193 829	1,14	3 791 874	1,06	(401 955)	(0,08)
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
	Total		4 193 829	1,14	3 791 874	1,06	(401 955)	(0,08)
	Contrôle de la qualité	Direct	4 821	0,00	0	0,00	(4 821)	(0,00)
		Indirect	1 323 501	0,36	2 424 172	0,68	1 100 671	0,32
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
Total		1 328 322	0,36	2 424 172	0,68	1 095 850	0,32	
Total			24 763 795	6,75	26 483 633	7,42	1 719 838	0,66
Provincial	Amélioration du revenu	Direct	0	0,00	0	0,00	0	0,00
		Indirect	84 833	0,02	206 120	0,06	121 287	0,03
		Réglementaire	4 885 997	1,33	3 123 634	0,87	(1 762 363)	(0,46)
	Total		4 970 830	1,36	3 329 754	0,93	(1 641 076)	(0,42)
	Réduction des coûts	Direct	2 342 276	0,64	2 695 563	0,75	353 288	0,12
		Indirect	0	0,00	0	0,00	0	0,00
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
	Total		2 342 276	0,64	2 695 563	0,75	353 288	0,12
	Amélioration de la productivité	Direct	689 104	0,19	1 060 585	0,30	371 481	0,11
		Indirect	5 143 638	1,40	5 232 871	1,47	89 234	0,06
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
	Total		5 832 742	1,59	6 293 456	1,76	460 715	0,17
	Contrôle de la qualité	Direct	0	0,00	0	0,00	0	0,00
		Indirect	92 640	0,03	345 746	0,10	253 106	0,07
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
Total		92 640	0,03	345 746	0,10	253 106	0,07	
Total			13 238 487	3,61	12 664 520	3,55	(573 967)	(0,06)
Fédéral-Provincial	Amélioration du revenu	Direct	1 084 331	0,30	1 782 768	0,50	698 436	0,20
		Indirect	0	0,00	0	0,00	0	0,00
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
	Total		1 084 331	0,30	1 782 768	0,50	698 436	0,20
	Réduction des coûts	Direct	157 000	0,04	113 000	0,03	(44 000)	(0,01)
		Indirect	0	0,00	0	0,00	0	0,00
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
	Total		157 000	0,04	113 000	0,03	(44 000)	(0,01)
	Amélioration de la productivité	Direct	272 450	0,07	352 527	0,10	80 077	0,02
		Indirect	1 343 753	0,37	2 870 807	0,80	1 527 054	0,44
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
	Total		1 616 203	0,44	3 223 334	0,90	1 607 131	0,46
	Contrôle de la qualité	Direct	0	0,00	0	0,00	0	0,00
		Indirect	0	0,00	0	0,00	0	0,00
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
Total		0	0,00	0	0,00	0	0,00	
Total			2 857 534	0,78	5 119 102	1,43	2 261 567	0,65
Grand Total			40 859 816	11,14	44 267 254	12,40	3 407 438	1,25
VPA (00 \$)			3 666 711		3 571 255		(95 456)	
	Total, transferts directs		6 749 369	1,84	7 454 066	2,09	704 697	0,25
	Total, transferts indirects		12 602 729	3,44	15 388 635	4,31	2 785 906	0,87
	Total, transferts réglementaires		21 507 718	5,87	21 424 553	6,00	(83 165)	0,13
	Total, amélioration du revenu		25 431 961	6,94	25 645 314	7,18	213 352	0,25
	Total, réduction des coûts		2 364 120	0,64	2 543 358	0,71	179 239	0,07
	Total, productivité		11 642 774	3,18	13 308 664	3,73	1 665 891	0,55
	Total, contrôle de la qualité		1 420 962	0,39	2 769 918	0,78	1 348 956	0,39

Source : Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction générale des politiques stratégiques.

Tableau D.1: Transferts gouvernementaux par province, source de transferts, objectif de programmes et type de transferts, 1998-1999 et 1999-2000 Québec

SOURCE DE TRANSFERTS	OBJECTIF DE PROGRAMMES	TYPE DE TRANSFERTS	1998-1999		1999-2000		DIFFÉRENCE	
			\$	\$/100 \$ VPA	\$	\$/100 \$ VPA	\$	\$/100 \$ VPA
Fédéral	Amélioration du revenu	Direct	95 758 727	1,76	189 274 937	3,49	93 516 210	1,73
		Indirect	7 488 434	0,14	7 086 306	0,13	(402 128)	(0,01)
		Réglementaire	325 323 401	5,97	364 448 900	6,72	39 125 499	0,75
	Total		428 570 562	7,87	560 810 143	10,34	132 239 581	2,47
	Réduction des coûts	Direct	(1 192 637)	(0,02)	(395 996)	(0,01)	796 641	0,01
		Indirect	0	0,00	0	0,00	0	0,00
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
	Total		(1 192 637)	(0,02)	(395 996)	(0,01)	796 641	0,01
	Amélioration de la productivité	Direct	0	0,00	0	0,00	0	0,00
		Indirect	38 596 363	0,71	41 208 491	0,76	2 612 128	0,05
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
	Total		38 596 363	0,71	41 208 491	0,76	2 612 128	0,05
	Contrôle de la qualité	Direct	1 903 878	0,03	859 444	0,02	(1 044 434)	(0,02)
		Indirect	19 798 590	0,36	34 005 518	0,63	14 206 928	0,26
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
Total		21 702 468	0,40	34 864 962	0,64	13 162 494	0,24	
Total		487 676 756	8,96	636 487 600	11,74	148 810 844	2,78	
Provincial	Amélioration du revenu	Direct	278 790 495	5,12	215 595 892	3,98	(63 194 603)	(1,14)
		Indirect	150 409	0,00	484 137	0,01	333 728	0,01
		Réglementaire	47 927 956	0,88	34 889 191	0,64	(13 038 765)	(0,24)
	Total		326 868 859	6,00	250 969 220	4,63	(75 899 639)	(1,38)
	Réduction des coûts	Direct	65 277 100	1,20	73 963 984	1,36	8 686 884	0,17
		Indirect	405 325	0,01	2 229	0,00	(403 096)	(0,01)
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
	Total		65 682 424	1,21	73 966 213	1,36	8 283 789	0,16
	Amélioration de la productivité	Direct	3 495 235	0,06	3 802 504	0,07	307 269	0,01
		Indirect	47 516 197	0,87	48 161 122	0,89	644 925	0,02
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
	Total		51 011 432	0,94	51 963 626	0,96	952 194	0,02
	Contrôle de la qualité	Direct	11 067 181	0,20	14 734 083	0,27	3 666 902	0,07
		Indirect	8 639 533	0,16	7 081 431	0,13	(1 558 102)	(0,03)
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
Total		19 706 713	0,36	21 815 514	0,40	2 108 801	0,04	
Total		463 269 429	8,51	398 714 573	7,35	(64 554 856)	(1,16)	
Fédéral-Provincial	Amélioration du revenu	Direct	53 841 197	0,99	37 862 089	0,70	(15 979 108)	(0,29)
		Indirect	0	0,00	0	0,00	0	0,00
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
	Total		53 841 197	0,99	37 862 089	0,70	(15 979 108)	(0,29)
	Réduction des coûts	Direct	0	0,00	0	0,00	0	0,00
		Indirect	0	0,00	0	0,00	0	0,00
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
	Total		0	0,00	0	0,00	0	0,00
	Amélioration de la productivité	Direct	3 962 758	0,07	2 439 746	0,04	(1 523 012)	(0,03)
		Indirect	3 599 175	0,07	3 845 936	0,07	246 761	0,00
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
	Total		7 561 933	0,14	6 285 682	0,12	(1 276 251)	(0,02)
	Contrôle de la qualité	Direct	0	0,00	0	0,00	0	0,00
		Indirect	0	0,00	0	0,00	0	0,00
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
Total		0	0,00	0	0,00	0	0,00	
Total		61 403 130	1,13	44 147 771	0,81	(17 255 359)	(0,31)	
Grand Total		1 012 349 316	18,59	1 079 349 944	19,90	67 000 628	1,31	
VPA (00 \$)		54 450 886		54 228 713		(222 173)		
	Total, transferts directs		512 903 933	9,42	538 136 683	9,92	25 232 750	0,50
	Total, transferts indirects		126 194 025	2,32	141 875 170	2,62	15 681 145	0,30
	Total, transferts réglementaires		373 251 357	6,85	399 338 091	7,36	26 086 734	0,51
	Total, amélioration du revenu		809 280 619	14,86	849 641 452	15,67	40 360 834	0,81
	Total, réduction des coûts		64 489 787	1,18	73 570 217	1,36	9 080 430	0,17
	Total, productivité		97 169 728	1,78	99 457 799	1,83	2 288 071	0,05
	Total, contrôle de la qualité		41 409 181	0,76	56 680 476	1,05	15 271 295	0,28

Source : Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction générale des politiques stratégiques.

Tableau D.1: Transferts gouvernementaux par province, source de transferts, objectif de programmes et type de transferts, 1998-1999 et 1999-2000 Ontario

SOURCE DE TRANSFERTS	OBJECTIF DE PROGRAMMES	TYPE DE TRANSFERTS	1998-1999		1999-2000		DIFFÉRENCE	
			\$	\$/100 \$ VPA	\$	\$/100 \$ VPA	\$	\$/100 \$ VPA
Fédéral	Amélioration du revenu	Direct	45 142 244	0,66	32 534 186	0,47	(12 608 058)	(0,19)
		Indirect	8 294 577	0,12	8 290 856	0,12	(3 721)	(0,00)
		Réglementaire	403 910 677	5,90	435 918 609	6,25	32 007 931	0,35
	Total		457 347 499	6,69	476 743 651	6,84	19 396 152	0,15
	Réduction des coûts	Direct	(3 509 912)	(0,05)	(4 009 209)	(0,06)	(499 297)	(0,01)
		Indirect	0	0,00	0	0,00	0	0,00
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
	Total		(3 509 912)	(0,05)	(4 009 209)	(0,06)	(499 297)	(0,01)
	Amélioration de la productivité	Direct	0	0,00	0	0,00	0	0,00
		Indirect	58 407 594	0,85	62 166 951	0,89	3 759 357	0,04
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
	Total		58 407 594	0,85	62 166 951	0,89	3 759 357	0,04
	Contrôle de la qualité	Direct	1 228 618	0,02	141 067	0,00	(1 087 552)	(0,02)
		Indirect	24 161 747	0,35	42 837 728	0,61	18 675 981	0,26
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
Total		25 390 365	0,37	42 978 795	0,62	17 588 430	0,25	
Total			537 635 546	7,86	577 880 188	8,29	40 244 642	0,43
Provincial	Amélioration du revenu	Direct	542 401	0,01	640 109	0,01	97 709	0,00
		Indirect	800	0,00	0	0,00	(800)	(0,00)
		Réglementaire	93 561 860	1,37	65 428 845	0,94	(28 133 015)	(0,43)
	Total		94 105 061	1,38	66 068 954	0,95	(28 036 107)	(0,43)
	Réduction des coûts	Direct	23 857 424	0,35	23 167 844	0,33	(689 580)	(0,02)
		Indirect	705 549	0,01	844 400	0,01	138 851	0,00
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
	Total		24 562 973	0,36	24 012 244	0,34	(550 729)	(0,01)
	Amélioration de la productivité	Direct	136 380	0,00	2 902 061	0,04	2 765 681	0,04
		Indirect	55 064 536	0,80	45 162 731	0,65	(9 901 805)	(0,16)
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
	Total		55 200 916	0,81	48 064 792	0,69	(7 136 124)	(0,12)
	Contrôle de la qualité	Direct	0	0,00	0	0,00	0	0,00
		Indirect	7 890 573	0,12	10 991 572	0,16	3 100 999	0,04
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
Total		7 890 573	0,12	10 991 572	0,16	3 100 999	0,04	
Total			181 759 523	2,66	149 137 562	2,14	(32 621 961)	(0,52)
Fédéral-Provincial	Amélioration du revenu	Direct	101 176 278	1,48	315 006 431	4,52	213 830 153	3,04
		Indirect	0	0,00	0	0,00	0	0,00
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
	Total		101 176 278	1,48	315 006 431	4,52	213 830 153	3,04
	Réduction des coûts	Direct	0	0,00	0	0,00	0	0,00
		Indirect	0	0,00	0	0,00	0	0,00
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
	Total		0	0,00	0	0,00	0	0,00
	Amélioration de la productivité	Direct	0	0,00	0	0,00	0	0,00
		Indirect	4 645 999	0,07	15 141 838	0,22	10 495 839	0,15
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
	Total		4 645 999	0,07	15 141 838	0,22	10 495 839	0,15
	Contrôle de la qualité	Direct	0	0,00	0	0,00	0	0,00
		Indirect	0	0,00	0	0,00	0	0,00
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
Total		0	0,00	0	0,00	0	0,00	
Total			105 822 277	1,55	330 148 269	4,74	224 325 992	3,19
Grand Total			825 217 346	12,06	1 057 166 019	15,16	231 948 673	3,10
VPA (00 \$)			68 407 571		69 714 511		1 306 940	
	Total, transferts directs		168 573 433	2,46	370 382 489	5,31	201 809 056	2,85
	Total, transferts indirects		159 171 376	2,33	185 436 076	2,66	26 264 700	0,33
	Total, transferts réglementaires		497 472 537	7,27	501 347 454	7,19	3 874 916	(0,08)
	Total, amélioration du revenu		652 628 837	9,54	857 819 036	12,30	205 190 199	2,76
	Total, réduction des coûts		21 053 061	0,31	20 003 035	0,29	(1 050 026)	(0,02)
	Total, productivité		118 254 509	1,73	125 373 581	1,80	7 119 071	0,07
	Total, contrôle de la qualité		33 280 938	0,49	53 970 367	0,77	20 689 429	0,29

Source : Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction générale des politiques stratégiques.

**Tableau D.1: Transferts gouvernementaux par province, source de transferts, objectif de programmes et type de transferts, 1998-1999 et 1999-2000
Manitoba**

SOURCE DE TRANSFERTS	OBJECTIF DE PROGRAMMES	TYPE DE TRANSFERTS	1998-1999		1999-2000		DIFFÉRENCE	
			\$	\$/100 \$ VPA	\$	\$/100 \$ VPA	\$	\$/100 \$ VPA
Fédéral	Amélioration du revenu	Direct	3 765 087	0,11	2 742 137	0,08	(1 022 950)	(0,03)
		Indirect	2 732 892	0,08	2 573 609	0,07	(159 282)	(0,01)
		Réglementaire	44 619 713	1,29	52 647 268	1,50	8 027 555	0,21
	Total	51 117 692	1,48	57 963 014	1,65	6 845 322	0,17	
	Réduction des coûts	Direct	2 829 168	0,08	3 882 788	0,11	1 053 620	0,03
		Indirect	19 051 099	0,55	16 802 336	0,48	(2 248 762)	(0,07)
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
	Total	21 880 267	0,63	20 685 124	0,59	(1 195 142)	(0,04)	
	Amélioration de la productivité	Direct	0	0,00	0	0,00	0	0,00
		Indirect	24 419 327	0,71	25 889 305	0,74	1 469 978	0,03
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
	Total	24 419 327	0,71	25 889 305	0,74	1 469 978	0,03	
	Contrôle de la qualité	Direct	112 763	0,00	6 962	0,00	(105 801)	(0,00)
		Indirect	9 624 787	0,28	18 960 253	0,54	9 335 466	0,26
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
Total	9 737 550	0,28	18 967 215	0,54	9 229 665	0,26		
Total			107 154 836	3,10	123 504 659	3,52	16 349 823	0,42
Provincial	Amélioration du revenu	Direct	618 150	0,02	70 161 015	2,00	69 542 865	1,98
		Indirect	773 400	0,02	747 825	0,02	(25 575)	(0,00)
		Réglementaire	12 342 902	0,36	10 159 700	0,29	(2 183 202)	(0,07)
	Total	13 734 452	0,40	81 068 540	2,31	67 334 088	1,91	
	Réduction des coûts	Direct	39 437 442	1,14	38 171 647	1,09	(1 265 794)	(0,05)
		Indirect	10 326	0,00	10 305	0,00	(21)	(0,00)
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
	Total	39 447 768	1,14	38 181 952	1,09	(1 265 815)	(0,05)	
	Amélioration de la productivité	Direct	1 110 831	0,03	971 603	0,03	(139 228)	(0,00)
		Indirect	12 925 463	0,37	13 230 757	0,38	305 294	0,00
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
	Total	14 036 293	0,41	14 202 360	0,40	166 067	(0,00)	
	Contrôle de la qualité	Direct	0	0,00	0	0,00	0	0,00
		Indirect	701 372	0,02	537 201	0,02	(164 171)	(0,00)
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
Total	701 372	0,02	537 201	0,02	(164 171)	(0,00)		
Total			67 919 884	1,96	133 990 053	3,82	66 070 169	1,85
Fédéral-Provincial	Amélioration du revenu	Direct	52 392 057	1,51	133 286 778	3,80	80 894 721	2,28
		Indirect	0	0,00	0	0,00	0	0,00
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
	Total	52 392 057	1,51	133 286 778	3,80	80 894 721	2,28	
	Réduction des coûts	Direct	0	0,00	0	0,00	0	0,00
		Indirect	339 100	0,01	338 400	0,01	(700)	(0,00)
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
	Total	339 100	0,01	338 400	0,01	(700)	(0,00)	
	Amélioration de la productivité	Direct	0	0,00	0	0,00	0	0,00
		Indirect	2 516 126	0,07	8 024 188	0,23	5 508 062	0,16
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
	Total	2 516 126	0,07	8 024 188	0,23	5 508 062	0,16	
	Contrôle de la qualité	Direct	0	0,00	0	0,00	0	0,00
		Indirect	0	0,00	0	0,00	0	0,00
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
Total	0	0,00	0	0,00	0	0,00		
Total			55 247 283	1,60	141 649 366	4,04	86 402 083	2,44
Grand Total			230 322 003	6,66	399 144 078	11,37	168 822 075	4,72
VPA (00 \$)			34 589 647		35 090 937		501 290	
	Total, transferts directs		100 265 497	2,90	249 222 930	7,10	148 957 433	4,20
	Total, transferts indirects		73 093 891	2,11	87 114 180	2,48	14 020 289	0,37
	Total, transferts réglementaires		56 962 615	1,65	62 806 968	1,79	5 844 353	0,14
	Total, amélioration du revenu		117 244 200	3,39	272 318 332	7,76	155 074 132	4,37
	Total, réduction des coûts		61 667 135	1,78	59 205 477	1,69	(2 461 658)	(0,10)
	Total, productivité		40 971 746	1,18	48 115 853	1,37	7 144 107	0,19
	Total, contrôle de la qualité		10 438 922	0,30	19 504 416	0,56	9 065 494	0,25

Source : Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction générale des politiques stratégiques.

Tableau D.1: Transferts gouvernementaux par province, source de transferts, objectif de programmes et type de transferts, 1998-1999 et 1999-2000 Saskatchewan

SOURCE DE TRANSFERTS	OBJECTIF DE PROGRAMMES	TYPE DE TRANSFERTS	1998-1999		1999-2000		DIFFÉRENCE	
			\$	\$/100 \$ VPA	\$	\$/100 \$ VPA	\$	\$/100 \$ VPA
Fédéral	Amélioration du revenu	Direct	2 414 320	0,04	2 056 259	0,03	(358 061)	(0,01)
		Indirect	6 934 959	0,10	6 148 147	0,09	(786 811)	(0,01)
		Réglementaire	8 697 994	0,13	949 577	0,01	(7 748 417)	(0,11)
	Total	18 047 273	0,26	9 153 983	0,13	(8 893 289)	(0,13)	
	Réduction des coûts	Direct	948 274	0,01	1 331 578	0,02	383 304	0,01
		Indirect	71 823 305	1,04	73 184 157	1,06	1 360 852	0,02
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
	Total	72 771 579	1,06	74 515 735	1,08	1 744 156	0,02	
	Amélioration de la productivité	Direct	0	0,00	0	0,00	0	0,00
		Indirect	48 007 452	0,70	51 017 148	0,74	3 009 696	0,04
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
	Total	48 007 452	0,70	51 017 148	0,74	3 009 696	0,04	
	Contrôle de la qualité	Direct	0	0,00	253 071	0,00	253 071	0,00
		Indirect	12 418 052	0,18	25 622 443	0,37	13 204 391	0,19
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
Total	12 418 052	0,18	25 875 514	0,38	13 457 462	0,19		
Total			151 244 355	2,20	160 562 380	2,33	9 318 025	0,13
Provincial	Amélioration du revenu	Direct	(229 262)	(0,00)	(37 599)	(0,00)	191 663	0,00
		Indirect	0	0,00	0	0,00	0	0,00
		Réglementaire	9 233 787	0,13	7 173 225	0,10	(2 060 562)	(0,03)
	Total	9 004 525	0,13	7 135 626	0,10	(1 868 899)	(0,03)	
	Réduction des coûts	Direct	123 061 250	1,79	123 321 705	1,79	260 455	0,00
		Indirect	9 731 247	0,14	9 731 247	0,14	0	(0,00)
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
	Total	132 792 497	1,93	133 052 952	1,93	260 455	0,00	
	Amélioration de la productivité	Direct	294 503	0,00	256 855	0,00	(37 648)	(0,00)
		Indirect	17 217 696	0,25	35 276 418	0,51	18 058 723	0,26
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
	Total	17 512 199	0,25	35 533 273	0,52	18 021 075	0,26	
	Contrôle de la qualité	Direct	0	0,00	0	0,00	0	0,00
		Indirect	372 699	0,01	314 513	0,00	(58 186)	(0,00)
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
Total	372 699	0,01	314 513	0,00	(58 186)	(0,00)		
Total			159 681 920	2,32	176 036 364	2,55	16 354 445	0,23
Fédéral-Provincial	Amélioration du revenu	Direct	149 014 305	2,16	357 491 813	5,18	208 477 508	3,02
		Indirect	6 308 930	0,09	25 682 037	0,37	19 373 107	0,28
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
	Total	155 323 235	2,26	383 173 850	5,56	227 850 615	3,30	
	Réduction des coûts	Direct	0	0,00	0	0,00	0	0,00
		Indirect	423 500	0,01	427 500	0,01	4 000	0,00
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
	Total	423 500	0,01	427 500	0,01	4 000	0,00	
	Amélioration de la productivité	Direct	733 415	0,01	809 207	0,01	75 792	0,00
		Indirect	4 263 028	0,06	1 636 207	0,02	(2 626 821)	(0,04)
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
	Total	4 996 443	0,07	2 445 414	0,04	(2 551 029)	(0,04)	
	Contrôle de la qualité	Direct	0	0,00	0	0,00	0	0,00
		Indirect	0	0,00	0	0,00	0	0,00
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
Total	0	0,00	0	0,00	0	0,00		
Total			160 743 178	2,33	386 046 764	5,60	225 303 586	3,26
Grand Total			471 669 453	6,85	722 645 509	10,48	250 976 056	3,63
VPA (00 \$)			68 878 772		68 969 145		90 373	
	Total, transferts directs		276 236 805	4,01	485 482 889	7,04	209 246 084	3,03
	Total, transferts indirects		177 500 867	2,58	229 039 818	3,32	51 538 951	0,74
	Total, transferts réglementaires		17 931 781	0,26	8 122 802	0,12	(9 808 979)	(0,14)
	Total, amélioration du revenu		182 375 033	2,65	399 463 460	5,79	217 088 427	3,14
	Total, réduction des coûts		205 987 576	2,99	207 996 187	3,02	2 008 611	0,03
	Total, productivité		70 516 094	1,02	88 995 835	1,29	18 479 742	0,27
	Total, contrôle de la qualité		12 790 751	0,19	26 190 027	0,38	13 399 276	0,19

Source : Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction générale des politiques stratégiques.

Tableau D.1: Transferts gouvernementaux par province, source de transferts, objectif de programmes et type de transferts, 1998-1999 et 1999-2000 Alberta

SOURCE DE TRANSFERTS	OBJECTIF DE PROGRAMMES	TYPE DE TRANSFERTS	1998-1999		1999-2000		DIFFÉRENCE	
			\$	\$/100 \$ VPA	\$	\$/100 \$ VPA	\$	\$/100 \$ VPA
Fédéral	Amélioration du revenu	Direct	7 089 395	0,10	5 896 726	0,08	(1 192 669)	(0,01)
		Indirect	5 833 566	0,08	5 349 904	0,08	(483 662)	(0,00)
		Réglementaire	43 360 542	0,60	38 206 801	0,55	(5 153 741)	(0,05)
	Total	56 283 503	0,78	49 453 431	0,71	(6 830 072)	(0,07)	
	Réduction des coûts	Direct	1 532 562	0,02	1 065 659	0,02	(466 903)	(0,01)
		Indirect	14 293 493	0,20	18 162 394	0,26	3 868 901	0,06
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
	Total	15 826 055	0,22	19 228 053	0,28	3 401 998	0,06	
	Amélioration de la productivité	Direct	0	0,00	0	0,00	0	0,00
		Indirect	46 533 723	0,65	33 450 608	0,48	(13 083 115)	(0,17)
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
	Total	46 533 723	0,65	33 450 608	0,48	(13 083 115)	(0,17)	
	Contrôle de la qualité	Direct	9 771	0,00	68 779	0,00	59 008	0,00
		Indirect	25 064 293	0,35	45 200 650	0,65	20 136 357	0,30
Réglementaire		0	0,00	0	0,00	0	0,00	
Total	25 074 064	0,35	45 269 429	0,65	20 195 365	0,30		
Total			143 717 345	1,99	147 401 520	2,12	3 684 175	0,12
Provincial	Amélioration du revenu	Direct	289 000	0,00	1 396 000	0,02	1 107 000	0,02
		Indirect	0	0,00	0	0,00	0	0,00
		Réglementaire	39 221 816	0,54	28 886 208	0,41	(10 335 608)	(0,13)
	Total	39 510 816	0,55	30 282 208	0,44	(9 228 608)	(0,11)	
	Réduction des coûts	Direct	119 853 932	1,66	113 243 513	1,63	(6 610 419)	(0,04)
		Indirect	34 055 069	0,47	34 055 069	0,49	0	0,02
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
	Total	153 909 001	2,14	147 298 582	2,12	(6 610 419)	(0,02)	
	Amélioration de la productivité	Direct	0	0,00	0	0,00	0	0,00
		Indirect	68 686 866	0,95	57 043 246	0,82	(11 643 620)	(0,13)
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
	Total	68 686 866	0,95	57 043 246	0,82	(11 643 620)	(0,13)	
	Contrôle de la qualité	Direct	0	0,00	0	0,00	0	0,00
		Indirect	4 019 400	0,06	2 996 686	0,04	(1 022 714)	(0,01)
Réglementaire		0	0,00	0	0,00	0	0,00	
Total	4 019 400	0,06	2 996 686	0,04	(1 022 714)	(0,01)		
Total			266 126 083	3,69	237 620 722	3,41	(28 505 361)	(0,28)
Fédéral-Provincial	Amélioration du revenu	Direct	163 043 111	2,26	196 842 195	2,83	33 799 084	0,56
		Indirect	0	0,00	0	0,00	0	0,00
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
	Total	163 043 111	2,26	196 842 195	2,83	33 799 084	0,56	
	Réduction des coûts	Direct	0	0,00	0	0,00	0	0,00
		Indirect	295 993	0,00	540 000	0,01	244 007	0,00
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
	Total	295 993	0,00	540 000	0,01	244 007	0,00	
	Amélioration de la productivité	Direct	0	0,00	0	0,00	0	0,00
		Indirect	6 774 230	0,09	15 912 140	0,23	9 137 910	0,13
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
	Total	6 774 230	0,09	15 912 140	0,23	9 137 910	0,13	
	Contrôle de la qualité	Direct	0	0,00	0	0,00	0	0,00
		Indirect	0	0,00	0	0,00	0	0,00
Réglementaire		0	0,00	0	0,00	0	0,00	
Total	0	0,00	0	0,00	0	0,00		
Total			170 113 334	2,36	213 294 335	3,06	43 181 001	0,70
Grand Total			579 956 762	8,05	598 316 577	8,59	18 359 815	0,55
VPA (00 \$)			72 052 338		69 614 008		(2 438 330)	
	Total, transferts directs		291 817 771	4,05	318 512 872	4,58	26 695 101	0,53
	Total, transferts indirects		205 556 633	2,85	212 710 696	3,06	7 154 063	0,20
	Total, transferts réglementaires		82 582 358	1,15	67 093 009	0,96	(15 489 349)	(0,18)
	Total, amélioration du revenu		258 837 430	3,59	276 577 834	3,97	17 740 404	0,38
	Total, réduction des coûts		170 031 049	2,36	167 066 634	2,40	(2 964 414)	0,04
	Total, productivité		121 994 819	1,69	106 405 994	1,53	(15 588 825)	(0,16)
	Total, contrôle de la qualité		29 093 464	0,40	48 266 115	0,69	19 172 651	0,29

Source : Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction générale des politiques stratégiques.

**Tableau D.1: Transferts gouvernementaux par province, source de transferts, objectif de programmes et type de transferts, 1998-1999 et 1999-2000
Colombie-Britannique**

SOURCE DE TRANSFERTS	OBJECTIF DE PROGRAMMES	TYPE DE TRANSFERTS	1998-1999		1999-2000		DIFFÉRENCE	
			\$	\$/100 \$ VPA	\$	\$/100 \$ VPA	\$	\$/100 \$ VPA
Fédéral	Amélioration du revenu	Direct	7 549 207	0,56	5 567 442	0,39	(1 981 765)	(0,17)
		Indirect	887 096	0,07	1 209 041	0,09	321 945	0,02
		Réglementaire	84 527 704	6,28	93 822 106	6,64	9 294 402	0,35
	Total		92 964 007	6,91	100 598 589	7,12	7 634 582	0,21
	Réduction des coûts	Direct	(651 872)	(0,05)	(588 702)	(0,04)	63 170	0,01
		Indirect	(1 788 440)	(0,13)	(1 633 574)	(0,12)	154 866	0,02
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
	Total		(2 440 312)	(0,18)	(2 222 276)	(0,16)	218 036	0,02
	Amélioration de la productivité	Direct	0	0,00	0	0,00	0	0,00
		Indirect	13 302 455	0,99	14 256 114	1,01	953 659	0,02
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
	Total		13 302 455	0,99	14 256 114	1,01	953 659	0,02
	Contrôle de la qualité	Direct	10 877	0,00	58	0,00	(10 819)	(0,00)
		Indirect	6 148 563	0,46	11 333 473	0,80	5 184 910	0,34
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
Total		6 159 440	0,46	11 333 531	0,80	5 174 091	0,34	
Total			109 985 590	8,18	123 965 958	8,77	13 980 368	0,59
Provincial	Amélioration du revenu	Direct	9 846	0,00	4 131 982	0,29	4 122 136	0,29
		Indirect	88 319	0,01	104 518	0,01	16 199	0,00
		Réglementaire	49 299 624	3,67	36 029 393	2,55	(13 270 231)	(1,12)
	Total		49 397 789	3,67	40 265 893	2,85	(9 131 896)	(0,82)
	Réduction des coûts	Direct	7 252 400	0,54	7 954 683	0,56	702 283	0,02
		Indirect	0	0,00	0	0,00	0	0,00
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
	Total		7 252 400	0,54	7 954 683	0,56	702 283	0,02
	Amélioration de la productivité	Direct	0	0,00	0	0,00	0	0,00
		Indirect	7 782 558	0,58	8 932 586	0,63	1 150 028	0,05
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
	Total		7 782 558	0,58	8 932 586	0,63	1 150 028	0,05
	Contrôle de la qualité	Direct	218 000	0,02	267 000	0,02	49 000	0,00
		Indirect	346 431	0,03	356 087	0,03	9 656	(0,00)
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
Total		564 431	0,04	623 087	0,04	58 656	0,00	
Total			64 997 179	4,83	57 776 250	4,09	(7 220 929)	(0,74)
Fédéral-Provincial	Amélioration du revenu	Direct	10 875 119	0,81	16 808 718	1,19	5 933 599	0,38
		Indirect	2 593 035	0,19	3 821 420	0,27	1 228 385	0,08
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
	Total		13 468 154	1,00	20 630 138	1,46	7 161 984	0,46
	Réduction des coûts	Direct	0	0,00	0	0,00	0	0,00
		Indirect	8 750	0,00	15 000	0,00	6 250	0,00
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
	Total		8 750	0,00	15 000	0,00	6 250	0,00
	Amélioration de la productivité	Direct	0	0,00	0	0,00	0	0,00
		Indirect	934 135	0,07	504 836	0,04	(429 299)	(0,03)
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
	Total		934 135	0,07	504 836	0,04	(429 299)	(0,03)
	Contrôle de la qualité	Direct	0	0,00	0	0,00	0	0,00
		Indirect	1 050 000	0,08	0	0,00	(1 050 000)	(0,08)
		Réglementaire	0	0,00	0	0,00	0	0,00
Total		1 050 000	0,08	0	0,00	(1 050 000)	(0,08)	
Total			15 461 039	1,15	21 149 974	1,50	5 688 935	0,35
Grand Total			190 443 807	14,16	202 892 182	14,36	12 448 374	0,20
VPA (00 \$)			13 449 452		14 132 172		682 720	
	Total, transferts directs		25 263 577	1,88	34 141 181	2,42	8 877 604	0,54
	Total, transferts indirects		31 352 903	2,33	38 899 502	2,75	7 546 599	0,42
	Total, transferts réglementaires		133 827 328	9,95	129 851 499	9,19	(3 975 829)	(0,76)
	Total, amélioration du revenu		155 829 950	11,59	161 494 620	11,43	5 664 670	(0,16)
	Total, réduction des coûts		4 820 838	0,36	5 747 408	0,41	926 570	0,05
	Total, productivité		22 019 148	1,64	23 693 536	1,68	1 674 388	0,04
	Total, contrôle de la qualité		7 773 871	0,58	11 956 618	0,85	4 182 747	0,27

Source : Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction générale des politiques stratégiques.

Méthodologie des transferts gouvernementaux

La partie suivante fournit un aperçu des concepts et méthodes utilisés dans le calcul des transferts gouvernementaux aux producteurs agricoles et décrit les différences entre les transferts gouvernementaux et les dépenses publiques présentées à la section C.

1.0 Concepts

Deux concepts de base permettent de mesurer les transferts gouvernementaux. Ils sont décrits brièvement ci-après.

1.1 Approche comptable

En règle générale, les transferts versés par le gouvernement aux producteurs sont définis et mesurés dans un cadre comptable. Cela signifie que les transferts mesurés sont des transferts directs (ou leurs équivalents) aux producteurs, qui ne représentent pas des prestations d'aide économique pour ces derniers. Cette approche permet d'additionner les transferts offerts par tous les programmes et règlements en vigueur afin de déterminer les transferts totaux. Ainsi (et c'est une conséquence importante), chaque dollar investi dans la recherche ou le développement des marchés a la même valeur que le dollar dépensé sous forme de paiement direct aux producteurs, soit, par exemple, une réduction du coût des intrants. Il faut noter que la valeur comptable de certaines mesures de réglementation n'est pas directement mesurable. Pour ces mesures, on utilise une combinaison de méthodes comptables et d'analyses économiques partielles.

1.2 Principe du coût d'opportunité

Dans le cadre des politiques qui prévoient des transferts aux producteurs par une modification des prix du marché, on utilise les prix des marchés mondiaux pour calculer les coûts d'opportunité de la production nationale. Cela signifie qu'en l'absence de politique, on suppose que les coûts d'opportunité nationaux sont égaux aux prix mondiaux comparables, ajustés selon le taux de change et les coûts de transport.

2.0 Couverture

2.1 La plupart des programmes et des interventions du gouvernement qui ont une incidence sur les revenus des producteurs canadiens sont couverts à l'intérieur des limites pratiques significatives et mesurables. Cela inclut les transferts des contribuables par le biais des dépenses gouvernementales (ou recettes cédées en vertu des programmes d'exemption), ainsi que les transferts des consommateurs par le biais d'un meilleur taux de rendement du marché, résultant de la réglementation gouvernementale. Les transferts gouvernementaux sont calculés relativement aux programmes fédéraux, provinciaux et à frais partagés, en tenant compte de la participation des ministères provinciaux de l'agriculture.

La mesure des transferts gouvernementaux est limitée à l'agriculture primaire. Les transferts gouvernementaux extérieurs à l'exploitation agricole (qui visent le secteur de la transformation alimentaire) ne sont pas mesurés. Il existe deux autres restrictions :

- les programmes d'aide aux fournisseurs de facteurs de production (par exemple, les fabricants d'engrais ou de machines) ne sont pas pris en compte;
- les politiques générales de nature monétaire, financière, sociale ou environnementale ne sont pas mesurées, mais les mesures de compensation liées à ces politiques le sont. Par exemple, l'incidence de la politique monétaire sur les taux d'intérêt n'est pas prise en compte, mais les programmes qui favorisent une diminution des taux d'intérêt le sont.

2.2 La couverture se limite aux politiques intérieures et commerciales du Canada. Cela signifie que l'on ne tient pas compte des effets directs ou indirects des politiques étrangères sur le taux de rendement des marchés pour les producteurs canadiens. De la même façon, les effets répartis entre les diverses provinces ne sont pas pris en compte. L'OCDE établit des mesures similaires

pour les pays membres, et ce, en calculant l'équivalent subvention à la production (ESP).

3.0 Regroupement des programmes

Les transferts gouvernementaux sont regroupés selon un système de classification comportant trois catégories : la source de transferts, l'objectif des programmes et le type de transferts. Voici une brève description de ces catégories.

3.1 La catégorie **source de transferts** qualifie un programme fédéral, provincial ou fédéral-provincial, c'est-à-dire un programme conforme à la responsabilité exercée par le gouvernement relativement au financement du programme, ou à sa mise en oeuvre et à son administration.

3.2 La catégorie **objectif de programmes** divise les programmes et les politiques en quatre groupes : amélioration du revenu, réduction des coûts, amélioration de la productivité et contrôle de la qualité.

a) Amélioration du revenu

Cette catégorie inclut les politiques et les programmes liés au secteur de la production. Elle comprend les trois sous-catégories suivantes :

-paiements directs visant la production, par exemple, paiements de stabilisation, indemnisation en cas de sécheresse et paiements spéciaux d'adaptation;

-programmes liés aux activités de développement des marchés; et

-mesures réglementaires, par exemple, règlements sur la gestion des approvisionnements et mesures frontalières telles que les tarifs et les droits. Ces mesures n'engendrent pas de dépenses publiques.

b) Réduction des coûts

Ces programmes permettent de réduire les coûts de production pour les agriculteurs. Les exemples les plus courants sont le crédit subventionné, les subventions pour les frais de carburant et pour le transport.

c) Amélioration de la productivité

Le principal objectif de ces programmes consiste à améliorer la productivité du secteur agricole à long terme. Les transferts peuvent se faire de la façon suivante :

-financement de l'élaboration, du transfert et de l'adoption de nouvelles techniques, variétés de cultures et races de bétail, par exemple, les subventions aux activités de recherche, de vulgarisation et d'incitation;

-financement du développement des ressources humaines, par exemple, les programmes de formation; et

-financement d'une agriculture durable, par exemple, le Plan vert.

d) Contrôle de la qualité

Cette catégorie comprend les programmes destinés à améliorer ou à préserver la qualité des produits, la salubrité des aliments et la santé des animaux. Les programmes d'inspection provinciaux et fédéraux, et les divers programmes d'amélioration de la santé des animaux sont de bons exemples.

3.3 La catégorie **type de transferts** divise les programmes en trois groupes :

a) Transferts directs

Les transferts directs comprennent les programmes non réglementaires directs et les recettes cédées pour lesquels les dépenses du gouvernement visent des produits ou des groupes de produits particuliers ou encore l'ensemble du secteur agricole.

b) Transferts indirects

Les transferts indirects incluent les programmes non réglementaires pour lesquels les dépenses du gouvernement visent le secteur agricole, mais parviennent indirectement aux producteurs.

c) Transferts réglementaires

Les transferts réglementaires comprennent les programmes réglementaires pour lesquels aucune

dépense gouvernementale n'est engagée. Le calcul de ces transferts peut exiger une analyse économique partielle.

4.0 Valeur de la production ajustée (VPA)

Les transferts sont exprimés en dollars totaux ainsi qu'en dollars par 100 \$ de la valeur de production ajustée. La VPA est égale à la somme d'une moyenne triennale de la valeur de production et du total des transferts directs de l'année en cours. Cela permet d'éviter toute fluctuation de pourcentage pouvant découler d'un changement rapide des prix du marché ou des quantités concernées.

De plus, les valeurs de production comprennent l'impact des mesures réglementaires (qui se concrétise par le changement des prix du marché), mais pas des transferts directs. Ainsi, les transferts directs sont ajoutés à la valeur de production pour rendre comparable entre les provinces les montants de soutien.

5.0 Méthodes

La méthode courante consiste à faire en sorte que les transferts soient égaux aux dépenses gouvernementales ou à leurs équivalents. On calcule leur valeur monétaire selon une comptabilité de caisse, c'est-à-dire au moment où les producteurs les reçoivent.

Les transferts gouvernementaux sous forme de dépenses directes correspondent aux sommes déboursées par le gouvernement, moins les coûts administratifs. Ils n'incluent pas les frais payés et contributions versées par les bénéficiaires.

Voici un bref aperçu des méthodes utilisées pour les principaux types de programmes et de politiques.

- Les transferts financiers provenant des programmes de stabilisation, par exemple, l'assurance-récolte (à l'exception du compte de stabilisation du revenu net - CSRN), correspondent à la part des paiements de programmes assumée par le gouvernement. Les transferts financiers au titre du CSRN correspondent aux sommes retirées par les producteurs et provenant de leur compte financé par les gouvernements, moins la part des coûts administratifs assumée par les producteurs.

- Les transferts financiers provenant du Programme de remise en état des embranchements des Prairies et du Programme d'achat et de location de wagons-trémies sont répartis sur un certain nombre d'années. À l'exception des dépenses de location des wagons-trémies, toutes les autres dépenses ont été engagées entre les années 1970 et 1980. Étant donné qu'il s'agit de biens qui ont été acquis depuis longtemps, on suppose qu'ils ont généré toute une série de transferts aux producteurs, répartis sur un certain nombre d'années. Les cycles de vie et les taux d'escompte indiqués ci-dessous permettent de mesurer les transferts correspondants.

- 50 ans et 8 p. 100 pour le Programme de remise en état des embranchements des Prairies;
- 25 ans et 5 p. 100 pour l'achat des wagons-trémies.

On suppose que ces programmes d'infrastructure ont généré une augmentation du prix des céréales fourragères en facilitant le transport des céréales à partir des Prairies.

- Les transferts financiers en vertu de programmes qui réduisent les coûts des intrants de façon immédiate (p. ex., les rabais de taxe sur les carburants) équivalent aux dépenses gouvernementales ou recettes cédées. Dans le cas des programmes de subvention d'intérêts, les transferts sont estimés en faisant la différence entre le taux d'un marché représentatif et le taux appliqué aux producteurs dans le cadre du programme, multiplié par le montant des prêts en cours.

- Les transferts générés dans le cadre de la politique sur la gestion des approvisionnements visant les produits laitiers, le poulet, le dindon et les oeufs équivalent à la différence entre les prix au Canada et les prix de référence appropriés sur les marchés étrangers, multipliée par le niveau de production. Les retenues de mise en marché versées par les producteurs sont déduites des prix canadiens, et les prix de référence sont ajustés par les taux de change monétaires, les coûts de transport et les marges commerciales de gros afin d'amener ces derniers sur une base comparable aux prix canadiens. Les transferts aux producteurs découlant des droits

compensatoires, des tarifs à l'importation et des contingents équivalent à l'impact de ces politiques sur les prix pratiqués par les producteurs, multiplié par la production concernée.

- Les transferts aux producteurs provenant des conseils d'adaptation créés dans le cadre du Fonds canadien d'adaptation et de développement rural (FCADR) correspondent aux contributions fédérales payées aux conseils durant l'exercice.
- Les transferts financiers qui se rattachent aux programmes d'accompagnement qui relèvent des ententes sur la protection du revenu agricole sont mesurés en fonction du type de programme. Ces programmes peuvent être subdivisés en trois catégories : les fonds de développement de l'industrie, les mesures d'amélioration du CSRN et d'autres programmes administrés par les provinces qui n'appartiennent pas aux deux premières catégories. Dans le cas des fonds de développement de l'industrie, les transferts correspondent aux sommes véritablement déboursées par le fonds. Les transferts au titre des améliorations du CSRN sont comptabilisés lorsqu'ils sont retirés par les producteurs, de la même façon que l'on mesure le CSRN de base. Dans le cas des programmes de la troisième catégorie, les transferts financiers, dépendant du type de programme, correspondent aux paiements directs aux producteurs assumés par le gouvernement ou sont équivalents aux dépenses gouvernementales.
- La plupart des programmes sont classés comme programme fédéral-provincial à l'exception des programmes qui existaient déjà avant la mise en place des programmes d'accompagnement. C'est le cas, en outre, pour l'assurance-stabilisation du revenu agricole au Québec. La contribution du fédéral est rapportée sous la source de transfert "fédéral" au lieu d'être rapportée sous la source de transfert "fédéral-provincial" et le montant du fédéral versé au fonds d'assurance-stabilisation n'est pas inclus sous le programme provincial afin d'éviter un double comptage.
- Les programmes d'accompagnement peuvent se diviser en trois catégories, soit les fonds de développement de l'industrie, le volet

amélioré du CSRN, et les autres programmes administrés par les provinces et non regroupées dans les deux précédentes. Dans le cas des fonds de développement de l'industrie, les transferts correspondent aux déboursements réels provenant du fonds. Le volet amélioré du CSRN ne nécessite pas de calcul particulier puisque l'information est incluse dans les calculs du volet de base du CSRN. Dans le cas des programmes de la troisième catégorie, les transferts financiers, dépendant du type de programmes, correspondent aux paiements directs aux producteurs assumés par le gouvernement ou sont équivalents aux dépenses publiques.

- Dans le cas des Conseils d'adaptation, compte tenu de l'information disponible, les transferts financiers correspondent à la contribution du fédéral à chacun des conseils.

6.0 Comparaison entre les transferts gouvernementaux et les dépenses publiques

Le calcul des transferts gouvernementaux a pour objet de déterminer le niveau de transferts aux producteurs provenant de divers types de programmes et politiques, dont les transferts réglementaires, au cours d'un exercice donné. Les dépenses publiques sont une estimation des sommes que le gouvernement dépense pour le secteur agroalimentaire au cours d'un exercice donné.

Ces deux mesures ont une composante commune. Les principales différences entre les deux, en ce qui concerne les éléments couverts et les méthodes, sont précisées ci-dessous.

6.1 Éléments couverts

Les transferts gouvernementaux mesurent, par province, tous les transferts directs et indirects, y compris les transferts réglementaires qui influent sur le revenu des producteurs.

Les dépenses publiques incluent toutes les dépenses à l'appui du secteur agroalimentaire qui sont versées directement à des particuliers et organismes, ou indirectement par le truchement de fonds ou de transferts à d'autres paliers gouvernementaux. On ne tient pas compte des mesures réglementaires du type des droits

compensateurs, des tarifs et des contingents, puisqu'elles ne requièrent pas de versement en argent de la part des gouvernements.

Contrairement aux dépenses publiques, les transferts gouvernementaux n'englobent pas les subventions au secteur de la transformation des aliments.

Les sommes consacrées à l'aide alimentaire et au soutien d'organisations internationales sont incluses dans les budgets des dépenses fédérales à titre de dépenses engagées à l'extérieur du Canada. Elles ne sont toutefois pas incluses dans les transferts gouvernementaux, car elles ne profitent pas aux producteurs canadiens.

6.2 Méthodes

Les dépenses publiques sont calculées directement d'après les données contenues dans les rapports sur les comptes publics et les budgets fédéraux et provinciaux des dépenses, et sont ventilées comme suit : frais de fonctionnement, dépenses en capital, dépenses de programmes. Pour arriver au montant réel dirigé aux producteurs, les frais de fonctionnement englobent entre autres les coûts de gestion de programmes de différents ministères. Les sommes recouvrées par le gouvernement sont également indiquées séparément.

Les transferts gouvernementaux sont calculés d'après les comptes publics et les communications directes avec des administrateurs de programmes. Les transferts sont diminués des coûts d'administration et des sommes

recouvrées par le gouvernement pour en arriver à des sommes qui profiteront directement aux producteurs.

Les transferts gouvernementaux sont mesurés selon la méthode de comptabilité de caisse, c'est-à-dire lorsqu'ils sont reçus par les agriculteurs. Les dépenses publiques sont déclarées au cours de l'année où les gouvernements effectuent ces dépenses.

Les transferts gouvernementaux pour les programmes de stabilisation, à l'exception du CSRN, sont équivalents à la part gouvernementale des paiements effectués aux producteurs. Les sommes versées par le gouvernement dans le cadre de ces programmes correspondent aux contributions fédérales et provinciales aux fonds de stabilisation d'une année donnée.

Les transferts gouvernementaux qui réduisent les coûts des intrants sur un horizon prévisionnel plus long sont répartis sur un certain nombre d'années. Le taux d'actualisation est fonction du type de biens. Par contre, les dépenses publiques ne sont pas ajustées.

Les transferts gouvernementaux offerts aux producteurs sous la forme de taux réduits sont mesurés en fonction de l'écart entre le taux représentatif du marché et le taux du programme, multiplié par le montant des prêts en cours, par exemple, des programmes qui prévoient un rabais sur les taux d'intérêt. Pour les dépenses publiques, les dépenses directes et indirectes servant à réduire les coûts des intrants correspondent à la somme totale des dépenses.